

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES PROPOSITIONS DE TRAITÉS POUR L'APRÈS-KYOTO :
QUELLE PLACE SERA FAITE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ?

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

PAR
JEAN-CHRISTOPHE LESSARD

MAI 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier Maryse Grandbois, professeure en droit de l'environnement à l'UQÀM, pour son ouverture d'esprit face à mon sujet particulier de mémoire ainsi que ses judicieux conseils. Ces derniers m'ont permis d'acquérir de nouvelles compétences qui seront fort utiles à mes expériences ultérieures. Je remercie Dominique, mon amour, de m'avoir soutenu et encouragé chaque fois que c'était nécessaire. Je tiens également à souligner l'appui inconditionnel de mes parents tout au long de mes études ; cela n'aurait pas été possible sans vous deux. Merci également à mes amis.

Je suis également reconnaissant à Geneviève Leblanc, rédactrice en chef du Bulletin Objectif Terre. Nos échanges m'ont permis d'acquérir plusieurs savoirs nécessaires à l'écriture de ce mémoire. Dans le même sens, merci à Jocelyne Néron et Philippe Le Prestre de Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société (Institut EDS). De plus, je tiens à souligner l'apport d'Evelyne Dufault et Maya Jegen ; leurs commentaires et suggestions m'ont permis d'améliorer le mémoire. Enfin, un merci spécial à Benoît Théberge, cet ami, cousin et prédécesseur à la maîtrise, pour m'avoir pavé le chemin tant de fois.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	ix
RÉSUMÉ	xi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
CADRE DE LA RECHERCHE	9
1.1 Problématique	9
1.1.1 Changements climatiques	10
1.1.2 Un régime actuel limité.....	11
1.1.3 Déséquilibre Nord-Sud	19
1.1.3.1 Vulnérabilité des pays en développement	19
1.1.3.2 Des négociations asymétriques.....	21
1.2 Revendications des pays en développement	26
1.3 Propositions de traités post-2012.....	33
1.4 Question de recherche	39
CHAPITRE II	
MÉTHODOLOGIE.....	43
2.1 Cueillette des données	43
2.1.1 Revendications des pays en développement (volet 1)	44
2.1.2 Propositions de traités post-2012 (volet 2).....	45
2.2 Analyse des données (analyse de contenu).....	46
2.2.1 Revendications des pays en développement (étape 1).....	47
2.2.2 Propositions de traités post-2012 (étape 2)	48
2.2.3 Prise en considération des revendications dans les propositions (étape 3)	48
CHAPITRE III	
LES REVENDICATIONS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT	53
3.1 Les responsabilités du Nord	53
3.2 Le mode de vie dans les pays développés.....	56
3.3 L'adaptation aux impacts	59

3.4	Le développement	62
3.5	Les transferts financiers, technologiques et le renforcement des capacités.....	65
3.6	L'équité	69
3.7	Conclusion.....	71
CHAPITRE IV		
LA PRISE EN CONSIDÉRATION DES REVENDEICATIONS DANS CHAQUE PROPOSITION.....		73
4.1	L'Orchestre de traités (ODT).....	74
4.1.1	Responsabilité.....	76
4.1.2	Mode de vie	78
4.1.3	Adaptation	78
4.1.4	Développement.....	80
4.1.5	Transferts et renforcement des capacités.....	81
4.1.6	Équité.....	83
4.2	La proposition du Dialogue Sud-Nord (PDSN).....	85
4.2.1	Responsabilité.....	87
4.2.2	Mode de vie	89
4.2.3	Adaptation	90
4.2.4	Développement.....	92
4.2.5	Transferts et renforcement des capacités.....	93
4.2.6	Équité.....	95
4.3	L'Approche par secteurs (APS) (de Schmidt et <i>al.</i> , 2006).....	97
4.3.1	Responsabilité.....	99
4.3.2	Mode de vie	102
4.3.3	Adaptation	102
4.3.4	Développement.....	104
4.3.5	Transferts et renforcement des capacités.....	105
4.3.6	Équité	106
4.4	La proposition de Sao Paulo (PSP).....	108
4.4.1	Responsabilité.....	110
4.4.2	Mode de vie	112

4.4.3	Adaptation	113
4.4.4	Développement.....	114
4.4.5	Transferts et renforcement des capacités.....	116
4.4.6	Équité.....	117
4.5	Conclusion / Discussion	119
4.5.1	Synthèse comparative	120
4.5.2	Certaines implications et utilités des analyses.....	127
4.5.3	Avenir des propositions de traités	130
CONCLUSION.....		133
BIBLIOGRAPHIE		137
APPENDICE		
EXEMPLE DE GRILLE DE CONSIGNATION		
DES REVENDICATIONS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT		157

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1	Division des pays sous le régime actuel 14
1.2	Une différenciation possible des pays pour l'après-Kyoto 16
2.1	Système de catégorisation de la prise en considération des revendications dans les propositions de traités (pour la proposition « X ») 50
4.1	Synthèse de la prise en considération des revendications des PED dans l'Orchestre de traités 84
4.2	Synthèse de la prise en considération des revendications des PED dans la proposition du Dialogue Sud-Nord 96
4.3	Synthèse de la prise en considération des revendications des PED dans l'Approche par secteurs 107
4.4	Synthèse de la prise en considération des revendications des PED dans la proposition de Sao Paulo 118
4.5	Résumé comparatif de la prise en considération des revendications dans chaque proposition de traité 121

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

APS	Approche par secteurs
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CO ₂	Dioxyde de carbone
CP/RP	Conférence des Parties / Réunion des Parties
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
MDP	Mécanisme pour un développement propre
MOC	Mise en œuvre conjointe
ODT	Orchestre de traités
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	(Organisation des) Nations unies
PDSN	Proposition du Dialogue Sud-Nord
PED	Pays en développement
PEID	Petits États insulaires en développement
PK	Protocole de Kyoto
PMA	Pays « les moins avancés »
PNB	Produit national brut
PSP	Proposition de Sao Paulo
SÉDÉ	Système d'échange de droits d'émissions
TT	Transferts de technologies
TTZE	Traité de technologies zéro-émission

RÉSUMÉ

Cette recherche évalue la prise en considération du point de vue des pays en développement dans quatre propositions de traités internationaux formulées pour donner suite au protocole de Kyoto. Comme celui-ci arrive à échéance en 2012, la communauté internationale étudie plusieurs propositions de traités qui pourraient lui donner suite. Ces dernières tentent, chacune à sa manière, de répondre à des limites de Kyoto.

Une inégalité flagrante sévit dans le cadre du régime international actuel sur le climat : les pays en développement sont confrontés à plusieurs désavantages. En conséquence, ils revendiquent des améliorations. Ils demandent, par exemple, une meilleure prise en considération de leur adaptation aux impacts des changements climatiques. Dans ce contexte, il nous est apparu pertinent d'effectuer une évaluation critique de la prise en considération de leurs revendications dans quatre propositions de traités.

Basée sur une collecte secondaire de documents écrits, notre analyse met en lumière le niveau d'intégration parfois très variable des revendications à l'intérieur de chaque traité proposé. Par exemple, l'un d'entre eux (nommé « Approche par secteurs de Schmidt et *al.* ») ne tient aucunement compte de la demande d'adaptation. Par contre, il intègre relativement bien d'autres revendications, notamment le droit au développement. Plus largement, notre évaluation révèle sous quelles modalités deux propositions répondent particulièrement bien à ces revendications, alors que les deux autres comportent davantage de lacunes. Par ailleurs, on constate que les discours des auteurs des propositions quant à l'intégration des revendications ne se traduisent pas toujours en des mesures concrètes et précises permettant de répondre réellement à ces revendications.

Enfin, notre démarche soulève l'importance de soumettre l'évolution des négociations internationales sur le climat à l'analyse critique dans un esprit de solidarité internationale avec les pays en développement.

Mots clés : Changements climatiques, pays en développement (PED), inégalités Nord-Sud, accords multilatéraux en environnement, après-Kyoto, post-2012, propositions de traités, scénarios politiques.

INTRODUCTION

Notre planète vit actuellement des changements majeurs dus en grande partie à l'activité humaine. Plusieurs de ces changements constituent des problèmes environnementaux globaux issus, entre autres, de l'industrialisation et de la croissance de la population mondiale. Notamment, les ressources naturelles s'épuisent. La pollution s'étend, autant au niveau marin que terrestre et atmosphérique. L'étendue des forêts et des terres fertiles diminue, alors que la désertification progresse. De plus, le rythme d'extinction des espèces est désormais 1 000 fois supérieur au rythme moyen qu'a connu la Terre au cours de son histoire (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2006, p.iv). De même, l'eau se raréfie : on estime que, en 2025, 1,8 milliard d'humains seront confrontés à une « rareté absolue » d'eau potable (Organisation mondiale de la Santé [OMS], 2007).

Les changements climatiques représentent également un problème majeur, car leurs impacts négatifs s'avèrent particulièrement inquiétants. Par exemple, le niveau moyen des océans s'élève et les régions touchées par plusieurs maladies tropicales s'étendent. Les conséquences négatives de ces types de phénomènes sur les populations humaines s'aggravent au fil du temps (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC], 2007a). Par ailleurs, les impacts du dérèglement climatique contribuent à alourdir certains des problèmes environnementaux énoncés ci-dessus (Kundzewicz et *al*, 2007).

Pour faire face à la crise du climat, la communauté internationale a adopté, au cours de la décennie 1990, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et le protocole de Kyoto (PK). Ces traités constituent la première tentative sérieuse de freiner l'évolution du problème. Cependant, ils sont confrontés à certaines limites. Entre autres, des pays développés tels que le Canada et les États-Unis ne veulent pas de Kyoto, le jugeant trop contraignant pour leur développement économique¹. De plus, des grands pays en développement (PED) émergents tels que la Chine et l'Inde libèrent désormais des quantités imposantes de gaz à effet de serre, mais n'ont pas encore

¹ C'était le cas, du moins, à l'écriture de ces lignes, en 2007.

d'engagements rigides de limitation de leurs émissions en vertu du régime actuel². Autrement dit, face à l'urgence de réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre, Kyoto ne constitue qu'un petit pas.

Un autre problème se pose : plusieurs inégalités existent entre les pays en développement et les pays développés dans le contexte des changements climatiques. Notamment, les PED sont les plus touchés par les impacts négatifs physiques du phénomène (Schneider et *al.*, 2007). Ils sont également défavorisés au sein du régime. Par exemple, la prise en considération de leur adaptation aux impacts des changements climatiques retient beaucoup moins d'attention que la question de la réduction des gaz à effet de serre (ou « atténuation ») (The Energy and Resources Institute [TERI], 2005). Ce dernier point, sans grande surprise, est d'abord défendu par le Nord³.

En réaction à ces types de déséquilibres, les pays en développement ont revendiqué, au fil des ans, des améliorations particulières à apporter au régime. Un exemple de leurs revendications est la meilleure prise en considération de l'adaptation (Adger et *al.*, 2003). Toutefois, jusqu'à aujourd'hui, leurs préoccupations n'ont été que partiellement entendues. Dans ce contexte, comme la communauté internationale a récemment entamé les discussions sur la suite donner à Kyoto (dont la première phase se termine en 2012), il nous est apparu pertinent d'évaluer à quel point le régime futur tiendra compte des préoccupations des PED.

Au sein des négociations, les délégués gouvernementaux (les négociateurs) cherchent à remédier à des limites du régime telles que celles identifiées en début d'introduction. Beaucoup d'entre eux tentent également de mettre de l'avant les préoccupations des PED. Afin d'atteindre ces objectifs, de nombreuses avenues concrètes s'offrent à eux : des propositions de traités pour l'après-Kyoto. Celles-ci prennent la forme de textes élaborés par différents acteurs et organisations. Chaque proposition tente de trouver, à sa manière, des

² Il est à noter que, tout au long de ce mémoire, l'emploi du mot « régime » réfère systématiquement au régime international sur les changements climatiques.

³ L'utilisation de l'expression « Nord » désigne les pays développés. Cette simplification est celle utilisée par Le Prestre (2005, p.219). L'emploi du mot « Nord » inclut les pays développés situés dans l'hémisphère Sud tels que l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Parallèlement, nous utilisons l'expression « Sud » et « pays du Sud » pour désigner les pays en développement, même si plusieurs de ceux-ci sont situés dans l'hémisphère Nord.

solutions aux problèmes du régime actuel. Elles sont donc actuellement à l'étude par les négociateurs.

Certaines propositions s'inspirent du modèle Kyoto, qui prévoyait des engagements rigides sous forme de cibles absolues de réduction des gaz à effet de serre pour les pays développés, en tentant d'y apporter des améliorations. D'autres s'inscrivent en dehors de cette logique. Ainsi, le régime à venir constituera une deuxième phase au Protocole ou bien diffèrera sensiblement de ce modèle. Concernant cette dernière option, des propositions suggèrent, par exemple, d'abandonner l'approche rigide du Protocole en misant plutôt sur des engagements volontaires pour tous les pays⁴.

Vu les désavantages auxquels les PED sont présentement confrontés, il nous est apparu pertinent d'évaluer en quoi ces propositions de traités intègrent ou non leurs préoccupations générales. Pour ce faire, nous avons créé en quelque sorte une « typologie » des principales revendications que ces pays ont formulées dans le contexte des changements climatiques, du régime et des rapports Nord-Sud en général. Ensuite, nous avons procédé à une évaluation de la prise en considération de ces revendications dans différentes propositions de traités pour l'après-2012.

L'objectif central de cette démarche est de fournir une analyse critique de ces traités éventuels, c'est-à-dire de mettre en relief les aspects positifs et négatifs de chacun d'eux pour les pays en développement. Pour ce faire, nous évaluons le niveau d'intégration des revendications dans chaque proposition de traité, mais examinons également les implications positives – et moins positives – de la manière particulière dont chaque revendication est intégrée. L'analyse examine également si les « discours » parfois politiquement corrects des auteurs des propositions se traduisent réellement en des initiatives répondant aux préoccupations du Sud. À cette fin, nous évaluons si des mesures concrètes sont prévues afin de satisfaire les PED, et ce, au-delà de la prise en considération officielle des revendications par les auteurs des propositions.

⁴ Par exemple, l'une d'entre elles se nomme « Orchestre de traités » (Sugiyama et Sinton, 2005).

Cette démarche critique peut s'avérer utile pour divers acteurs sociaux des pays en développement, et ce, dans une perspective d'aide à la décision et de réduction des inégalités Nord-Sud⁵. Notre recherche s'inscrit donc dans le sillage des publications cherchant à contrer ces inégalités.

En étudiant des scénarios de régimes futurs, cette recherche a l'originalité d'être en partie « ancrée dans l'avenir ». Elle a donc une certaine pertinence dans le cadre de l'actualité politique internationale. Elle a également l'originalité de s'imprégner fortement du point de vue d'acteurs sociaux, ceux des pays en développement. Ainsi, la typologie des revendications des PED constitue une fusion du chercheur avec un des sujets d'étude. Cette typologie peut éventuellement servir de cadre d'analyse afin d'évaluer d'autres propositions de traités, et ce, dans une perspective critique.

En fait, cette recherche intègre surtout deux domaines d'analyse ; sociologique et politique. D'un côté, elle se penche sur les représentations sociales (ou collectives) d'un groupe donné : les pays en développement. Pour le sociologue Raymond Boudon (2003, p.199), ces représentations constituent « des valeurs communes » aux membres d'une société (ou d'un sous-groupe social). Les revendications des PED forment de telles représentations, car elles constituent des valeurs communes aux membres de ces pays. Par exemple, la revendication d'adaptation constitue une *valeur* des PED dans le cadre des négociations sur les changements climatiques.

Dans le même sens, Fischer définit ces représentations comme des « processus d'élaboration perceptive et mentale de la réalité qui [transforment] les objets sociaux (personnes, contextes, situations) en catégories symboliques (valeurs, croyances, idéologies)... » (Fischer, 1987, p.118). Si on considère que l'adaptation aux changements climatiques constitue un « objet social », la *revendication* d'adaptation constitue le passage de cet objet à une catégorie symbolique. De cette manière, l'adaptation – qui se transforme en une valeur pour les PED – traduit une représentation sociale (ou collective). L'analyse des revendications des PED

⁵ Pour permettre une diffusion minimale de cette recherche, nous allons éventuellement en formuler une version résumée afin de la soumettre à des organisations défendant les intérêts des PED.

s'apparente donc à l'examen des représentations sociales. C'est en ce sens que notre recherche intègre la perspective sociologique.

D'un autre côté, la recherche touche à un contexte politique, celui des négociations sur le climat, en procédant en quelque sorte à une analyse (ou évaluation) de politiques publiques (soit l'évaluation des propositions de traités). Pour Nagel (1990, p.ix), ce type d'analyse consiste à déterminer, parmi une pluralité de politiques, celle qui permet le mieux d'atteindre certains objectifs. Notre démarche s'inscrit dans cette logique; elle vise à déterminer *quels aspects* des propositions de traités (les politiques) répondent le mieux aux revendications des PED (les objectifs).

Cette assise politique de la recherche rejoint son assise sociologique: l'analyse de politiques est un processus qui prend pour instrument de mesure des *valeurs* sociales (Weimer et Vining, 1992, p.1). Prenant pour outils de telles valeurs – dans notre cas, les revendications-, l'analyse de politiques vise à faciliter les décisions politiques (Weimer et Vining, 1992). C'est là le but pratique de notre analyse des propositions de traités : épauler les PED dans leur prise de position au sein des négociations sur l'après-Kyoto.

Bien que notre recherche s'inspire en partie de la sociologie et de la science politique, elle revêt d'abord le caractère interdisciplinaire typique des sciences de l'environnement. En effet, elle recourt également aux apports diversifiés de la science physique du climat, des sciences juridiques et des sciences économiques, par exemple. À partir de ces bases, nous effectuons des analyses de contenu essentiellement qualitatives portant sur différents types de textes (publications gouvernementales, documents d'organisations non gouvernementales, etc.). Afin d'atteindre notre objectif de recherche, nous avons réalisé une collecte secondaire de documents touchant, d'une part, aux revendications des PED et, d'autre part, aux propositions de traités post-2012. Par la suite, nous avons réalisé une analyse de contenu en plusieurs étapes, dont la principale a permis d'évaluer la prise en considération des revendications des PED dans un nombre limité de propositions de traités (quatre).

Le premier chapitre détaille le cadre de notre recherche. Nous présentons notre problématique, qui concerne les impacts des changements climatiques, les limites du régime international actuel et les inégalités Nord-sud dans ce contexte. Ce chapitre inclut également une revue de littérature sur les revendications des pays en développement et les propositions de traités pour l'après-Kyoto. Il se termine par la présentation de notre question de recherche.

Le deuxième chapitre présente la méthodologie. Tout d'abord, la stratégie de collecte des données est décrite. Celle-ci se décline en deux volets. Le premier concerne les documents portant sur les revendications des PED, alors que le deuxième touche aux textes des propositions de traités post-2012. Nous exposons ensuite la méthode d'analyse utilisée, qui se divise en trois étapes : 1) mettre en lumière, dans la littérature, les principales revendications des PED, et ce, à partir des documents issus du premier volet de la collecte ; 2) sélectionner un nombre limité de propositions de traités parmi les documents collectés lors du deuxième volet ; 3) analyser la prise en considération des revendications dans ces propositions, et ainsi présenter la réponse à notre question de recherche. Nous abordons également les questions de validité et d'éthique pertinentes.

Le troisième chapitre présente le résultat de l'analyse des textes portant sur les revendications (première étape de l'analyse). Il décrit d'une manière détaillée six grandes revendications des PED que nous avons retenues (notre « typologie »). À titre d'exemple, l'une d'entre elles concerne la responsabilité du Nord dans la crise climatique : les PED demandent que les pays développés assument pleinement leur grande responsabilité dans les changements climatiques. Chaque revendication présentée dans ce chapitre constitue une synthèse de revendications similaires. Par exemple, la revendication de responsabilité inclut la préoccupation des PED voulant que la responsabilité *historique* des émissions soit mieux considérée dans le régime. La formulation des six revendications principales sert de base à la troisième étape de l'analyse.

Le quatrième et dernier chapitre présente la réponse à notre question de recherche à la suite de différentes étapes d'analyse. Chacune des sections débute par une présentation d'une des quatre propositions de traités retenues en fonction de leur pertinence dans le cadre de ce

mémoire. Elle donne donc suite au résultat de la deuxième étape de l'analyse qui était de sélectionner un nombre restreint de propositions. Plus significativement, le corps de chaque section présente la réponse à notre question de recherche, soit l'évaluation de la prise en considération des revendications des PED dans chaque proposition de traité. Pour ce faire, le chapitre présente les résultats de la troisième étape de l'analyse de contenu *conjointement* à notre analyse de ces résultats. Enfin, une conclusion prenant la forme d'une discussion compare les points forts et les points faibles de chaque proposition, énonce certaines implications et utilités des analyses et évalue les probabilités d'adoption des propositions dans les prochaines années. Elle est suivie de la conclusion générale du mémoire qui énonce certaines recommandations.

CHAPITRE I

CADRE DE LA RECHERCHE

1.1 Problématique

Les changements climatiques constituent un problème majeur dont les impacts négatifs sont nombreux. Par exemple, ce problème renforce l'intensité des vagues de chaleurs – et donc augmente la mortalité humaine reliée-, comme ce fut le cas en Europe en août 2003 (Confalonieri et *al.*, 2007, p.397). De plus, il provoque une augmentation du niveau moyen des océans qui amplifie les dommages liés aux inondations côtières dans plusieurs régions du monde (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC], 2007b, p.4). Plus largement, les effets néfastes de la perturbation du climat contribuent à aggraver d'autres problèmes environnementaux tels que la perte de biodiversité ou la raréfaction de l'eau potable (Kundzewicz et *al.*, 2007).

Le régime international actuel constitue une première tentative de contrer la crise. Toutefois, sa portée est largement insuffisante. En conséquence, la force et la capacité de ralliement qu'aura le régime post-2012 seront déterminantes pour la stabilisation du climat planétaire. Dans ce contexte, le discours de plusieurs acteurs politiques internationaux veut que *l'ensemble des pays* limitent leurs émissions de gaz à effet de serre. Ainsi en est-il, maintenant que les pays développés ont surchargé la capacité de l'atmosphère à absorber ces gaz. Face à cette situation, les pays en développement, qui n'ont en général qu'une faible responsabilité dans le phénomène, soutiennent que c'est aux pays développés que revient la responsabilité première d'en assumer les conséquences. D'autant plus que les PED sont déjà soumis de manière disproportionnée aux impacts négatifs des changements climatiques (Schneider et *al.*, 2007). C'est d'ailleurs dans ce contexte qu'ils revendiquent de nombreuses améliorations du régime.

1.1.1 Changements climatiques

Les impacts négatifs des changements climatiques affectent déjà négativement la vie de nombreuses populations : l'augmentation de la fréquence des sécheresses ou des ouragans, la fonte des glaces et l'agrandissement des régions où sévissent les maladies tropicales en sont quelques illustrations. À titre d'exemple plus précis, les ouragans de catégorie 4 et 5, dont les conséquences en pertes de vie humaines sont graves, ont pratiquement doublé en nombre depuis 30 ans (Guggenheim, 2006). Des prévisions sur les conséquences à venir sont d'autant plus sombres. Par exemple, le quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) projette qu'à long terme – sous certains scénarios climatiques- la fonte des glaces du Groenland pourrait faire augmenter le niveau des océans de sept mètres (GIEC, 2007a, p.13).

Bien que ces effets soient impressionnants en soi, ce sont d'abord leurs conséquences sur les populations qui inquiètent. À cet égard, le récent rapport de Nicholas Stern, ancien économiste en chef à la Banque mondiale, souligne qu'en l'absence d'action sérieuse, les conséquences économiques et sociales des changements climatiques pourraient avoir une « ampleur analogue à celles qui sont associées aux grandes guerres et à la dépression économique de la première moitié du XX^e siècle » (Stern, 2006).

Au regard de telles conséquences avérées ou prévues, plusieurs acteurs de la communauté internationale érigent en priorité ce problème. Le nouveau Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a fait des changements climatiques son principal cheval de bataille (Nations unies, 2007b). Ils constituaient également la priorité des travaux de l'Assemblée générale des Nations unies à la fin de l'année 2007 (Nations unies, 2007a).

De plus en plus d'acteurs sociaux prennent conscience de l'urgence de s'attaquer de front à la crise. La volonté d'agir est palpable même dans des secteurs traditionnellement moins enclins à se soucier de ce type de problème, par exemple le milieu des affaires : déjà, en 2001, le Forum économique de Davos avait qualifié l'effet de serre (et donc les perturbations du climat qui en découlent) de « notre plus grand défi pour le XXI^e siècle » (Bonduelle, 2001).

C'est entre autres à l'égard de l'importance de ce problème environnemental que nous avons considéré pertinent d'effectuer une recherche sur le sujet. Notre démarche s'inscrit aussi dans une problématique politique et sociale dont les éléments essentiels sont présentés ci-dessous.

1.1.2 Un régime actuel limité

Afin de faire un premier pas vers la lutte contre les changements climatiques, la communauté internationale a adopté, en 1992, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Son objectif ultime est de « stabiliser [...] les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique » (Nations unies, 1992, article 2). Malgré cet objectif louable, le caractère non contraignant de la Convention limitait la prise d'initiatives sérieuses pour s'attaquer à la crise climatique. On a donc ajouté un protocole à cette convention en 1997, celui de Kyoto.

En vertu de ce protocole, les pays développés se sont engagés à réduire de manière absolue leurs émissions de gaz à effet de serre, et ce, sous la forme de pourcentages⁶. Par exemple, le Canada doit réduire ses émissions de six pourcent sous les niveaux de 1990 d'ici à 2012. La moyenne pour tous les pays développés (qui constituent les Parties visées à l'Annexe I de la CCNUCC) est de 5,2 pourcent de réduction⁷. Le Protocole ne pouvait devenir effectif que si un nombre minimal de Parties l'ayant signé acceptaient de le ratifier, c'est-à-dire l'intégrer dans leurs lois nationales. Ce minimum ayant été atteint en 2005, les pays développés sont maintenant tenus de réduire leurs émissions selon les pourcentages qui leur sont attribués individuellement.

Pour leur faciliter la tâche, le Protocole contient trois mécanismes dits « de souplesse » appuyés sur une logique de libre marché du carbone. Les pays développés peuvent soit acquérir des crédits d'émissions en compensation du financement de projets de

⁶ Les cibles absolues de réduction signifient que la quantité totale de gaz à effet de serre d'un pays doit être réduite. Par opposition, les cibles relatives (ou d'intensité) visent également une limitation des émissions, mais n'empêchent pas une augmentation totale de celles-ci (pour un pays, par exemple).

⁷ Notons que la période prévue pour l'atteinte de ces objectifs est de 2008 à 2012.

développement écologique dans les PED (« mécanisme pour un développement propre » [MDP]); soit obtenir des crédits via le même principe, mais par la mise en place de projets dans les pays développés faisant partie de l'ancien bloc de l'Est (« mise en œuvre conjointe » [MOC]); soit acheter des crédits d'émissions à d'autres pays qui réussiraient à faire mieux que leurs objectifs de réduction, via un marché international du carbone (« système d'échange de droits d'émissions » [SÉDÉ]). Des accords élaborés à Marrakech en 2001 ont permis de détailler le fonctionnement de ces trois mécanismes. Ils sont devenus pleinement effectifs suite à leur adoption formelle à Montréal en 2005, à l'occasion de la 11^e Conférence des Parties à la CCNUCC et la première Réunion des Parties au protocole de Kyoto (CP-11/RP-1).

Dans le cas des pays en développement, le Protocole ne prévoit pas de pourcentages de réduction pour l'instant, vu leur situation désavantagée comparativement aux pays développés. Il les invite toutefois à déployer des efforts dans la mesure du possible. Afin de les épauler dans l'atteinte de cet objectif, le Protocole prévoit que les pays développés fournissent un appui financier et technique aux PED. Cet appui vise, notamment, les transferts de technologies dans ces pays et l'adaptation des pays les plus vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques⁸. Ce financement est octroyé par l'intermédiaire de trois fonds spécifiques dont le fonctionnement est également détaillé dans les accords de Marrakech.

Bien que, dans la théorie, la Convention et le Protocole poursuivent des objectifs louables, dans les faits leur mise en œuvre est difficile et les bénéfices environnementaux globaux qu'ils engendrent sont pour l'instant limités. En particulier, le Protocole connaît certaines limites et fait l'objet de plusieurs critiques. Une critique fréquente de Kyoto concerne son aspect rigide : ses cibles absolues de réduction repoussent des pays stratégiquement importants à s'y engager, ou encore à le respecter. En effet, les gouvernements de quelques pays développés n'acceptent pas l'idée de limiter leur croissance économique pour le bien de la lutte climatique. C'est le cas du Canada, par exemple, pour lequel les émissions de gaz à

⁸ Voir, respectivement, les articles 11.2b et 12.8 du Protocole.

effet de serre se situaient, en avril 2007, à 35 pourcent au-dessus de son objectif de réduction (Francoeur, 2007). Or, la première phase du Protocole se termine en 2012.

C'est également le cas des États-Unis, qui n'ont toujours pas ratifié le Protocole. Afin de protéger son économie, ce pays a refusé d'intégrer les termes de l'engagement dans ses lois. Ainsi, depuis 1997, son administration argumenté qu'il serait absurde de s'engager alors que des grands pays en développement émergents tels que la Chine et l'Inde n'ont pas encore d'engagements précis. Pourtant, en 1995, les États-Unis s'étaient ralliés au Mandat de Berlin, en vertu duquel les pays développés ne pouvaient demander aux PED, dans un premier protocole, de contracter des engagements similaires aux leurs (Grubb et *al.*, 1999, p.50). Cette volte-face des États-Unis pose un problème majeur, car ce « gros joueur » est indispensable à la lutte contre les changements climatiques. Kyoto n'a pas, pour l'instant du moins, réussi ce pari.

L'argument des États-Unis a beau viser la protection directe de ses intérêts, il soulève tout de même une limite inhérente du Protocole : ce dernier n'engage pas les grands PED, alors que c'est une deuxième condition indispensable à la stabilisation du climat planétaire. À cet égard, plusieurs négociateurs du régime considèrent simpliste la division des pays en deux grands groupes, soit d'une part les pays développés, aux cibles absolues de réduction et, d'autre part, les pays en développement, aux engagements volontaires et imprécis. Ils estiment que Kyoto colle mal à la réalité variable du terrain, ce qui soulève des questions d'équité internationale. Le tableau ci-dessous (1.1) illustre la division actuelle des pays sous la CCNUCC, division reprise dans le Protocole.

Tableau 1.1
Division des pays sous le régime actuel

	Catégories de pays		
	Parties visées à l'Annexe I de la CCNUCC (pays « développés »)		Parties non visées à l'Annexe I (Pays « en développement »)
	Pays développés (figurent à l'Annexe II)	Pays à économies en transition (ancien bloc de l'Est)	
Exemples de pays pour chaque catégorie	Canada Espagne Australie	Ukraine Roumanie Estonie	Singapour Chine Burkina Faso

Source : CCNUCC, 1992.

On peut observer, dans ce tableau, qu'une différenciation existe au sein des pays développés : ils sont subdivisés entre « pays développés » et « pays à économies en transition ». Cette différenciation vise à donner une latitude aux pays de l'ancien bloc de l'Est⁹, dont plusieurs ont vu leur économie s'effondrer suite à la chute de l'empire soviétique. Ceux-ci n'ont pas à fournir de ressources financières et techniques aux PED, alors que c'est le cas des autres pays développés, qui figurent à l'Annexe II de la CCNUCC. Néanmoins, ces deux sous-groupes ont des cibles absolues de réduction des gaz à effet de serre.

Malgré cette différenciation, la division actuelle des pays tient peu compte de la forte variation du niveau de développement des PED. Oberthür et Ott qualifient de « déficience structurelle » cette division simpliste héritée du fonctionnement traditionnel des Nations unies (Oberthür et Ott, 1999, p.227). Pour prendre un exemple d'ordre économique, le Produit national brut (PNB) par habitant varie significativement d'un PED à l'autre : par

⁹ Voir, à ce titre, l'article 3.6 du Protocole.

exemple, en 2006, l'Afrique du Sud avait un PNB approximatif de 13 300 dollars américains par habitant alors que celui de la Tanzanie se chiffrait à environ 800 dollars par habitant (Central Intelligence Agency [CIA], 2006). Il aurait été pertinent que Kyoto tienne compte de ce type de variation. De surcroît, le PNB par habitant de pays nouvellement industrialisés tels que Singapour ou le Qatar excède celui de certains pays de l'Annexe I (CIA, 2006).

Cependant, les pays comme Singapour ne représentent qu'une minorité parmi les pays en développement. De plus, le PNB par habitant est loin de se traduire en une répartition équitable de la richesse. Athanasiou (1996) souligne que « les profits du développement sont largement appropriés par les riches »¹⁰. Les écarts entre les riches et les pauvres sont souvent exacerbés dans les PED. C'est, entre autres, le cas dans les pays producteurs de pétrole, où les familles possédantes accaparent une partie significative des revenus liés à cette production.

Néanmoins, il reste évident que le régime actuel ne tient pas suffisamment compte des écarts de richesse entre les pays et, du même coup, de leurs capacités différentes de déployer des efforts pour lutter contre les changements climatiques.

Parallèlement, le régime reflète mal la variation des émissions par habitant entre les PED. En 1998, par exemple, les émissions du Burkina Faso étaient de 0,1 tonne de dioxyde de carbone (CO₂) par habitant par an, alors que celles de l'Arabie Saoudite se situaient à 14 tonnes par habitant (World Resources Institute [WRI], 2003a, p.1 ; WRI, 2003b, p.1). Bien que les émissions par habitant de l'Arabie soient approximativement 140 fois plus grandes que celles du Burkina Faso, le régime actuel classe ces pays dans le même groupe (pays en développement).

Afin de pallier à ce manque d'adaptabilité de Kyoto, plusieurs chercheurs suggèrent une différenciation plus poussée entre les pays. Le tableau ci-dessous (1.2) présente celle

¹⁰ Traduction de : « The profits of development are largely appropriated by the rich... ».

proposée par Ott et *al.* en 2004, dans le cadre d'une proposition de traité qui pourrait succéder à Kyoto après 2012¹¹.

Tableau 1.2
Une différenciation possible des pays pour l'après-Kyoto

	Catégories de pays					
	Pays industrialisés avancés*	Pays à économies en transition**	Pays nouvellement industrialisés	PED en industrialisation rapide	Autres PED	Pays les moins avancés (PMA)
Exemples de pays pour chaque catégorie	États-Unis Espagne	Ukraine Roumanie	Singapour Israël	Chine Mexique	Inde Vietnam	Haïti Burkina Faso

Source : Ott et *al.*, 2004, p.46-47.

Trame : Pays considérés comme « en développement » par le régime actuel.

* Pays industrialisés avancés : correspondent à l'Annexe II à la CCNUCC.

** Pays à économies en transition : correspondent à l'Annexe I, mais pas à l'Annexe II.

Ce type de différenciation pourrait satisfaire certains sous-groupes des PED qui ont déjà demandé aux pays en développement plus favorisés (par exemple, Singapour) de prendre des engagements plus sérieux pour réduire leurs émissions gaz à effet de serre. C'est le cas des PED les plus vulnérables aux changements climatiques, notamment les pays dits « les moins avancés » (PMA) tels que le Burkina Faso. C'est également le cas de nombreux petits États insulaires en développement (PEID), pour lesquels l'inaction des PED plus favorisés risque de compromettre fortement la qualité de vie, déjà peu élevée dans plusieurs cas. Par exemple, lors d'un débat spécial de l'ONU sur les changements climatiques tenu en août 2007, les petits États insulaires en développement des Caraïbes ont demandé aux grands pays en

¹¹ Comme on le verra plus loin, cette proposition, nommée Dialogue Sud-Nord, a été retenue pour être évaluée dans le cadre de ce mémoire.

développement émergents de s'engager à faire des efforts substantiels de lutte contre les changements climatiques pour la période post-2012 (Coye-Felson, 2007, p.4).

Face à la crainte de bientôt se voir imposer des engagements contraignants, les grands PED émergents tels que la Chine et l'Inde militent afin de ne pas être différenciés des autres PED. Ils revendiquent leur appartenance à ce groupe. Il est à ce titre intéressant de constater qu'une récente déclaration de ces grands PED émergents, prononcée au sommet du G8 de 2005 (Gouvernement du Brésil et *al.*, 2005), ne diffère pas significativement en contenu des déclarations des PED en général, par exemple celle qu'ils ont promulguée à Doha en 2005 (G77/Chine, 2005) : dans les deux cas, les pays ont essentiellement les mêmes revendications dont, notamment, le droit au développement.

Il est certainement inquiétant pour l'équilibre climatique planétaire que des pays aux populations croissantes déjà énormes tels que la Chine et l'Inde s'industrialisent. Il paraît donc souhaitable qu'ils s'engagent le plus tôt possible à limiter leurs émissions de gaz à effet de serre. Or, leur requête d'appartenance aux PED a une légitimité incontestable, notamment parce que leur taux d'émission par habitant est peu élevé. Par exemple, en 2003, les émissions de la Chine étaient inférieures à une tonne de CO₂ par habitant, alors que celles des États-Unis se situaient à plus de cinq tonnes (Hansen, 2007).

Si on pointe actuellement du doigt ces grands PED, c'est qu'ils ont des populations immenses. Toutefois, ils n'ont pas moins le droit au développement que d'autres PED moins peuplés. L'inclusion, par le régime actuel, d'un très grand nombre de pays sous la seule catégorie de « pays en développement » a donc une certaine légitimité. Cependant, il reste que des variations existent réellement au sein des pays en développement¹². Le régime aurait donc pu offrir une meilleure différenciation.

Par ailleurs, une autre limite du Protocole est la suivante : les réductions de gaz à effet de serre prévues pour les pays développés ne représentent qu'une petite partie de l'effort global de réduction devant être déployé. Certains acteurs politiques parlent d'une nécessité de

¹² Par exemple, les écarts de richesse entre des pays comme Singapour et la majorité des PED.

réduire les émissions de 80 pourcent sous les niveaux de 1990 d'ici à 2050 afin de stabiliser le climat planétaire (California energy commission, 2007). Concernant l'horizon à moyen terme, les pays participant aux négociations sur les engagements donnant suite au Protocole ont récemment reconnu la chose suivante : pour stabiliser la concentration atmosphérique en gaz à effet de serre à un niveau entraînant les impacts les moins dangereux pour les populations, les émissions planétaires annuelles devront atteindre leur apogée dans 10 à 15 ans, pour ensuite décroître (Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'Annexe I au titre du protocole de Kyoto [GTS-PK], 2007).

Pour atteindre cet objectif, les pays développés auraient à réduire leurs émissions de 25 à 40 pourcent sous les niveaux de 1990 d'ici à 2020, considérant que les émissions des PED augmenteront afin de respecter leur droit au développement (GTS-PK, 2007). En comparaison, Kyoto, avec sa réduction prévue de 5,2 pourcent sous les niveaux de 1990 d'ici à 2012, fait maigre figure. Cela est cependant « normal » puisqu'il ne représente que la première étape sérieuse pour s'attaquer à la crise climatique. Néanmoins, ce premier pas devra très rapidement être relayé par d'autres si nous espérons stabiliser le climat.

En somme, Kyoto a des limites et, conséquemment, reçoit des critiques, parfois contradictoires. Alors que quelques pays développés le jugent trop contraignant, d'autres estiment qu'il l'est trop peu. S'il n'a pas réussi à rallier les États-Unis, il n'est pas davantage parvenu à inclure d'autres pays éventuellement indispensables à la lutte tels que les grands PED émergents. Comme on l'a vu, plusieurs pays en développement (les plus vulnérables) demandent même que ces puissances émergentes prennent des engagements significatifs. En fait, le mode de division actuel du régime – pays développés d'une part et pays en développement de l'autre – traduit mal les variations réelles.

Face à ces types de limites, des chercheurs ainsi que des délégués participant aux négociations ont, au fil du temps, rédigé de nombreuses propositions de traités internationaux pour l'après-2012. En général, ils rejettent l'idée d'un simple Kyoto II, car prévoir une deuxième phase à cet accord sans trop le modifier – par exemple, en conservant les deux

mêmes grandes catégories de pays que dans la phase actuelle- ferait émerger des problèmes semblables.

Conséquemment, les propositions de traités s'inscrivent soit en rupture avec le régime actuel (par exemple, des traités totalement volontaires sans pourcentages de réduction), soit dans une inspiration de Kyoto, en y apportant toutefois des modifications. En outre, la formulation de certaines de ces propositions vise à répondre à un problème d'une autre nature : l'existence de plusieurs inégalités entre les PED et les pays développés au sein du régime. En ce sens, la section ci-dessous présente des désavantages auxquels sont confrontés les PED.

1.1.3 Déséquilibre Nord-Sud

Dans le contexte des changements climatiques, les pays en développement sont particulièrement désavantagés par rapport aux pays développés. Ce déséquilibre revêt deux facettes majeures ; d'une part, ce sont surtout les PED qui subissent les impacts négatifs *physiques* du phénomène, par exemple les sécheresses plus fréquentes dans plusieurs régions. D'autre part, ils sont désavantagés au sein du processus de négociation international sur le climat ainsi que dans les dispositions qui en ressortent.

1.1.3.1 Vulnérabilité des pays en développement

Même si les pays développés sont en grande partie responsables des changements climatiques, ce sont surtout les populations des pays en développement qui en subissent les impacts négatifs, car elles y sont plus vulnérables (Schneider et *al.*, 2007, p.781). En effet, les PED sont davantage exposés aux effets néfastes du phénomène, tels que la hausse du niveau océanique, les sécheresses plus fréquentes et l'expansion des zones touchées par des maladies sévères (la malaria, notamment). Cela s'explique, entre autres, par des particularités géographiques, des infrastructures moins développées et une économie largement basée sur l'agriculture.

De plus, alors que leur sensibilité aux impacts est plus grande que dans les pays développés, leurs capacités à s'y *adapter* le sont moins (Oberthür et Ott, 1999, p.236). Spécifions que l'*adaptation* constitue un processus d'ajustement des systèmes humains ou naturels aux impacts réels ou anticipés des changements climatiques (Brodhag *et al.*, 2005). En fait, les PED ne disposent généralement pas de ressources financières et humaines suffisantes afin de mettre sur pied des mesures d'adaptation appropriées. Un exemple d'une telle mesure est la construction de digues dans le but de contrer l'inondation des territoires habités près des littoraux, en vue de la montée du niveau des océans.

De même, les PED manquent bien souvent de moyens pour se remettre rapidement des dommages causés par les catastrophes climatiques (Schneider *et al.*, 2007). À l'inverse, les pays développés se défendent mieux face à ces types de problèmes, autant au niveau de la prévention des impacts que de la réaction. Ils possèdent davantage de ressources pour y arriver.

La vulnérabilité des PED aux impacts des changements climatiques est plus grande chez certains de leurs sous-groupes. Par exemple, les « pays les moins avancés » (PMA) et plusieurs pays d'Asie y ont une sensibilité particulière (Ghina, 2003, p.161 ; International Institute for Sustainable Development [IISD] reporting services, 2006a, p.2). Par ailleurs, les sécheresses plus fréquentes et la désertification – phénomènes amplifiés par le dérèglement du climat- touchent particulièrement les pays d'Afrique.

Les pays côtiers de basse altitude tels que le Bangladesh constituent un autre groupe très vulnérable, notamment en raison de la montée du niveau des océans. Bien entendu, plusieurs pays développés côtiers ont également un relief peu élevé. Ce type de vulnérabilité n'est donc pas le seul problème des PED. Cependant, à géographie semblable, ces derniers sont davantage vulnérables à l'élévation du niveau océanique, vu les ressources plus limitées dont ils disposent pour s'en protéger (Schneider *et al.*, 2007). C'est, entre autres, le cas des petits États insulaires en développement (PEID). Nombre de ces pays de faible superficie – dont la totalité des frontières sont exposées à la montée du niveau des mers- ont un relief peu élevé et

sont donc particulièrement vulnérables aux impacts des changements climatiques (Alliance des petits États insulaires en développement [APEID], 1994).

Bien entendu, certains types de PED sont moins vulnérables que les sous-groupes décrits ci-dessus. Toutefois, dans l'ensemble, les PED subissent les effets néfastes des changements climatiques de manière disproportionnée par rapport aux pays développés (Schneider et *al.*, 2007). Il y a donc un déséquilibre entre ces deux groupes de pays. Conséquemment, depuis le début des discussions internationales sur les changements climatiques, les pays en développement ont sommé les pays développés de pleinement assumer leur responsabilité dans ces impacts disproportionnés (Gupta, 1998 ; Mwandosya, 2000). Nous reviendrons sur ce point dans la section 1.2, qui traite des revendications des pays en développement.

1.1.3.2 Des négociations asymétriques

Le déséquilibre Nord-Sud ne s'observe pas que dans la répartition inégale des impacts des changements climatiques. Il se présente également au niveau politique dans le cadre du régime international actuel. Les pays en développement sont désavantagés essentiellement sous deux aspects : d'une part, dans le processus de négociation en tant que tel et, d'autre part, au sein des dispositions du régime qui en résultent. Ce déséquilibre n'a rien d'étonnant, car les inégalités entre les PED et les pays développés ont caractérisé l'histoire des derniers siècles. Le processus de négociation sur les changements climatiques –tout comme celui d'autres traités environnementaux- ne s'est pas affranchi de cette tendance. Les pays développés disposent encore aujourd'hui d'un pouvoir politique qui surpasse largement celui des pays en développement.

Le premier aspect de désavantage (marginalisation au sein du *processus* de négociation) s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, les PED disposent de peu de moyens afin de faire valoir leur point de vue au sein des discussions internationales. Or, ces processus demandent, notamment, la participation de nombreux délégués. C'est le cas au sein des négociations sur les changements climatiques. La Conférence des Parties à la CCNUCC (CP), la Réunion des Parties au Protocole (RP) ainsi que les réunions biennuelles des deux organes

subsidiaries de la Convention demandent une participation significative. Souvent, les petites délégations de pays en développement ne suffisent pas pour assister aux nombreux événements tenus simultanément dans ces réunions (Manful, 2005, p.305).

À la CP-11/RP-1 (tenue à Montréal en 2005), le nombre de participants variait largement d'un pays à l'autre : par exemple, les délégations officielles de l'Éthiopie, d'Haïti et du Tchad ne comportaient qu'un ou deux délégués, alors que les pays développés en comportaient souvent plusieurs dizaines (Secrétariat de la CCNUCC, 2005). La comparaison étonne : alors que, par exemple, la délégation Belge comportait 44 délégués (pour une population d'environ 10 millions d'habitants), les deux délégués de l'Éthiopie représentaient 75 millions d'habitants. Bien que certains PED avaient des délégations comparables à celles de la Belgique, il reste que de nombreux PED étaient faiblement représentés (Secrétariat de la CCNUCC, 2005).

De surcroît, les PED doivent composer avec de nombreux autres processus de négociation, notamment concernant des accords environnementaux tels que la Convention sur la diversité biologique. Or, comme les ressources des PED sont très limitées, ils n'arrivent pas toujours à être représentés adéquatement à ces types de réunions (Van Toen, 2001, p.19). Certes, dans plusieurs processus, les pays développés financent la participation de délégués des PED. Cependant, ce financement est limité (Manful, 2005, p.305). En conséquence, le point de vue de ces derniers est, assez souvent, faiblement représenté.

Dans un autre ordre d'idées, une attitude quelque peu paternaliste des pays développés a parfois désavantagé les PED dans les négociations sur le climat. La marginalisation du point de vue de ces derniers ne provient donc pas uniquement de leur faible représentation politique. La façon dont les décisions sont prises peut, en effet, jouer en leur défaveur. Agarwal faisait remarquer que les négociateurs des pays développés les plus puissants économiquement ont parfois discuté de questions importantes derrière des portes closes : les États-Unis et l'Union européenne, notamment, avaient déjà eu l'habitude de débattre à huis clos de questions qui concernent l'ensemble des pays (Agarwal, 2002, p.378).

Il faut cependant souligner que l'Union européenne a graduellement transformé son approche et est maintenant davantage à l'écoute des pays en développement¹³. Similairement, des organisations non gouvernementales (ONG) du Nord s'étaient progressivement ouvertes aux préoccupations des PED dans la foulée de la Conférence de Rio, en 1992 (Blache, 1995, p.37). À l'occasion de cette conférence, qui tentait de rallier les préoccupations de développement du Sud avec les attentes environnementales des pays développés, les ONG du Nord ont développé une meilleure écoute des préoccupations des PED.

Cependant, de nombreuses années plus tard, plusieurs de ces ONG ne faisaient pas encore preuve d'une grande ouverture. En conséquence, des acteurs sociaux défendant les intérêts des PED ont proposé de créer un « Réseau action climat » (RAC) pour le Sud. Cela visait à faire contrepoids au réseau semblable existant déjà chez les pays développés, qui chapeaute plusieurs ONG environnementales du Nord (Sokona, 2001).

En outre, la grande *diversité* existant au sein des PED constitue un autre facteur qui affaiblit leur force de négociation sur la question climatique. Comme on l'a vu, la situation et les intérêts de chaque pays varient considérablement d'un PED à l'autre. Conséquemment, lorsqu'ils tentent d'avoir une position de négociation unifiée, elle s'avère faible, car elle représente une « moyenne » diluée qui répond aux exigences de chaque sous-groupe des PED. C'est du moins le phénomène s'observant au sein du G77/Chine, groupe représentant l'ensemble des PED dans les négociations sur le climat. Ce groupe a souvent été divisé par les divergences d'intérêts et de point de vue de ses sous-groupes (Sokona, 2001, p.31).

Par exemple, le sous-groupe des petits États insulaires en développement tels qu'Haïti ou Maurice est très vulnérable aux impacts des changements climatiques. En conséquence, les efforts actuels de la communauté internationale paraissent largement insuffisants à ces pays, et ils militent pour que les pays mieux nantis s'investissent davantage (United States, 1998, citée dans Gupta, 1998, p.187). À l'inverse, les PED producteurs de pétrole (par exemple l'Arabie Saoudite ou le Qatar) ont souvent cherché à bloquer un renforcement du régime, vu

¹³ Notamment, dans les années récentes, l'Union européenne a appuyé à plusieurs occasions les demandes des PED, par exemple en matière de renforcement des capacités (voir IISD reporting services, 2006d, p.10) et de financement de l'adaptation (IISD reporting services, 2007, p.9).

les désavantages d'une économie future qui serait moins dépendante des combustibles fossiles.

En résultat de ce type de divergence, le G77/Chine a souvent eu du mal à adopter une position politique forte de lutte contre les changements climatiques. Son discours a souvent été dilué par le plus petit dénominateur commun (Ott et *al.*, 2004, p.8). Conséquemment, les préoccupations de nombreux PED n'obtiennent pas une pleine reconnaissance dans les négociations.

En somme, le rapport de force inégal dans les négociations s'explique, entre autres, par le manque de ressources des PED, l'attitude paternaliste du Nord ainsi que la faiblesse stratégique des PED issue de leur grande variété d'intérêts. Cette inégalité a entraîné l'établissement d'un régime qui désavantage, lui aussi, les PED (deuxième aspect de déséquilibre dont nous traitons ici). Le cas de l'adaptation aux changements climatiques est un exemple instructif à cet égard. Cet aspect du régime est très important pour les pays en développement, vu leur vulnérabilité particulière aux impacts des changements climatiques (Alliance des petits États insulaires en développement [APEID], 1994 ; Kuala Lumpur Declaration on Environment and Development, 1992). Notamment, les petits États insulaires en développement ont particulièrement milité, au cours des années 1990, pour une prise en compte maximale de l'adaptation (Oberthür et Ott, 1999).

Les textes « fondateurs » du régime actuel accordent une certaine place à l'adaptation¹⁴. Cependant, celle-ci ne revêt pas beaucoup d'importance comparativement à l'atténuation des changements climatiques, point défendu en priorité par les pays développés. Un exemple du domaine financier illustre ce déséquilibre : entre 1995 et 2005, moins de dix pourcent du milliard de dollars américains dépensés dans le cadre du régime international concernaient les mesures d'adaptation, alors que le reste était majoritairement affecté à l'atténuation (Huq, 2005, p.6). Bien entendu, il est urgent d'atténuer les changements climatiques, car dans le cas contraire leurs impacts à long terme seront particulièrement dévastateurs. Or, les populations

¹⁴ Voir les articles 4.4 de la Convention et 10b du Protocole.

de nombreux pays – en développement, surtout – sont déjà gravement touchés par leurs impacts. L'importance d'une adaptation immédiate ne peut donc pas être négligée.

La marginalisation de l'adaptation ne constitue qu'un exemple des désavantages touchant les PED dans le régime actuel ; ceux-ci sont également désavantagés, notamment, par la faiblesse de ce dernier. En effet, bien que le régime soit davantage axé vers l'atténuation que vers l'adaptation, il ne prévoit pas d'actions d'atténuation extrêmement vigoureuses pour autant. Les 5,2 pourcent de réduction moyenne prévue sous Kyoto pour les pays de l'Annexe I représentent peu comparativement à l'ampleur de l'action nécessaire. Najam *et al.* (2003), notamment, estiment que ce pourcentage aurait dû être beaucoup plus élevé.

Certes, Kyoto est un premier pas. Toutefois, considérant que de nombreux PED paient déjà fort le « prix » des changements climatiques (par le biais de leurs impacts), il aurait été opportun que les pays développés prennent dès le départ des engagements plus significatifs. Les 5,2 pourcent ne représentent qu'une petite partie de la responsabilité historique des pays développés ; plusieurs d'entre eux ont émis des gaz à effet de serre depuis les débuts de l'ère industrielle.

Plusieurs autres dispositions du régime participent au déséquilibre Nord-Sud. Parmi elles figurent certaines failles du Fonds pour l'environnement mondial (FEM, mécanisme financier du régime) ou encore du mécanisme pour un développement propre (MDP) (Bodansky, 1993 ; Vandaele, 2005). Bien que nous n'en fassions pas ici une liste exhaustive, la section ci-dessous (1.2) évoquera d'autres désavantages en présentant plusieurs revendications des pays en développement.

Nous venons de voir que les changements climatiques et la situation des PED dans ce contexte posent plusieurs problèmes. Tout d'abord, la perturbation du climat s'aggrave et ses conséquences sur les populations humaines sont de plus en plus inquiétantes. De plus, le régime actuel, qui tente de faire face au problème, connaît plusieurs limites. S'il n'inclut pas des gros joueurs comme les États-Unis ou la Chine, il ne propose pas non plus de grandes réductions de gaz à effet de serre pour les pays développés. Aussi colle-t-il mal à la variation

des situations de chaque pays. En outre, les pays en développement sont désavantagés face aux impacts des changements climatiques, et dans le cadre des négociations du régime : d'une part, le régime tient peu compte de leur vulnérabilité particulière au phénomène et, d'autre part, les PED sont désavantagés dans les négociations en tant que telles. En effet, leur point de vue est marginalisé dans le processus de négociation et les résultats des négociations les désavantagent également.

Des propositions de traités pour l'après-Kyoto ont été formulées afin de remédier aux limites du régime actuel ou encore à ces désavantages. Ces propositions sont nombreuses et les délégués auront à débattre de la manière la plus éclairée possible. Dans ce contexte, nous avons considéré pertinent d'évaluer quelques-uns de ces traités éventuels à partir du point de vue des PED, d'autant plus que la communauté internationale a récemment entamé la négociation officielle du futur traité qui donnera suite à Kyoto¹⁵. Notre but est de fournir une analyse critique démontrant en quoi certaines propositions tiennent compte ou non du point de vue des PED. Pour ce faire, nous avons évalué la prise en considération des revendications des PED dans plusieurs propositions de traités. Ces revendications sont décrites dans la section ci-dessous.

1.2 Revendications des pays en développement

De nombreuses publications provenant d'horizons disciplinaires variés (sciences politique, juridique, économique, physique, et du climat, notamment) traitent de chacun des deux aspects centraux de cette recherche que sont les revendications des PED et les propositions de traités post-2012. Cependant, ils le font de manière séparée. Ce mémoire cherche donc à faire le pont entre les deux.

Face aux désavantages auxquels les PED sont confrontés dans le contexte des changements climatiques, ceux-ci ont, au fil du temps, revendiqué des améliorations. Voici plusieurs de leurs revendications que nous avons recensées dans la littérature.

¹⁵ Suite à des discussions entamées en 2005 sur l'avenir du régime, les négociations officielles sur l'après-Kyoto ont débuté à la CP-13/RP-3 à Bali en décembre 2007.

Dans le régime actuel, les pays industrialisés n'assument qu'une petite partie de leur responsabilité globale dans les émissions de gaz à effet de serre. En réaction, les PED réclament qu'ils assument pleinement cette responsabilité (Gupta, 1998, p.182; Bodansky, 1993, p. 451-558 ; Claussen et Mc Neilly, 1998, p.21). La CCNUCC tient compte, jusqu'à un certain point, de cette requête via son intégration du principe des « responsabilités communes mais différenciées »¹⁶. Celui-ci divise les pays en deux groupes majeurs en se basant sur leur contribution aux changements climatiques, ainsi qu'à leurs capacités économiques et techniques respectives de lutter contre cette problématique (Centre de droit international du développement durable [CDIDD], 2002). Ainsi, les pays développés ont de plus grandes obligations que les PED.

Cependant, ce principe est interprété avec une certaine faiblesse et le protocole de Kyoto n'en tient compte que partiellement (Mwandosya, 2000, p.71 à 73). C'est pourquoi les PED demandent une plus grande prise de responsabilité par les pays développés (Climate Network Africa [CNA], 2006, p.3 ; Secrétariat de la CCNUCC, 2006 ; Grubb, 1995, p.478).

Par ailleurs, les PED revendiquent que le régime entraîne des avancées significatives en environnement, ou en d'autres mots, qu'il soit efficace au niveau environnemental (Alliance des petits États insulaires en développement [APEID], 1994 ; Kuala Lumpur Declaration on Environment and Development, 1992). Pour ce faire, ils demandent aux pays développés de contracter des engagements plus stricts que ceux prévus sous le protocole de Kyoto (Agarwal, 2002).

Dans le même ordre d'idées, une application rigoureuse du principe de précaution est revendiquée (Secrétariat de la CCNUCC, 2006 ; Zaelke et Cameron, 1989-1990, p.251). L'article 3.3 de la CCNUCC fait mention de ce principe, selon lequel l'absence de certitude scientifique sur les impacts négatifs des changements climatiques ne doit pas retarder l'action pour régler la crise. Pour l'instant, cependant, il ne semble appliqué que timidement ; la réponse politique internationale actuelle contre les changements climatiques est, comme on l'a vu, quelque peu faible.

¹⁶ Voir les articles 3.1 et 4.1 de la Convention et l'article 10 du Protocole.

En outre, les PED plaident pour que le régime accorde une plus grande place à leur adaptation aux impacts des changements climatiques. Comme on l'a vu, l'adaptation ne reçoit pas une aussi grande considération que l'atténuation, et ce, même si la CCNUCC et le Protocole en tiennent compte. Les PED en revendiquent donc une meilleure reconnaissance (Gouvernement du Brésil *et al.*, 2005 ; The Centre for Energy, Environment, Science and Technology [CEEST], 2002).

Une autre revendication concerne le mode de vie des pays du Nord ; les PED veulent que les pays développés modifient leur système économique basé sur la production et la consommation de masse, puisque celui-ci est directement lié à la crise climatique (Programme d'action de la Conférence Internationale sur la population et le développement, 1994). Ils demandent aux pays occidentaux de revoir à la baisse leur niveau élevé de consommation de biens et de services, car cela permettrait, outre de limiter la dégradation de l'environnement en général, de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les textes de la Convention et du Protocole ne font pas référence à cet aspect.

Par ailleurs, les PED exigent un renforcement de leurs capacités dans plusieurs domaines reliés aux questions climatiques (Manful, 2005). Ce renforcement consiste à améliorer les compétences et les ressources institutionnelles des pays afin de lutter à plusieurs niveaux contre la perturbation du climat (Brodhag *et al.*, 2005). Les PED revendiquent des améliorations sur cet aspect, car actuellement, l'article de la Convention lui touchant (article 4.5) enjoint des résultats relativement limités (Sharma, 2006).

Dans le même esprit, les PED demandent aux pays du Nord que la recherche et le développement liés aux changements climatiques soit améliorés, notamment en ce qui concerne les impacts et les solutions possibles de lutte contre ce problème dans les PED (Agarwal, 2002 ; Programme d'action de la Conférence Internationale sur la population et le développement, 1994). Parallèlement, ils revendiquent davantage de mesures pour l'éducation et la sensibilisation (des populations et des politiciens, par exemple) concernant divers aspects des changements climatiques (Mwandosya, 2000, p.71).

En outre, face aux contraintes que pourrait exercer le régime sur leurs économies, les PED revendiquent le droit au développement. De leur point de vue, les objectifs environnementaux – entre autres, la réduction des gaz à effet de serre- ne doivent pas limiter l’amélioration des conditions de vie (Blache, 1995, p.38). Le développement est ici entendu comme un processus économique, social, culturel et politique visant à améliorer le bien-être des populations et des individus (Assemblée générale des Nations unies [AGNU], 1986). La Convention reconnaît l’importance du développement pour les PED (article 4.7), or ces derniers restent préoccupés face aux risques que pose la lutte contre les changements climatiques pour ce droit.

Parallèlement, plusieurs PED demandent une meilleure reconnaissance du développement durable dans le régime (The Langkawi declaration on environment, 1989 ; Yoke Ling et Khor, 2001). Selon ce principe, la satisfaction des besoins des générations actuelles ne doit pas compromettre la capacité des générations futures de faire de même (Commission mondiale sur l'environnement et le développement, 1988). Soulignons toutefois que le « dénominateur commun », ici, est le développement en tant que tel. Alors que la réponse de la Convention à ces préoccupations est que « les Parties ont le droit *d'œuvrer* pour un développement *durable* »¹⁷ (article 3.4), c’est le droit au développement, dans sa formulation pure, qui importe d’abord aux PED (Bodansky, 1993, p.504). Les PED continuent à revendiquer sa pleine reconnaissance.

Dans un autre ordre d’idées, les PED demandent que les dispositions du régime touchant aux forêts soient mieux considérées, car ils abritent une part significative des forêts mondiales. Par exemple, ils réclament que les questions de conservation forestière, de déboisement et de reboisement – en lien avec leurs incidences sur les gaz à effet de serre (ENDA, 2006; Ravindranath et Sathaye, 2002, p.259)-, soit pleinement considérées dans les calculs des réductions d’émissions. Cela est peu fait actuellement, notamment en raison de la complexité des calculs (Leblanc et Lessard, 2007).

¹⁷ NB. : La citation originale ne contient pas de mots en italique.

Par ailleurs, les PED somment les pays développés de leur fournir une aide financière significative afin de mener à bien les diverses activités de lutte contre les changements climatiques (Denton et *al.*, 2001, p.22 ; Gupta, 1998). Le régime prescrit des transferts financiers du Nord vers le Sud, mais les PED demandent des améliorations à cet égard, notamment afin que le financement soit débloqué plus rapidement (IISD reporting services, 2005, p.3).

Parallèlement, les transferts de technologies (TT) représentent un autre point important pour les PED dans le contexte des changements climatiques (Davidson, 2003, p.3). Ces transferts constituent la diffusion, par les pays du Nord, de connaissances et de matériel vers les pays du Sud afin qu'ils se développent avec moins d'incidence sur le climat, mais également pour des initiatives d'adaptation (GIEC, 2000, p.3). Certaines responsabilités des pays développés en matière de transferts de technologies sont prévues par le régime¹⁸. Toutefois, les PED s'attendent à une réponse plus ferme à ce sujet (IISD reporting services, 2004).

Enfin, les PED ont souvent plaidé pour que le régime soit plus équitable (Bishop, 2000). L'équité consiste « à attribuer à chacun ce à quoi il a droit » (Office québécois de la langue française, 2006). L'équité Nord-Sud retient ici l'attention. Elle connaît un certain niveau d'intégration dans le régime, sous la forme de principe juridique¹⁹. Toutefois, malgré cette reconnaissance textuelle, les désavantages concrets auxquels les PED sont confrontés les poussent à constamment mettre cette revendication de l'avant (IISD, 2006c). Soulignons que cette revendication a une portée spécialement transversale par rapport aux autres revendications, car plusieurs de celles-ci s'inscrivent dans une poursuite d'équité. Ainsi, les PED considèrent équitable un régime qui intègre de manière satisfaisante leurs revendications.

En lien direct, les PED demandent que le *processus* de négociation du régime soit équitable (équité procédurale) (ENDA, 2006, p.1). Comme on l'a vu, ce n'est pas le cas actuellement. Cette revendication suppose que les pourparlers internationaux sur les changements

¹⁸ Voir les articles 4.3 de la CCNUCC et 11.2c du PK.

¹⁹ La CCNUCC fait mention de l'équité à l'article 3.1. Le Protocole de Kyoto n'en fait pas mention.

climatiques soient réalisés de façon juste, en s'assurant que les préoccupations du Sud et du Nord aient une influence comparable.

D'autres exemples de revendications des PED pourraient être fournis. Toutefois, l'objectif de cette section était d'offrir un survol compréhensif de la littérature sur ce sujet. Pour mener à bien notre démarche d'analyse, nous avons formulé une typologie des principales revendications des PED²⁰. Voici ces revendications, présentées d'une manière très synthétique. Les pays en développement revendiquent que : 1) les pays développés assument pleinement leur *responsabilité* dans les changements climatiques ; 2) les pays développés transforment leur *mode de vie* afin de limiter les effets sur le climat ; 3) le régime tienne mieux compte de leur *adaptation* aux changements climatiques ; 4) le régime ne constitue pas une limite à leur *développement* ; 5) le régime améliore les *transferts financiers et technologiques et le renforcement des capacités* ; 6) le régime soit plus *équitable*.

Ces revendications, ainsi formulées, représentent des regroupements de revendications similaires. Par exemple, la revendication de *développement* (4) regroupe le droit au développement, le développement durable, l'éradication de la pauvreté et la croissance économique²¹. Les revendications des PED qui retenaient moins d'attention dans la littérature ne sont pas incluses dans les six ci-dessus.

Nous avons retenu les préoccupations s'avérant prioritaires pour les *pays en développement*, et non pas celles ayant autant d'importance, sinon plus, pour les pays développés. C'est pourquoi nous avons écarté, par exemple, la revendication voulant que le régime entraîne des avancées significatives en environnement²². En outre, dans le but de recueillir le véritable point de vue des PED, et non pas seulement celui influencé par le discours politique sur les changements climatiques, les revendications sont issues de publications ne touchant pas nécessairement toutes à ce problème environnemental. Cela nous apparaît pertinent dans la

²⁰ Pour des détails sur la méthodologie utilisée pour effectuer cette sélection, se référer à la section 2.2.1 du chapitre II, en page 47.

²¹ On constate, par cet exemple, que la formulation des six revendications est celle d'une revendication « dominante », ou encore d'un dénominateur commun parmi plusieurs revendications.

²² Évidemment, les bénéfices environnementaux constituent une préoccupation importante pour plusieurs PED (et particulièrement pour les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques), or elle est, par tradition, défendue en priorité par les pays développés (Blache, 1995).

mesure où notre recherche tente d'appréhender les propositions de traités post-2012 dans une perspective critique. Pour ce faire, nous avons relevé les préoccupations réelles des PED dans la sphère internationale, et non pas seulement les revendications formatées par le vocabulaire courant de l'arène des changements climatiques. Notre typologie des revendications se situe donc au carrefour de la question climatique et des autres types de négociations internationales.

Les diverses revendications des PED font l'objet de plusieurs analyses en lien avec le régime. On retrouve, dans la littérature, des évaluations de leur niveau d'intégration (Bishop, 2000; Sagar et Banuri, 1999; Zaelke et Cameron, 1989-1990) ou de leur interprétation au sein du régime (Bodansky, 1993; Grubb, 1995; Weisslitz, 2002). Alors que certaines publications traitent des implications et des répercussions de l'une ou l'autre des revendications (Adams, 2003-2004; Matsui, 2002), d'autres proposent des outils afin de les opérationnaliser d'une manière appropriée (Claussen et McNeilly, 1998; Rose *et al.*, 1998).

Bien que ces éléments de littérature soient instructifs dans le cadre de cette recherche, ils ne touchent pas au deuxième volet qui sont les propositions de traités post-2012. Quelques publications sur les préoccupations des PED concernant la deuxième période d'engagements s'en rapprochent davantage (par exemple : Najam, 2003; Radanne, 2005). Toutefois, elles adoptent un angle d'analyse très large, et ne traitent pas des propositions de traités en elles-mêmes. Cette limite de la littérature a suscité notre intérêt à analyser spécifiquement les propositions de traités post-2012 à partir des revendications des PED. Et pour cause : la proposition retenue aura un impact significatif sur les bénéfices et les responsabilités de chaque groupe de pays après Kyoto. En proposant une analyse critique des ces propositions, notre recherche fait donc valoir le point de vue des PED dans ce domaine. En ce sens, notre recherche se veut engagée ; elle s'inscrit dans le courant des publications poursuivant un objectif de réduction des inégalités internationales.

1.3 Propositions de traités post-2012

Les propositions de traités pour l'après-Kyoto prennent des formes variées. Formulées par des chercheurs ou des négociateurs du régime, elles précisent chacune la nature, les objectifs et le mode de fonctionnement d'un éventuel traité international pouvant donner suite à Kyoto après 2012.

D'un côté, plusieurs propositions s'inscrivent dans une relative continuité de Kyoto, c'est-à-dire qu'elles suggèrent d'imposer des engagements relativement rigides de réduction de gaz à effet de serre aux pays actuellement définis comme « développés » (soit les pays visés à l'Annexe I de la CCNUCC).

La proposition du « Dialogue Sud-Nord » (aussi nommée « Équité comme principe directeur ») (Ott *et al.*, 2004) en fait partie. Elle suggère de préserver l'aspect rigide de Kyoto (cibles absolues de réduction), mais de le modifier en répartissant tous les pays dans six catégories différentes d'engagement, certaines étant obligatoires et d'autres non. Cette proposition cherche à dépasser la logique binaire de Kyoto (pays développés versus PED) afin de refléter plus équitablement les variations entre les pays²³. Avec ce traité, la Chine, par exemple, a de plus grands engagements que le Burkina Faso. Les pays les plus favorisés (notamment, le Canada) sont classés dans la catégorie prévoyant les plus hautes responsabilités et ont des obligations renforcées par rapport à leurs cibles actuelles.

Une autre proposition, celle du Brésil (La Rovere *et al.*, 2002), suggère de déterminer les cibles de réduction des pays en fonction de leur responsabilité historique dans les émissions de gaz à effet de serre. Une première version de cette proposition avait été présentée avant l'adoption du protocole de Kyoto (Gouvernement du Brésil, 1997). La considération de la responsabilité historique consiste à cumuler les émissions annuelles par pays depuis les débuts de l'industrialisation. Suivant ce principe, la proposition prévoit notamment que les pays développés réduisent leurs émissions d'une moyenne de 30 pourcent sous les niveaux de 1990 d'ici à 2020.

²³ La différenciation des pays telle que présentée dans le tableau 1.2, en page 16, est issue de cette proposition.

La « Proposition de Sao Paulo » (Meira Filho et *al.*, 2006) s'inspire elle aussi de l'approche rigide de Kyoto. Elle prévoit un renforcement des engagements des pays développés par rapport aux niveaux actuels, qu'elle rend d'ailleurs juridiquement contraignants grâce à un amendement au Protocole. Les PED, pour leur part, sont graduellement inclus dans ce même type d'obligation en fonction de leurs niveaux respectifs de développement. Par exemple, plusieurs PED pétroliers se voient imposer des engagements obligatoires dans quelques années, alors que les pays tels que le Burkina Faso n'en ont que dans plusieurs décennies (Meira Filho et *al.*, 2006).

Par ailleurs, la proposition « Contraction et convergence » (Global Commons Institute [GCI], 1990) suggère de fixer un taux égal d'émission par habitant à atteindre sur un horizon à long terme, et ce, peu importe le pays. Ce taux est basé sur un niveau global de limitation de la concentration atmosphérique en carbone (aspect de « contraction »), et ce, en fonction d'une date butoir donnée, par exemple 2050 (Blanchard, 2002). Afin d'atteindre le taux uniforme d'émission désigné pour chaque être humain, les pays développés ont à réduire leurs émissions à un niveau très bas comparativement à leurs émissions actuelles. Inversement, de nombreux PED augmentent leurs émissions jusqu'à ce qu'elles atteignent ce même niveau (aspect de « convergence » entre les pays) (Global Commons Institute [GCI], 1990). Cette proposition s'inscrit dans l'approche d'« engagement égal par habitant » (Amin-Aslam, 2002), qui a inspiré d'autres propositions de ce type. Récemment, par exemple, Höhne et *al.* (2006) ont formulé une proposition semblable intitulée « Convergence commune mais différenciée ».

Enfin, il est possible que la communauté internationale décide de simplement accorder une deuxième phase à Kyoto sans modifier le mode actuel de différenciation des pays. Ainsi, les PED n'auraient pas encore d'engagements rigides tandis que les pays de l'Annexe I auraient des engagements renforcés.

D'un autre côté, certaines propositions rejettent l'idée d'imposer de grands engagements aux pays actuellement qualifiés de « développés ». Elles sont basées sur la prémisse que plusieurs

d'entre eux ne voudront pas se soumettre à un Kyoto II, et qu'il est donc vain de créer un traité « fort » pour l'après 2012.

La proposition « Orchestre de traités » (Sugiyama et *al.*, 2005) en fait partie et se veut régionale et non contraignante. Elle privilégie la création de traités indépendants portant sur différents aspects touchant aux changements climatiques, par exemple les marchés du carbone. Ces traités sont négociés régionalement par les pays intéressés seulement, et le respect des engagements contractés demeure totalement volontaire (Sugiyama et *al.*, 2005).

Par ailleurs, une initiative qui ne constitue pas une proposition en tant que telle, mais plutôt un accord parallèle au régime actuel, est le Partenariat de l'Asie-Pacifique sur le développement propre et le climat (United States et *al.*, 2006). Initié par six pays (dont les États-Unis et la Chine), ce partenariat promeut la coopération internationale sur les technologies qui émettent moins de gaz à effet de serre. Si nous le présentons parmi les propositions de traités, c'est qu'il est déjà fonctionnel et pourrait éventuellement rallier de plus en plus de pays, même après 2012. Le Canada, d'ailleurs, s'y est joint récemment. Comme ce partenariat s'inscrit en dehors du processus de la CCNUCC, certains acteurs sociaux considèrent qu'il s'agit d'une stratégie (provenant notamment des États-Unis) visant à contourner les cibles obligatoires de type Kyoto. Pour leur part, les responsables du Partenariat estiment que l'initiative est complémentaire – et non pas *concurrente* – au régime (Climate Institute, 2006).

Il convient de souligner que la proposition Orchestre de traités et le Partenariat Asie-Pacifique s'inscrivent toutes deux dans une approche régionale. Celle-ci entre en contraste avec le processus universel et englobant qu'est le régime de la CCNUCC. Un autre exemple de proposition relevant de cette approche est celle des « Marchés convergents » (Tangen et Hasselknippe, 2005). Cette proposition suggère la création d'accords régionaux touchant au marché du carbone, et ce, de manière parallèle au processus de la CCNUCC (Tangen et Hasselknippe, 2005).

En outre, Winkler et *al.* (2002), proposent des « Politiques et mesures pour le développement durable ». Essentiellement, cette proposition vise à ce que les pays en développement posent des actions pour le climat, mais d'une manière non contraignante et intégrée à leurs priorités de développement.

Un autre ensemble de propositions connaît une certaine popularité dans la littérature : celles s'inscrivant dans ce qu'on pourrait nommer l'« approche sectorielle ». Les propositions de ce type peuvent inclure ou non des engagements obligatoires pour les pays développés. Tout dépend des auteurs. Dans l'ensemble, ces propositions suggèrent de déterminer les cibles de réduction d'émissions non pas pour l'économie entière de chaque pays (comme le fait actuellement Kyoto), mais bien pour des secteurs d'activités économiques particuliers. Cette approche peut s'appliquer soit à l'intérieur des pays, soit au niveau international. À titre d'exemple pour le deuxième cas, la communauté internationale pourrait proposer que le secteur pétrochimique réduise ses émissions de gaz à effet de serre de un pourcent par année (et ce, pour une durée donnée). Ce taux devient alors le même dans chaque pays qui contracte l'accord.

Une des propositions de cette catégorie, l'« Approche par secteurs » de Schmidt et *al.* (2006) propose que les grands PED émergents contractent des engagements volontaires basés sur des pourcentages sectoriels de réduction des gaz à effet de serre. Ces engagements touchent à des secteurs majeurs d'activité économique, par exemple la production d'énergie ou l'industrie des métaux. L'intégration d'un nombre restreint de secteurs (et non pas de l'économie entière de chaque pays) vise, notamment, à réduire le nombre d'acteurs qui négocient les objectifs d'atténuation²⁴. Ainsi, les négociations sont simplifiées (Schmidt et *al.*, 2006). Les engagements sont également définis de manière sectorielle dans les pays développés, mais s'avèrent obligatoires dans leur cas. Parmi les autres propositions s'inscrivant dans une logique sectorielle figurent, entre autres, le « Triptyque » (Phylipsen et *al.*, 1998). Cette proposition a notamment servi à répartir les engagements intérieurs de l'Union européenne

²⁴ Outre les Parties, les représentants des plus grandes multinationales pour chaque secteur, qui sont en nombre généralement limité, participent aux négociations.

sous Kyoto. Elle a été reprise en de nouvelles versions depuis, par exemple sous l'appellation de « Triptyque, version 6.0 » (Höhne et *al.*, 2005c).

Face à la pluralité des propositions, des chercheurs ont produit des analyses de plusieurs d'entre elles. Certains ont analysé leurs implications concrètes (par exemple, Groenenberg et *al.*, 2001), alors que d'autres les ont évaluées en fonction de critères comme celui d'équité (Doelle, 2005; Bodansky, 2004). Toutefois, les critères d'analyse utilisés dans la littérature ne sont généralement pas basés sur les revendications des PED (bien qu'il puisse y avoir des recoupements).

D'autres publications ont exposé la variabilité des revendications des pays concernant l'après-Kyoto, selon qu'ils sont des PED, des économies en transition ou des pays développés (Höhne, 2005b ; Kameyama, 2004). Cependant, elles ne fournissent pas une analyse des propositions de traités à partir de ces revendications.

Cela soulève un problème. La littérature n'offre pas de revue critique des propositions du point de vue du Sud. De plus, les pays développés sont à l'origine de la plupart des propositions. Cette abondance de publications du Nord fait en sorte que le point de vue – et donc les intérêts – des pays développés sont surreprésentés dans le débat international sur l'avenir du régime. Ainsi, ce domaine de la littérature est biaisé en leur faveur. Dès lors, il nous est apparu pertinent d'évaluer la prise en considération des revendications des PED dans plusieurs propositions de traités. Notre recherche s'inscrit donc dans une démarche de mise en valeur du point de vue du Sud.

Soulignons que notre objectif n'est pas d'identifier *la* proposition qui répond le mieux à leurs revendications ; il est relativement facile d'identifier quelles propositions répondent généralement bien à ces revendications à la suite d'une première lecture des nombreuses propositions disponibles dans la littérature. Plutôt, notre but est d'évaluer en détail le niveau d'intégration de chaque revendication des PED dans chacune des propositions. Cette démarche vise à mettre en relief les aspects les plus – et les moins – positifs de chaque traité éventuel du point de vue des intérêts des PED.

À cette fin, nous évaluons notamment le niveau de cohérence entre les discours généraux de prise en considération des revendications par les auteurs des propositions et leur traduction en mesures concrètes. En adoptant cette perspective critique, notre recherche s'inscrit dans le courant des écrits engagés à réduire les inégalités Nord-Sud.

Vu la portée limitée d'un mémoire de recherche, nous avons sélectionné quatre propositions (parmi celles présentées plus haut) pour une évaluation détaillée. Elles sont les suivantes : 1) L'Orchestre de traités ; 2) La proposition du Dialogue Sud-Nord ; 3) L'Approche par secteurs (de Schmidt et *al.*)²⁵ ; 4) La proposition de Sao Paulo.

Cette sélection repose sur quelques critères pratiques. Tout d'abord, afin d'avoir accès à des propositions tenant compte du contexte politique actuel, nous avons sélectionné des propositions ayant été élaborées dans les trois dernières années (depuis 2004). De plus, ces propositions sont élaborées dans un souci minimal du détail, ce qui assure une quantité suffisante de « matière » à analyser afin d'en faire une évaluation pertinente²⁶.

Par ailleurs, l'Approche par secteurs de Schmidt et *al.* et la proposition de Sao Paulo avaient la qualité suivante : des représentants politiques figurent au nombre de leurs auteurs. Ce fait augmente la probabilité que l'une d'entre elles voit effectivement le jour, car les représentants politiques peuvent jouer un rôle de « courroie de transmission » entre la théorie (les propositions) et la pratique (les négociations).

En outre, la proposition du Dialogue Sud-Nord et celle de Sao Paulo présentaient l'intérêt d'avoir été élaborées en partie ou en majorité au sein des pays en développement. Nous les avons sélectionnées afin d'assurer une représentativité minimale des idées avancées par le Sud dans le contexte de l'après-Kyoto.

²⁵ Nous ajoutons le nom des auteurs pour éviter toute confusion avec l'approche sectorielle en général, laquelle inclut « l'Approche par secteurs » de Schmidt et *al.*

²⁶ En vertu de ce critère, nous avons rejeté les propositions trop sommaires telles que, par exemple, une proposition intitulée « Plan Marshall pour le climat » (*Climate Marshall Plan* ; appellation donnée par Bodansky, 2004), qui est trop peu détaillée (Schelling, 2002).

Il peut paraître inutile d'évaluer des propositions élaborées au Sud à partir du point de vue du Sud. Or ce n'est pas le cas. D'une part, comme nous le verrons dans le chapitre IV, ces propositions n'intègrent pas toujours bien chaque revendication des PED. D'autre part, il nous paraît opportun de ne pas seulement recenser la vision occidentale de l'avenir de la lutte climatique, mais également celle des pays en développement²⁷.

Également dans un souci de représentativité, nous avons effectué notre sélection de façon à représenter quelques-unes des grandes approches bénéficiant d'une certaine popularité dans la littérature sur l'après-Kyoto. Ainsi, afin de retenir une proposition représentant l'« approche régionale », nous avons sélectionné la proposition « Orchestre de traités ». Elle a aussi été retenue afin de pouvoir évaluer au moins une proposition relevant de l'« approche volontaire ». Les propositions de ce type rejettent l'idée d'engagements renforcés et contraignants pour les pays développés (de type Kyoto). Enfin, dans le but de représenter l'« approche sectorielle », nous avons sélectionné la proposition « Approche par secteurs » telle qu'élaborée par Schmidt et *al.* (2006).

Certaines des propositions non sélectionnées répondaient pourtant bien à plusieurs de ces critères. La sélection finale revêt donc un aspect en partie arbitraire, choix que nous impose le caractère limité de la rédaction d'un mémoire. Il aurait été opportun, dans le cadre d'un projet de recherche plus vaste, d'évaluer un plus large éventail de propositions.

1.4 Question de recherche

Cette recherche s'inscrit dans une perspective interdisciplinaire faisant appel aux apports diversifiés de plusieurs sciences sociales, notamment la sociologie et la politique. Du côté sociologique, la recherche s'imprègne des représentations sociales (ou collectives) des pays en développement. Les revendications des PED, qui traduisent des valeurs communes partagées par les PED, constituent de telles représentations (voir Boudon [2003, p.199];

²⁷ Si cette recherche, et d'autres éléments de la littérature, ne servent jamais de relais aux idées alternatives du Sud, celles-ci n'auront pas la visibilité qu'elles méritent pourtant. À cet égard, il est pertinent de souligner que, bien que les deux propositions dont il est question ici aient été élaborées au sein de certains PED, l'ensemble des PED ne les connaissent pas nécessairement.

Fischer [1987, p.118]). L'appropriation de ces représentations a permis l'établissement de notre typologie des revendications. Du côté politique, nous procédons en quelque sorte à une analyse (ou évaluation) de politiques publiques. Nous déterminons quels aspects des *politiques* (les propositions de traités) répondent le mieux à certains *objectifs* (les revendications) (Nagel, 1990, p.ix). Ce type d'analyse vise à faciliter la décision politique (Weimer et Vining, 1992).

Cette double assise confère une certaine originalité à notre recherche : elle soumet des analyses de nature sociologique (les revendications) à contexte politique (les propositions de traités), et ce, de façon interdisciplinaire. Soulignons que notre démarche ne s'appuie pas sur des théories disciplinaires en tant que telles. Elle répond à une question de recherche et est essentiellement inductive²⁸. Notre question met en lien les six grandes revendications des pays en développement (responsabilité, mode de vie, adaptation, développement, transferts et renforcement des capacités, équité) avec les quatre propositions de traités. La voici :

« Quelle est la prise en considération de chaque grande revendication des pays en développement dans les quatre propositions de traités post-2012 à l'étude? »

Afin de répondre à cette question, nous avons successivement analysé les propositions de traités en fonction des revendications de notre typologie. Le chapitre II présente les méthodes de collecte et d'analyse utilisées pour répondre à cette question. Le chapitre III décrit d'une manière détaillée la typologie des grandes revendications des PED. Le chapitre IV présente la réponse à la question de recherche (soit l'analyse de nos résultats) pour les quatre propositions, suite à une description de chacune d'elle.

Il convient de justifier le recours à une simple question de recherche. L'approche *hypothético-déductive*, basée sur l'utilisation de théories et sur la formulation d'hypothèses, ne convient pas aux objectifs de cette recherche. En effet, le but n'est pas, par exemple, d'étendre le pouvoir explicatif d'une théorie donnée dans un domaine inexploré jusqu'à

²⁸ Nous explicitons ce point ci-dessous.

maintenant. Plutôt, nous étudions ici un sujet relativement nouveau (celui de la période d'engagement post-2012) selon un processus inductif.

La démarche inductive s'applique autant pour la recension des revendications que l'analyse des propositions de traités. Du côté des revendications, notre processus s'est imprégné de la définition suivante de l'induction : une « généralisation d'une observation [...] à partir de cas singuliers » (Maubourguet, 1996, p.546). Ainsi, nous avons formulé plusieurs grandes revendications (généralisation) à partir de la diversité des revendications relevées dans la littérature (cas particuliers). Nous avons parcouru la littérature selon un processus itératif d'analyse de contenu, c'est-à-dire par le biais d'un va-et-vient entre l'observation et le regroupement des revendications en catégories similaires²⁹. En analysant sans mettre d'hypothèse à l'épreuve, nous avons voulu relever le plus fidèlement possible - sans en présager d'avance- les revendications réellement présentes dans la littérature.

Un processus inductif a également guidé notre façon d'analyser les propositions de traités : nous n'avons pas formulé d'hypothèse quant au niveau d'intégration des revendications dans les propositions. L'objectif était de prévoir le moins possible quelles facettes des propositions répondent le mieux (ou le moins bien) aux revendications des PED. L'objectif sous-jacent était de minimiser l'influence d'éventuels préjugés positifs ou négatifs du chercheur quant à l'une ou l'autre des propositions de traités.

²⁹ Nous retraitions de ce point plus en détail dans le chapitre II (méthodologie).

CHAPITRE II

MÉTHODOLOGIE

La démarche utilisée dans cette recherche propose l'évaluation de situations précises, celles de quatre propositions de traités pour l'après-Kyoto. En ce sens, elle constitue une *étude de cas*, l'un des designs courants de recherche, également nommée « recherche synthétique de cas » (Contandriopoulos et *al.*, 2005). Spécifiquement, il s'agit d'une étude de cas multiples puisqu'elle évalue *plusieurs* propositions de traités.

Ce chapitre présente les éléments méthodologiques encadrant notre recherche. Tout d'abord, nous décrivons la méthode utilisée pour la cueillette des données sur les revendications des pays en développement et sur les propositions de traités post-2012. Ensuite, nous présentons la méthode d'analyse employée (analyse de contenu) pour ces deux mêmes aspects, et ce, en vertu de trois étapes. Nous exposons également les considérations de validité et d'éthique pertinentes.

2.1 Cueillette des données

Cette recherche se base sur une collecte secondaire de données. Ce type de collecte est souvent associé à l'étude de cas (Mace et Pétry, 2000). Le choix de cette méthode, aussi nommée *observation documentaire*, se justifie par l'envergure internationale de la collecte nécessaire à notre sujet. Celui-ci avait deux volets: d'une part, les revendications des pays en développement ; d'autre part, les propositions de traités post-2012. Ces deux volets ont servi de bases pour les deux premières étapes de l'analyse qui sont présentées plus bas.

2.1.1 Revendications des pays en développement (volet 1)

Pour ce premier volet de collecte, nous avons recueilli des documents portant sur les revendications des PED en provenance de sources diverses : organisations internationales majeures reliées ou non à l'environnement (incluant des documents produits par le Secrétariat de la Convention-cadre sur les changements climatiques), Instituts de recherche et Universités, organisations non gouvernementales (ONG) et organismes locaux. Ce choix varié de sources visait à assurer, lors de l'étape de l'analyse des documents, la possibilité d'effectuer une « synthèse » de points de vue d'acteurs sociaux provenant d'horizons variés. En outre, les documents étaient de divers types : articles scientifiques, rapports d'organisations, monographies, bulletins et vidéos de conférences.

Par ailleurs, afin de relever le plus fidèlement possible les revendications des PED (et ainsi créer notre typologie), nous avons tenté, le plus souvent, de collecter des documents rédigés par des auteurs originaires de ce groupe de pays. Cependant, ces documents sont très limités en nombre, vu les ressources limitées dont les PED disposent pour élaborer de telles publications. Conséquemment, nous avons dû également recueillir des documents n'ayant pas été produits au sein des PED, mais qui touchent tout de même à leurs revendications.

Nous avons collecté 50 documents portant sur les revendications. Nous avons récolté les documents produits entre la fin des années 1980 et 2007, car ils correspondent au contexte d'émergence et de prise en considération croissante de la question climatique. La plupart de ces publications concernent les changements climatiques, mais pas la totalité. Certaines touchent à d'autres sujets environnementaux ou aux rapports Nord-Sud en général. Le choix de ce corpus hybride de données nous a permis de prendre du recul quant aux revendications générales des PED³⁰.

³⁰ Nous traitons de cet aspect plus en détail en pages 31 et 32 du chapitre I.

2.1.2 Propositions de traités post-2012 (volet 2)

Le deuxième volet de la collecte touchait aux propositions de traités pour l'après-Kyoto. Au niveau des sources, les documents recueillis ont été élaborés soit par des chercheurs universitaires ou des organisations de recherche en environnement (« think tank »), soit par des délégués participant aux négociations internationales sur les changements climatiques. Parfois, ils ont été élaborés par ces deux types d'acteurs réunis.

Les documents collectés sont des articles scientifiques (journaux de science politique), des rapports de réunions portant sur l'après-Kyoto et des textes d'organisations présentés lors des négociations internationales. Au total, nous avons collecté 20 textes de propositions. La section 2.2.2, qui présente notre méthode d'analyse, décrit comment nous avons par la suite sélectionné quatre propositions de traités parmi ce nombre.

Afin de garantir un maximum de validité à nos deux volets de collecte, nous nous sommes assurés de la fiabilité des documents recueillis. Pour ce faire, l'*authenticité* des documents collectés ainsi que l'*exactitude* des informations qu'ils contiennent ont été vérifiées (Quivy et Campenhoudt, 1995). Cette vérification était particulièrement importante puisque la majeure partie des documents a été recueillie par le biais d'Internet.

Par ailleurs, le choix d'une variété des sources (ONG, organisations intergouvernementales, universités, etc.) et de types de documents (articles scientifiques, rapports, « papiers », etc.) a assuré une certaine objectivité à la démarche. Par exemple, concernant le premier volet de la cueillette, si les documents avaient été récoltés presque exclusivement d'ONG, les revendications en ressortant auraient représenté uniquement le point de vue de cette source. Or, en optant pour la diversité, il a été possible d'offrir une synthèse plus représentative des intérêts des différents acteurs sociaux des PED.

Il aurait été pertinent, dans le cadre d'un projet de recherche plus vaste, de réaliser une série d'entrevues avec des délégués des pays en développement qui participent aux négociations. Cela aurait permis d'avoir, en ajout de la cueillette secondaire de documents, un accès plus

direct à leur point de vue, et ainsi d'augmenter la validité de la recherche. Toutefois, nous avons dû dès le départ abandonner cette option, du fait de la difficile accessibilité des délégués en question.

Il convient de considérer les aspects éthiques de notre recherche. Effectuer une collecte de données secondaires, bien que cela n'affecte pas directement l'individu (comme le ferait une entrevue), ne nécessite pas moins le questionnement éthique. Par exemple, dans le cas où certaines données primaires contenues dans des bases de données confidentielles sont utilisées, il faut s'assurer du consentement des individus concernés à ce que leurs données servent à d'autres recherches. Il faut également protéger la confidentialité de ces données tout au long de l'étude (Turgeon et Bernatchez, 2003).

Toutefois, notre recherche ne touche pas aux considérations de confidentialité et de consentement éclairé (Turgeon et Bernatchez, 2003), car tous les documents recueillis sont d'accès public. En effet, ils ont tous été récoltés par l'intermédiaire de sites Internet d'organisations et dans les bibliothèques. Les producteurs de ces documents sont donc conscients – et même souvent souhaitent- qu'ils seront diffusés.

2.2 Analyse des données (analyse de contenu)

Notre démarche est basée sur des analyses de contenu de documents. Celles-ci ont été menées en trois étapes. La première avait un but sélectif : elle visait à cerner les revendications des PED les plus importantes dans les 50 documents collectés afin de créer une typologie utile à la troisième étape. La deuxième étape était également sélective ; elle visait à ne retenir que quatre propositions de traités servant de « matière première » pour l'analyse finale. Enfin, la troisième étape était évaluative ; elle consistait à évaluer la prise en considération de chacune des revendications dans les quatre propositions de traités sélectionnées.

L'analyse réalisée au cours des deux premières étapes fut moins longue que celle effectuée dans la troisième. Cette dernière constitue l'aspect le plus central de cette recherche et sert de base au chapitre IV. En fait, les deux premières étapes constituaient une préparation à l'étape

3. Elles visaient à retenir un nombre limité de revendications et de propositions de traités. Ces étapes complétées, nous avons pu répondre à notre question de recherche (étape 3).

Soulignons que le type d'analyse réalisé dans cette recherche est essentiellement qualitatif. Cela s'applique aux trois étapes. Bien qu'une partie de l'analyse fasse appel à l'aspect quantitatif (par exemple, nous tenons compte de la fréquence d'apparition des revendications dans les propositions de traités), dans l'ensemble notre évaluation est qualitative.

2.2.1 Revendications des pays en développement (étape 1)

La première étape consistait à répertorier les principales revendications des PED par le biais d'une analyse de contenu de la littérature collectée lors du volet 1. Cette sélection d'un nombre limité de revendications avait pour objectif d'offrir une structure simplifiée (notre typologie) pour l'évaluation subséquente des propositions de traités. Elle pourrait éventuellement s'avérer utile pour mener d'autres études critiques de propositions de traités, que ce soit pour l'après-2012 ou pour des périodes d'engagement ultérieures.

Tout d'abord, après avoir effectué une lecture annotée des 50 textes, nous avons consigné les revendications présentes dans chacun au moyen d'une grille (voir l'appendice en page 157). Cette analyse a été réalisée selon les termes de Mucchielli (1996, p.259), c'est-à-dire en repérant « dans des expressions verbales ou textuelles des thèmes généraux récurrents qui apparaissent sous divers contenus plus concrets ». Nous avons autant tenu compte d'une présence implicite qu'explicite de ces thèmes, en s'attardant sur la manière dont les auteurs abordent les revendications (analyse qualitative). Dans une moindre mesure, nous avons observé la *fréquence* d'apparition des concepts recherchés (analyse quantitative).

Par la suite, nous avons parcouru l'ensemble de notre grille de manière transversale dans le but d'en faire ressortir les revendications les plus importantes. Nous avons créé des regroupements réunissant les revendications ayant le plus de similarités afin de formuler les grandes revendications d'une manière synthétique et dans un nombre limité (la typologie).

Plusieurs regroupements ont été tentés avant d'en arriver à la formulation des revendications finales nous apparaissant la plus pertinente.

Évidemment, ce choix définitif relève d'une inévitable subjectivité. En effet, bien que ces revendications aient été formulées selon la similarité des thèmes, d'autres regroupements auraient sans doute été pertinents. Néanmoins, nous avons fait en sorte, comme le suggère Bardin (1996, p.153), que la typologie soit composée de regroupements *équivalents* aux autres et que ces derniers *ne se recoupent pas* entre eux. Le chapitre III présente ces six grandes revendications d'une manière plus détaillée, en faisant référence aux revendications similaires regroupées sous chacune d'elles.

2.2.2 Propositions de traités post-2012 (étape 2)

La deuxième étape de l'analyse consistait à sélectionner un nombre limité de propositions de traités pour l'après-Kyoto (quatre) qui convenaient à notre objectif de recherche. Nous nous sommes donc appuyés sur les documents collectés dans le cadre du deuxième volet de la cueillette. Cette étape fut beaucoup plus brève que la première, car le nombre total de documents collectés (20) était moins élevé. De plus, le but était de sélectionner quatre textes finaux sans les soumettre à une analyse aussi longue que celle portant sur les revendications.

Nous avons effectué notre sélection en fonction des considérations énoncées dans le chapitre I (récence des propositions, représentativité des approches, etc.)³¹. Les résultats de cette étape sont présentés dans le début de chacune des sections du chapitre IV. Ils prennent la forme d'une synthèse de chaque proposition.

2.2.3 Prise en considération des revendications dans les propositions (étape 3)

La première étape de l'analyse visait à mettre en relief les principales revendications des PED. La deuxième étape a permis la sélection de quatre propositions de traités pertinentes pour une analyse approfondie. Pour sa part, la troisième étape visait à évaluer la prise en

³¹ Voir ces considérations en pages 38 et 39 du chapitre I.

considération des revendications des PED dans chaque proposition de traités. Cette étape fut la plus importante et la plus longue de l'analyse, car c'est elle qui répond à la question de recherche posée dans ce mémoire. Cette sous-section définit la démarche utilisée à cette étape.

Au niveau de la méthode générale, nous avons effectué une analyse de contenu détaillée des quatre propositions afin de déceler tous les aspects faisant référence à chacune des six grandes revendications. Nous avons noté nos interprétations concernant leur prise en considération dans chaque passage pertinent – mais également dans l'esprit général- des textes. Les notes et interprétations ont été rassemblées sous chaque revendication afin de pouvoir rédiger une analyse finale intégrant tous les aspects pertinents répertoriés.

Plus précisément, nous avons effectué notre évaluation à l'aide d'outils d'analyses simples tirés des méthodes de base d'analyse de contenu (Quivy et Campenhoudt, 1995). Cela nous a permis de déterminer sous quel angle spécifique et dans quelle mesure chaque revendication trouve ou non une place dans une proposition donnée. Les voici :

- *Présence* : nous avons relevé la présence explicite ou implicite d'une réponse à une ou plusieurs des revendications dans chaque proposition. Dans ce contexte, nous avons porté une attention particulière à la présence de mesures concrètes visant à mettre en œuvre les dispositions prévues.
- *Jugement* : Nous avons évalué la façon dont les auteurs des propositions abordaient les aspects recherchés (revendications), en tenant compte des jugements qu'ils portent sur ces derniers³². Cela revient à s'attarder, entre autres, aux qualificatifs employés : par exemple, l'utilisation d'adjectifs tels que « prioritaire » pour qualifier l'adaptation des PED aux changements climatiques. Cette démarche s'apparente à l'évaluation de l'*intensité* telle qu'entendue par Quivy et Campenhoudt (1995), laquelle s'inscrit dans l'analyse de l'*évaluation*. En comparant le « jugement » à la « présence » (ci-dessus), nous avons évalué si les discours parfois politiquement

³² L'analyse du jugement a permis de comparer la prise en considération des revendications au niveau du discours (jugement des auteurs) à celle leur étant accordée dans les faits. Sur ce dernier point, l'analyse de la présence de mesures concrètes (voir ci-dessus) a révélé si ces discours se traduisaient réellement en des mesures précises.

corrects des auteurs (qui s'illustrent souvent par des jugements positifs, mais parfois vagues, sur les revendications) se traduisent par la proposition d'initiatives qui répondent réellement aux revendications.

- *Fréquence* : nous avons tenu compte, dans une moindre mesure³³, de la fréquence d'apparition des réponses données pour chaque revendication. Notons que l'évaluation du jugement et de la fréquence s'inscrivent toutes deux dans l'*analyse thématique*, une des diverses formes de l'analyse de contenu (Quivy et Campenhoudt, 1995).

Nous avons synthétisé les résultats obtenus grâce à ces outils d'analyse en créant trois catégories de prise en considération des revendications : « faible ou nulle », « moyenne » et « bonne ou très bonne ». La grille ci-dessous illustre la catégorisation des résultats pour une proposition fictive (proposition « X »).

Tableau 2.1
Système de catégorisation de la prise en considération des
revendications dans les propositions de traités (ici : proposition « X »)

		Prise en considération dans la proposition		
		Faible ou nulle	Moyenne	Bonne ou très bonne
Revendications	1. Responsabilité		X	
	2. Mode de vie		X	
	3. Adaptation			X

Le classement dans l'une ou l'autre de ces trois catégories représente une synthèse critique de l'articulation de la présence, du jugement et de la fréquence des revendications dans chaque proposition de traité. Par exemple, une proposition qui traite fréquemment d'adaptation, mais

³³ Tel que nous l'avons spécifié précédemment, l'analyse quantitative (fréquences) ne retient qu'une attention secondaire dans notre démarche, en comparaison de l'analyse qualitative (présence et jugement).

prévoit peu de mesures concrètes en ce sens obtiendrait possiblement une cote « moyenne » sous cette revendication. Dans le chapitre IV, un tableau synthèse de la prise en considération des revendications sera fourni pour chaque proposition analysée.

Soulignons qu'au niveau de la validité externe, cette recherche a une capacité de généralisation limitée (« transférabilité »). C'est que son aspect central, l'évaluation de la prise en considération des revendications dans les propositions de traités, ne touche qu'à un petit nombre de cas de propositions (Mace et Petry, 2000). Il n'est pas opportun d'appliquer (« transférer ») les conclusions portant sur ces cas précis de propositions à d'autres propositions. Inversement, la « typologie » des revendications des PED, prise en elle-même, a un certain niveau de « transférabilité », car elle peut servir à évaluer d'autres propositions de traités pour l'après-Kyoto.

Par ailleurs, la recherche a un certain degré de validité interne, car, d'une part, elle couvre en *profondeur* un nombre limité de cas³⁴ (Mace et Pétry, 2000) et, d'autre part, son articulation théorique reflète les différentes composantes du problème étudié (Contandriopoulos *et al*, 2005). Ce dernier point mérite une précision : la première étape de l'analyse vise à couvrir les différentes composantes du problème, car elle a relevé de façon empiriquement valide les principales revendications des PED. Ce dernier type de validité réfère à la *validité de contenu* (Contandriopoulos *et al*, 2005).

³⁴ Les quatre cas de propositions de traités.

CHAPITRE III

LES REVENDICATIONS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Ce chapitre décrit les principales revendications des PED pertinentes dans le cadre de cette recherche, c'est-à-dire notre typologie. Les voici, à titre de rappel. Les pays en développement revendiquent que 1) les pays développés assument pleinement leur *responsabilité* dans les changements climatiques ; 2) les pays développés transforment leur *mode de vie* afin de limiter les impacts sur le climat ; 3) le régime international tienne mieux compte de leur *adaptation* aux changements climatiques ; 4) le régime ne constitue pas une limite à leur *développement* ; 5) le régime améliore les *transferts financiers et technologiques* et le *renforcement des capacités* ; 6) le régime soit plus *équitable*.

Chacune de ces revendications constitue un regroupement de revendications semblables sous une seule et même expression³⁵. Par exemple, la revendication des *responsabilités du Nord* inclut celles des responsabilités communes mais différenciées, du leadership et de la responsabilité historique des pays développés. Ce chapitre décrit chaque revendication de notre typologie d'une manière détaillée. La typologie a permis une évaluation pertinente et efficace de la prise en considération des revendications des PED dans les quatre propositions de traités (objet du chapitre IV).

3.1 Les responsabilités du Nord

Les pays en développement revendiquent que les pays développés assument pleinement leur *responsabilité* dans les changements climatiques (Bodansky, 1993 ; Gupta, 1998).

³⁵ Cette « expression » est celle d'une revendication dominante, ou encore d'un dénominateur commun parmi plusieurs revendications.

Actuellement, les pays développés n'assument qu'une petite partie de leur responsabilité dans les émissions globales de gaz à effet de serre.

Plus précisément, les PED exigent le respect des « responsabilités communes mais différenciées » (Bishop, 2000 ; Programme d'action de la Conférence Internationale sur la population et le développement, 1994). Les textes du régime incluent ce principe³⁶ qui consiste à différencier les pays en deux groupes majeurs en fonction de leur contribution aux changements climatiques ainsi qu'à leurs capacités économiques et techniques respectives de lutter contre cette problématique (Centre de droit international du développement durable [CDIDD], 2002). Ce principe fait en sorte que les pays développés ont de plus grandes obligations que les PED. Cette différenciation des pays s'incarne, notamment, par la présence des Annexe I et II de la CCNUCC et de l'Annexe B du Protocole.

À l'heure actuelle, les PED considèrent que les pays développés n'assument que partiellement leur responsabilité, le protocole de Kyoto ne représentant qu'une mince part de l'effort à déployer (Mwandosya, 2000 ; Najam, 2003). À cet égard, Ghina (2003, p.161) estime qu'une plus grande attention doit être accordée à la mise en œuvre des dispositions du régime touchant aux responsabilités des pays développés dans le dérèglement du climat. Plus largement, cette chercheuse souligne l'importance de considérer ce type de responsabilité tel que décrit dans la Déclaration de Rio³⁷. En outre, à la fin de la décennie 1980, les PED sommaient déjà les pays développés d'assumer pleinement leur responsabilité dans les dommages causés à l'environnement global (G77, 1989).

Dans le cadre du régime, la revendication de responsabilité touche parfois à l'usage des mécanismes de souplesse (ou mécanismes de marché) du Protocole : certains acteurs politiques du Sud considèrent que la possibilité pour les pays du Nord de recourir à ces mécanismes facilitateurs pour atteindre leurs objectifs constitue un moyen d'échapper à leur responsabilité (India Climate Justice Forum, 2002). Grâce à ces mécanismes, les pays développés ont moins d'efforts de réduction des gaz à effet de serre à déployer à l'intérieur de

³⁶ Voir les articles 3.1 et 4.1 de la Convention et l'article 10 du Protocole.

³⁷ Voir, respectivement, l'article 3 de la CCNUCC et le principe 7 de cette déclaration.

leurs frontières (réductions dites « domestiques »), ce qui les libère de certaines contraintes de développement économique. C'est pourquoi, à l'origine, les PED ont revendiqué que ces mécanismes ne puissent être utilisés que de façon *additionnelle* aux réductions domestiques. Cependant, leur point de vue n'a pas été sérieusement pris en considération, et les pays développés ne sont donc pas obligés d'en limiter l'utilisation (Ravindranath et Sathaye, 2002, p.257).

Par ailleurs, les PED exigent un plus grand *leadership* des pays développés dans les efforts internationaux liés à la crise climatique (Bodansky, 1993 ; Grubb, 1995). Ils estiment que, en vertu de leur responsabilité particulière, les pays développés devraient être les *premiers* à poser des efforts substantiels. À ce jour, ce n'est pas le cas de plusieurs d'entre eux : le Canada et les États-Unis, notamment, ne font pas preuve d'initiative à cet égard, du moins ces dernières années. Or, lors de la mise en place du régime, les PED avaient accepté de s'engager en partie sur la base de la promesse du Nord de prendre les devants dans la réduction des émissions (Gupta, 1998, p.182).

À l'occasion de la 12^e Conférence des Parties à la CCNUCC (tenue à Nairobi en 2006), le laxisme de plusieurs pays de l'Annexe I concernant l'atteinte de leurs objectifs a été vertement critiqué par différents acteurs des PED. Ceux-ci ont également déploré, dans ce contexte, la requête des pays développés voulant que les PED contractent bientôt des engagements obligatoires (Climate Network Africa [CNA], 2006, p.3). Les pays développés ont souvent adopté cette position au cours des négociations, notamment avant la signature du protocole de Kyoto en 1997. En réaction, les PED ont rappelé (dans les années suivant l'adoption du traité) qu'avant de considérer l'engagement du Sud, les pays développés doivent atteindre leurs propres objectifs (Mwandosya, 1999). Plusieurs chercheurs occidentaux reconnaissent eux-mêmes que « les pays les plus responsables des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère devraient être des meneurs dans l'effort pour réduire les émissions » (notamment, Claussen et Mc Neilly, 1998, p.21)³⁸.

³⁸ Cela renvoie essentiellement aux pays développés. Traduction de : « The countries most responsible for greenhouse gas concentrations in the atmosphere should be leaders in the effort to reduce emissions. »

En outre, les PED réclament que le régime tienne davantage compte de la responsabilité *historique* des pays développés dans le bilan global des émissions de gaz à effet de serre (Bodansky, 1993 ; Grubb, 1995). Cela consiste à tenir compte des émissions cumulatives des pays plutôt que de considérer exclusivement les taux récents d'émissions, comme le fait Kyoto. Si les émissions historiques étaient considérées à leur juste mesure, les pays développés auraient à contracter des engagements beaucoup plus significatifs de réduction des émissions.

Pour l'instant, le régime n'intègre que partiellement cette considération. L'interprétation donnée par la Convention au principe de responsabilités communes mais différenciées tient peu compte de la dimension historique (Grubb, 1995, p.478). Certes, l'adoption du Protocole de Kyoto a quelque peu renforcé le régime. Cependant, le Sud a souvent critiqué la portée limitée du Protocole, car son année de référence pour le niveau de base d'émissions est 1990, alors que les émissions de plusieurs pays développés remontent au 19^e siècle (La Rovere et al, 2002). La pleine prise en considération de cet aspect est importante aux yeux des PED ; en augmentant les efforts que les pays développés auraient à fournir en priorité, elle limiterait leur possibilité d'imposer rapidement des engagements rigides aux pays du Sud.

Enfin, soulignons qu'une des propositions de traités post-Kyoto présentée dans le chapitre I (celle du Brésil) est fondée sur cette idée³⁹. Bien que cette proposition n'ait pas été sélectionnée dans le cadre de cette recherche, l'idée sur laquelle elle se base – soit de considérer la responsabilité historique des émissions- a fait son chemin dans les négociations jusqu'à aujourd'hui. L'Afrique du Sud, notamment, en a revendiqué une meilleure considération à l'occasion de la 12^e Conférence des Parties sur les changements climatiques (Secrétariat de la CCNUCC, 2006b).

3.2 Le mode de vie dans les pays développés

Plusieurs acteurs sociaux des pays en développement revendiquent que les populations des pays développés transforment leur mode de vie, et ce, dans une perspective d'atténuation des

³⁹ Pour une brève description de cette proposition, voir la page 33 du chapitre I.

changements climatiques (Accion Ecologica, 2000 ; India Climate Justice Forum, 2002). Ils demandent un dépassement du système économique basé sur la production et la consommation de masse, puisqu'il est lié à la crise climatique. Alors que certains PED qualifient les modèles de production et de consommation des pays développés d'« insoutenables » (Gouvernement du Brésil et *al.*, 2005), d'autres considèrent leur consommation « excessive » (Programme d'action de la Conférence Internationale sur la population et le développement, 1994⁴⁰).

Les textes de la Convention et du Protocole ne font pas référence à une transformation du mode de vie (ou à une diminution du niveau de vie) dans les pays développés, ou encore à une modification de leur système économique axé sur la consommation massive. Cependant, ces textes reconnaissent que les pays développés doivent assumer leur responsabilité particulière dans les émissions de gaz à effet de serre et qu'ils disposent de capacités plus grandes d'y arriver⁴¹. Le mode de vie pourrait être un aspect considéré à cet égard, or l'avenue privilégiée par le régime n'y fait pas référence ; il est seulement question d'atténuation des changements climatiques, et l'utilisation des mécanismes de souplesse du Protocole est un moyen proposé pour y arriver.

Pourtant, le lien entre le mode de vie des pays développés et leurs émissions de gaz à effet de serre est évident. En 1998, 86 pourcent des dépenses globales de consommation privée étaient issues de 20 pourcent de la population mondiale (Programme des Nations unies pour le développement [PNUD], 1998, cité dans Claussen et Mc Neilly, 1998, p.18), une proportion correspondant surtout à ces pays. Le mode de vie au Nord exerce vraisemblablement un impact sur le niveau d'émissions, car dans la même période (2000), les pays développés étaient responsables de plus de 40 pourcent des émissions mondiales annuelles (Schmidt et *al.*, 2006, p.31-33). Ce pourcentage est élevé en comparaison de la part de population qu'ils représentent⁴².

⁴⁰ Voir les points 3.25 et 3.28 du document.

⁴¹ Cela, en vertu du principe de responsabilités communes mais différenciées.

⁴² Nous avons calculé ce taux en fonction des données portant sur les émissions totales de chaque groupe de pays fournies par Schmidt et *al.*, 2006. Cela inclut les émissions reliées à l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (UTCATF). La proportion serait d'autant plus grande si nous n'avions pas tenu compte de cet aspect encore peu considéré dans le calcul des émissions sous le régime.

Comme les taux élevés d'émissions des pays du Nord s'expliquent, notamment, par leur niveau de vie élevé, il apparaît logique pour les PED que ces pays révisent à la baisse leur niveau de production et de consommation (Gouvernement du Brésil et *al.*, 2005). Dans le même sens, l'ONG équatorienne Accion Ecologica (2000) souligne que des « augmentations dans les niveaux de consommation et de production ne pourront mener qu'à des impacts plus sévères sur les pays du Tiers-monde, lesquels sont moins en mesure de leur faire face », et donc que « le modèle doit conséquemment être changé »⁴³.

L'absence de considération officielle par le régime du mode de vie des pays développés paraît inusité lorsqu'on considère que cette revendication du Sud ne date pas d'hier : avant même l'édification du régime, plusieurs acteurs des PED s'attendaient à ce que les pays développés modifient leur système de production et de consommation (Gupta, 1998). Un exemple plus récent est celui de la Conférence internationale sur la population et le développement tenue au Caire en 1994, où les participants avaient exigé que la communauté internationale mette fin aux modèles de consommation non durables (Programme d'action de la Conférence Internationale sur la population et le développement, 1994).

En réalité, l'absence de considération explicite de cette revendication par le régime s'explique, en partie, par un rapport de forces inégal au sein des négociations. Notamment, lors de l'élaboration du texte de la Convention, les pays développés ont réussi à exercer une pression politique suffisante afin de bloquer l'inclusion de cet aspect (Grubb, 1995, p.478). L'attitude rébarbative des populations des pays développés à remettre en question leur niveau de vie élevé a sans doute aussi un lien avec cette situation. Agarwal critique ce manque de volonté des pays occidentaux à s'engager, dans le cadre des négociations du régime, à transformer leur mode de vie (Agarwal, 2002, p.377).

Par ailleurs, différents acteurs sociaux des PED revendiquent une transformation du mode de vie à l'égard de domaines particuliers de l'économie. Par exemple, certains réclament, dans une perspective d'atténuation des perturbations climatiques, une réduction de la

⁴³ Traduction de : « ...increases in the levels of consumption and production will only lead to more severe impacts on the Third World countries, which are less equipped to deal with them. The model has therefore to be changed... ». (Cette citation ne correspond pas à un numéro de page, car elle provient d'un document html).

consommation des ressources pétrolières et forestières (India Climate Justice Forum, 2002). La consommation de telles ressources peut en effet induire des conséquences importantes sur le climat, que ce soit en raison des émissions issues de la combustion des ressources pétrolières, ou par l'intermédiaire d'une diminution de la capacité terrestre de captage de carbone résultant de la perte de forêts pouvant l'absorber.

Dans le même sens, des délégués provenant d'une cinquantaine de pays ont appelé, lors d'un sommet sur les changements climatiques tenu au Nigeria en 2006, à la fin de l'ère du pétrole par le développement massif des énergies renouvelables (Friends of the Earth International [FOEI] et *al.*, 2006). Ces considérations prennent tout leur sens lorsqu'on considère que, par exemple en 1998, « les pays développés ont concentré plus de 50 pourcent des émissions de CO₂ liées à la consommation d'énergie » (GIEC, 2001).

En outre, la revendication de transformation du mode de vie reçoit également un écho particulier chez les groupes autochtones principalement issus des PED : ils considèrent que le système de production industrielle – caractéristique des pays développés – est en partie responsable du dérèglement climatique (Groupes autochtones, 2006). Certains d'entre eux demandent, à ce titre, la fin des « modèles de consommation insatiables des pays industrialisés » (International Indian Treaty Council [IITC], 2001)⁴⁴.

Dans un horizon plus large, des chercheurs rappellent que le niveau élevé de consommation des pays du Nord participe à la dégradation de l'environnement en général (Yoke Ling et Khor, 2001). La transformation du mode de vie des populations occidentales permettrait donc, outre de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de protéger l'environnement global.

3.3 L'adaptation aux impacts

Les pays en développement demandent que le régime accorde une plus grande place à leur adaptation aux impacts des changements climatiques (Alliance des petits États insulaires en

⁴⁴ Traduction de : « ... the insatiable consumption patterns of the industrialized countries ».

développement [APEID], 1994 ; Kuala Lumpur Declaration on Environment and Development, 1992). Rappelons que l'adaptation constitue un processus d'ajustement des systèmes humains ou naturels aux impacts réels ou anticipés des changements climatiques (Brodhag *et al.*, 2005).

Cette revendication est mise de l'avant par les PED du fait de leur vulnérabilité particulière à ces impacts. En effet, ils subissent les effets pervers du dérèglement du climat de manière disproportionnée par rapport aux pays développés (Schneider *et al.*, 2007). Ces derniers y sont généralement moins vulnérables, entres autres parce qu'ils disposent de davantage de ressources pour s'en protéger.

La Convention et le Protocole accordent une certaine place à l'adaptation⁴⁵. Toutefois, elle ne revêt pas une très grande importance comparativement à l'atténuation des changements climatiques, aspect prioritaire pour les pays développés. Cette dichotomie de point de vue entre le Nord et le Sud a parfois soulevé la controverse au sein des négociations (Gupta, 1998). Dans ce contexte, les PED ont rappelé que peu importe le niveau d'action en matière d'atténuation pour pallier au dérèglement *futur* du climat, les impacts sont *déjà* inévitables, d'où l'importance d'une meilleure prise en considération de l'adaptation (Mhita, 2002).

Il faut néanmoins souligner que le Protocole enjoint les pays développés de fournir un appui financier et technique aux PED en lien avec cette question. En effet, cet appui vise, entre autres, l'adaptation des pays les plus vulnérables aux conséquences néfastes des changements climatiques⁴⁶. Cependant, rappelons que le financement de l'adaptation ne représente qu'une faible proportion comparativement à celui accordé pour l'atténuation (Huq, 2005, p.6).

En réaction à cette situation, les PED exigent que l'adaptation reçoive un financement plus adéquat. Par exemple, l'Afrique du Sud a demandé, à la 12^e Conférence des Parties à la CCNUCC (CP-12), le dégagement de fonds pour des mesures d'adaptation *autonomes* dans les PED (Afrique du Sud, 2006). C'est que, traditionnellement, les activités d'adaptation sont

⁴⁵ Voir les articles 3.3, 4.1 et 4.4 de la CCNUCC ainsi que 10b et 12.8 du Protocole.

⁴⁶ Voir, respectivement, les articles 11.2b et 12.8 du Protocole.

intégrées aux projets de développement déjà déployés par les pays⁴⁷. Le financement d'initiatives ne cadrant pas dans les projets courants de développement, mais qui s'inscrivent dans un but unique d'adaptation est donc revendiqué pour cette raison. Par ailleurs, toujours en Afrique, certains acteurs sociaux revendiquent un déblocage du financement international pour l'adaptation, en plus d'un meilleur déploiement d'actions d'adaptation au niveau local (Climate Network Africa [CNA], 2006).

Les demandes touchant aux aspects financiers de l'adaptation rejoignent les préoccupations générales d'autres acteurs du même continent. La demande d'adaptation est, en effet, assez commune en Afrique : notamment, elle constitue une préoccupation particulière dans la région du Sahel, où le phénomène de désertification est accentué par les changements climatiques (Denton et *al.*, 2001, p.12). De même, lors d'un atelier spécial tenu à la CP-12, des représentants africains ont réitéré son importance (Secrétariat de la CCNUCC, 2006b). Évidemment, cette revendication ne concerne pas seulement l'Afrique : à cette même conférence, les petits États insulaires en développement (PEID) (entre autres) ont aussi souligné sa grande importance (Secrétariat de la CCNUCC, 2006b).

La prise en considération de l'adaptation par la communauté internationale s'est tout de même améliorée au fil du temps. Alors que l'atténuation a longtemps représenté le sujet primordial des négociations, les pays du Sud sont parvenus à attirer davantage d'attention sur l'adaptation au cours des années (Environnement et développement du Tiers-Monde [ENDA], 2006). Toutefois, elle ne reçoit pas encore autant d'attention que l'atténuation. En conséquence, les PED militent encore aujourd'hui pour sa meilleure prise en considération. Notamment, des chercheurs demandent une amélioration des capacités d'adaptation dans les PED en proposant que les institutions internationales pertinentes travaillent conjointement pour atteindre cet objectif (Adger et *al.*, 2003, p.193).

Par ailleurs, les PED demandent que leur vulnérabilité particulière aux changements climatiques soit mieux considérée par le régime (Gouvernement du Brésil et *al.*, 2005). La vulnérabilité et l'adaptation sont intimement liées, car la prise en compte de la vulnérabilité

⁴⁷ Le terme anglais « mainstreaming » est souvent utilisé pour désigner ce type d'intégration.

exige en elle-même la mise en place de mesures d'adaptation. Pour cette raison, les PED en traitent souvent conjointement (voir, par exemple, Ravindranath et Sathaye, 2002). Notamment, les petits États insulaires en développement (PEID) avaient formulé, en 1994, le Programme d'action de la Barbade, dont le volet « changements climatiques » met l'accent sur leur vulnérabilité et sur l'importance conséquente des mesures d'adaptation (Alliance des petits États insulaires en développement [APEID], 1994)⁴⁸.

Ce traitement conjoint se retrouve également à l'article 4.4 de la CCNUCC, qui spécifie les responsabilités des pays développés envers les PED sur ce thème. Toutefois, la mise en œuvre de cette disposition du régime n'est pas pleinement réalisée. En conséquence, une meilleure prise en considération de la vulnérabilité est encore largement revendiquée, notamment concernant certains sous-groupes des PED : par exemple, plusieurs pays soulignent la nécessité de réduire la vulnérabilité des « pays les moins avancés » (PMA) ou encore de pays d'Asie (Ghina, 2003, p.161 ; International Institute for Sustainable Development [IISD] reporting services, 2006a). De même, les Autochtones (majoritairement issus des PED) exhortent eux aussi la communauté internationale à tenir compte de leur vulnérabilité particulière aux changements climatiques (Groupes autochtones, 2006).

3.4 Le développement

Les PED revendiquent le droit au développement ; ils exigent que la lutte contre les changements climatiques ne constitue pas une limite à ce droit (Gupta, 1998 ; Mwandosya, 1999). Le développement est un processus économique, social, culturel et politique visant à améliorer le bien-être des populations et des individus (Assemblée Générale des Nations unies [AGNU], 1986). Les PED mettent de l'avant cette préoccupation en réaction aux contraintes que pourrait exercer le régime sur leurs économies, vu son objectif de limiter les émissions de gaz à effet de serre. La situation est semblable à un niveau plus large : les PED considèrent que la volonté de remédier aux problématiques environnementales – dont la lutte contre les changements climatiques ne représente qu'un volet - ne doit pas altérer le droit de leurs populations d'accéder à un niveau de vie plus décent (Blache, 1995, p.38).

⁴⁸ Ce programme d'action ne constitue qu'une initiative parmi plusieurs mises de l'avant par les PEID à ce sujet.

Le développement (économique et social) est inscrit comme priorité « première et essentielle » des pays en développement dans la CCNUCC (article 4.7). Malgré cette prise en considération formelle, les PED restent préoccupés face aux risques que pose la lutte contre les changements climatiques pour le développement. Les grands PED émergents, notamment, revendiquent le droit de se développer économiquement, en réaction à la volonté des pays développés qu'ils contractent des engagements d'atténuation (Bodansky, 2001, p.31). Plus tôt, lors des négociations de Kyoto en 1997, l'ensemble des PED déclaraient que le développement constituait leur priorité (Mwandosya, 1999, p.76)⁴⁹.

L'importance de cette revendication s'observe au sein d'autres discussions internationales, ainsi que dans une perspective historique. En effet, le développement constitue une priorité transversale au sein des relations internationales : les PED le mettent de l'avant dans plusieurs processus internationaux, notamment dans les négociations touchant au commerce global (Stiglitz, 2000). Il s'est également avéré prioritaire pour les PED dans le contexte des rapports Nord-Sud depuis l'avènement de l'ordre économique international de l'après guerre froide (Grant, 1995).

Parallèlement, plusieurs acteurs sociaux des pays en développement demandent une pleine reconnaissance du développement durable dans le cadre du régime (Yoke Ling et Khor, 2001). Ce principe consiste à répondre aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de faire de même (Commission mondiale sur l'environnement et le développement, 1988). La Convention lui accorde une certaine place (article 3.4).

Le développement durable a été revendiqué par de nombreux PED dès son émergence vers la fin de la décennie 1980. Il a graduellement gagné en popularité au cours des années suivantes et a été intégré à de nombreux traités internationaux. Aujourd'hui, ce concept est utilisé par une diversité impressionnante d'acteurs sociaux. Dans le contexte de l'après-2012, des chercheurs des PED (Najam et *al.*, 2003) proposent de centrer le futur régime sur le

⁴⁹ L'éradication de la pauvreté était une autre priorité mise de l'avant à cette occasion. Nous y faisons référence plus bas.

développement durable. Ils considèrent que les négociations passées ont marginalisé cette revendication.

Bien que le développement durable soit aujourd'hui abondamment utilisé par les pays du Sud, c'est le développement (économique) qui retient le plus leur attention. Sous leur pression, l'Assemblée générale de l'ONU avait adopté, en 1986, la Déclaration sur le droit au développement (Assemblée Générale des Nations unies [AGNU], 1986). Cette dernière stipule notamment qu'« une action soutenue est indispensable pour assurer un développement plus rapide des pays en développement » (AGNU, 1986, article 4.2). Soulignons que cette déclaration ne se réfère pas à la protection de l'environnement. Ce n'est que plus tard que le concept de développement durable a émergé et a intégré le vocabulaire revendicatif des PED.

Même des années plus tard, c'est en priorité le droit au développement que les PED ont mis de l'avant dans le cadre des négociations du régime. Cette revendication a toutefois été bloquée par certains pays du Nord : ceux-ci redoutaient les engagements trop grands que cela aurait pu entraîner, entre autres en matière de transferts financiers (Bodansky, 1993, p.504). En conséquence, la formulation de la CCNUCC touchant à cet aspect constitue une maigre réponse à cette revendication : « Les Parties ont le droit d'œuvrer pour un développement durable » (article 3.4). Cette formulation ne réfère pas au droit au développement, mais bien au développement durable. De plus, il n'est pas ici question d'un droit réel, mais bien d'un droit *d'œuvrer*, ce qui camoufle, en quelque sorte, une responsabilité.

Par la suite, l'importance du développement pour les PED a été réitérée à maintes occasions. Le droit au développement a notamment été réaffirmé dans la Déclaration et le Programme de travail de Vienne sur les droits de l'homme (Assemblée Générale des Nations unies [AGNU], 1993). Plus récemment, les pays en développement ont continué à revendiquer sa pleine reconnaissance. Par exemple, en 2005, les PED réunis pour le « Sommet du Sud » ont formulé une déclaration traitant essentiellement de l'importance de leur développement (G77/Chine, 2005) ; alors que le développement *durable* y retient une attention moyenne, le développement économique et social y occupe une place plus significative.

En outre, les PED revendiquent l'éradication de la pauvreté, et ce, en lien avec le développement (Kulkarni, 2003 ; Miller, 1995). Ces deux préoccupations sont intimement liées, l'éradication de la pauvreté constituant, en quelque sorte, une forme de développement. La CCNUCC intègre l'éradication de la pauvreté en tant que priorité « première et essentielle » pour les PED (article 4.7), comme elle le fait pour le développement. Une déclaration des grands PED émergents sur les changements climatiques, formulée à l'occasion du sommet du G8 en 2005, réaffirme cette priorité (Gouvernement du Brésil et *al.*, 2005). Par ailleurs, la volonté de mettre fin à la pauvreté dans les PED se manifeste sous d'autres expressions telles que la nécessité d'améliorer les conditions de vie des populations, ou encore de satisfaire les besoins humains fondamentaux (Blache, 1995 ; G77/Chine, 2005).

Dans le même sens, les PED revendiquent que leur croissance économique ne soit pas restreinte. Vu leur niveau de vie généralement peu élevé, ils ne veulent pas avoir à réduire leurs émissions et demandent donc de pouvoir croître économiquement (Agarwal, 2002, p.377 ; The Langkawi declaration on environment, 1989). En fait, ils redoutent « que les pays industrialisés transforment le régime sur les changements climatiques en un moyen [de les empêcher] [...] de croître économiquement » (Gupta, 1998, p.182)⁵⁰.

3.5 Les transferts financiers, technologiques et le renforcement des capacités

Les PED demandent que les transferts financiers et technologiques et le renforcement des capacités soient mieux considérés dans le régime (Davidson, 2003 ; International Institute for Sustainable Development [IISD] reporting services, 2005 ; Sharma 2006). Tout d'abord, ils demandent aux pays développés de leur fournir une aide financière significative, et ce, afin de mener à bien les diverses activités de lutte contre les changements climatiques. Les PED sont insatisfaits du niveau des transferts financiers leur étant accordés (Denton et *al.*, 2001, p.22 ; Gupta, 1998). Le régime prescrit des obligations pour les pays développés en matière d'aide financière pour le Sud⁵¹. L'aide prévue vise à épauler les PED, entre autres en matière de

⁵⁰ Traduction de : « ...that the ICs (industrialized countries) might convert the climate change regime into a vehicle that will prevent DCs (developing countries) from growing economically ». Les expressions entre parenthèses ont été ajoutées afin de faciliter la compréhension.

⁵¹ Voir les articles 4.3 de la CCNUCC et 11.2 du Protocole.

transferts technologiques et de renforcement des capacités. Les PED demandent des améliorations sur ce point, notamment afin que le financement soit débloqué plus rapidement (IISD reporting services, 2005, p.3).

Une inquiétude existe chez les PED quant à la *nature* des ressources financières provenant du Nord : la crainte que ces transferts remplacent l'aide extérieure déjà existante. Conséquemment, dans le contexte de différents problèmes environnementaux, les PED ont revendiqué la *nouveauté* et l'*additionnalité* de cette aide (Kuala Lumpur Declaration on Environment and Development, 1992). Le principe est simple : l'aide doit s'ajouter aux sommes déjà octroyées en vertu de l'aide publique au développement fournie par les pays développés.

Bien que les textes de la CCNUCC et du Protocole considèrent ces aspects, la réalité du terrain est différente : les pays développés sont réticents à fournir de l'aide financière aux PED. En conséquence, plusieurs chercheurs des PED continuent de mettre ce point de l'avant dans le cadre du régime (voir, par exemple, Ravindranath et Sathaye, 2002, p.258).

En lien étroit avec les transferts financiers⁵², les PED revendiquent que le régime accorde une plus grande place aux transferts de technologies (Davidson, 2003, p.3). Ces transferts représentent l'ensemble des processus touchant aux échanges de connaissances et de matériel entre divers types d'acteurs internationaux dans une visée d'atténuation et d'adaptation (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC], 2000, p.3). Les PED revendiquent des améliorations à cet égard, du moins concernant les transferts effectués par les pays développés. Pour certains, ils représentent une partie de la compensation nécessaire pour les efforts que les PED sont appelés à fournir dans la lutte contre les changements climatiques (Zaelke et Cameron, 1989-1990, p.283).

⁵² Dans la littérature, les transferts financiers et les transferts de technologies sont souvent revendiqués conjointement, les textes du régime les traitant eux-mêmes de manière conjointe, comme on le verra plus bas.

Les textes du régime attribuent certaines responsabilités aux pays développés en matière de transferts de technologies⁵³. Ces transferts sont présentés en lien avec les transferts financiers. En effet, l'aide financière vise, notamment, l'accès des PED aux technologies plus propres pour le climat (article 10c du Protocole). Malgré cette disposition, les pays développés (incluant les entreprises privées détentrices de brevets technologiques qui s'y retrouvent) sont généralement réticents à diffuser leurs technologies pour le bien de la lutte climatique. En réaction, les PED demandent une réponse politique plus ferme à ce sujet (IISD reporting services, 2004). Ogunlade Davidson, coprésident du groupe de travail III du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et originaire de la Sierra Leone, insiste sur leur importance particulière dans l'atteinte de l'objectif ultime de la Convention (Davidson, 2003, p.3).

Les PED ont milité au sein d'autres forums afin que les pays développés diffusent leurs technologies. Par exemple, dans la décennie de 1970, ce point était fréquemment soulevé dans les discussions internationales concernant la mise en place d'un nouvel ordre économique international (Miller, 1995, p.119). Les PED y voyaient un moyen de se développer plus rapidement. Cette préoccupation est la même aujourd'hui, or elle suggère un développement émettant moins de gaz à effet de serre, par le biais d'un transfert de technologies plus propres. Un autre exemple concerne les négociations de la Convention sur la diversité biologique (CDB) : les pays en développement ont là aussi exigé un meilleur accès aux technologies (celles liées au patrimoine naturel) entre autres afin d'assurer leur sécurité alimentaire (Kaushik, 2001).

Par ailleurs, les PED demandent un meilleur soutien des pays du Nord pour le renforcement de leurs capacités sur divers aspects reliés aux changements climatiques (Manful, 2005). Le renforcement des capacités représente l'amélioration des compétences techniques et des ressources institutionnelles des pays afin de lutter à plusieurs niveaux contre la perturbation du climat (Brodhag *et al.*, 2005). Cet aspect est souvent revendiqué en même temps que les transferts technologiques et financiers, et présente des similarités avec eux. Par exemple, les

⁵³ Voir les articles 4.3 de la CCNUCC et 11.2c du PK.

transferts de technologies s'apparentent au renforcement des capacités technologiques (United Nations Conference on Trade and Development [UNCTAD], 1995).

La Convention attribue une responsabilité aux pays développés concernant le renforcement des capacités des PED⁵⁴. Cependant, ceux-ci ne sont pas satisfaits de son niveau actuel d'inclusion dans le régime. Certains estiment que sa considération est diluée, comme l'adaptation, au sein de la question d'atténuation des changements climatiques, qui s'avère prioritaire pour le Nord (Afrique du Sud, 2006). De plus, les PED ont souligné, dans leurs récents rapports destinés au Secrétariat de la CCNUCC, l'importance de formes variées de renforcement des capacités : renforcer les capacités concernant l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation, les institutions, la préparation des inventaires nationaux de gaz à effet de serre et les transferts de technologies, notamment (Manful, 2005).

Des groupes de pays tels que les pays « les moins avancés » (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID) sont particulièrement en difficulté (Sharma, 2006, p.10). Les PEID, par exemple, font état de préoccupations particulières au sujet des capacités. Ils soulignent les lacunes concernant leurs capacités institutionnelles en matière d'environnement, et celles touchant au respect des législations environnementales sur des questions telles que les changements climatiques et la biodiversité (Nations unies, 1999, cité dans Ghina, 2003, p.161).

Des acteurs sociaux d'Afrique vont dans le même sens : le renforcement de capacités figure parmi les revendications importantes de plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) africaines concernant l'après-Kyoto (Climate Network Africa [CNA], 2006, p.9). En outre, concernant l'ensemble des PED, le renforcement des capacités au niveau local, et non pas seulement à grande échelle (nationale, par exemple), ressort comme une nécessité particulière (Sharma, 2006).

⁵⁴ Voir l'article 4.5 de la CCNUCC.

3.6 L'équité

Enfin, les PED revendiquent que le régime sur les changements climatiques soit plus *équitable* (Bishop, 2000 ; Friends of the Earth International [FOEI] et *al.*, 2006). Ils mettent de l'avant cette préoccupation face aux déséquilibres Nord-Sud sur plusieurs aspects du régime. L'équité consiste « à attribuer à chacun ce à quoi il a droit » (Office québécois de la langue française, 2006) et renvoie, dans le cadre de cette recherche, au sentiment de justice de chaque pays concernant les bénéfices et responsabilités reliées au régime. Spécifiquement, c'est l'équité entre les pays développés et les PED (équité internationale) qui retient ici l'attention. Soulignons que cette préoccupation a une portée particulièrement transversale par rapport aux autres revendications, car plusieurs d'entre elles s'inscrivent dans une poursuite d'équité.

Le régime accorde une certaine place à l'équité. La CCNUCC en fait mention (article 3.1), mais pas le Protocole de Kyoto. Elle est présente de manière indirecte dans les deux textes: par exemple, l'existence d'engagements particuliers pour les pays développés, basée sur les responsabilités communes mais différenciées, en est une manifestation.

Malgré cette reconnaissance textuelle, les désavantages concrets auxquels les PED sont confrontés les poussent à continuer de revendiquer un régime plus équitable (International Institute for Sustainable Development [IISD], 2006c). Pour certains, l'équité revêt une grande importance : Agarwal (2002, p.376), au nom des PED, l'érige en condition nécessaire à tout espoir de coopération internationale concernant les changements climatiques. Comme quoi un pays n'aura pas tendance à entériner des décisions s'il estime que leurs conséquences seront inéquitables à son endroit. De même, Bishop (2000) fait de l'équité son critère principal afin d'évaluer l'intégration des préoccupations des PED dans le régime.

L'équité a retenu une attention significative dès les débuts des pourparlers internationaux sur les changements climatiques. Notamment, lors des négociations préparatoires à l'adoption du texte définitif de la Convention, les PED avaient insisté pour qu'elle soit reconnue comme un élément central (Grubb, 1995, p.463-464). Elle retient également l'attention concernant

l'avenir du régime. Par exemple, à la 12^e Conférence des Parties (2006), de nombreux participants ont souligné la nécessité de l'intégrer dans le traité qui succédera à Kyoto (IISD reporting services, 2006c).

La préoccupation d'équité est largement répandue chez les PED et trouve une place importante au sein des relations internationales. Les PED la réclament dans le but de réformer la répartition traditionnelle du pouvoir au sein de l'économie globale : notamment, la Déclaration sur le droit au développement de l'Assemblée Générale des Nations unies (1986) intègre plusieurs considérations d'équité. La déclaration exige, au nom de cette valeur, que tout processus international de négociation (ce qui inclut, désormais, celui des changements climatiques) respecte le droit au développement des PED. De même, les pays en développement ont, au cours des dernières décennies, mis de l'avant l'équité au sein de leurs rapports avec les pays développés (Grant, 1995, p.576).

Cette revendication est parfois mise de l'avant en lien avec des questions spécifiques. Par exemple, lors d'un sommet tenu au Nigéria en 2006, les représentants de pays réunis ont revendiqué un développement massif des énergies alternatives, et ce, au nom de l'équité (Friends of the Earth International [FOEI] et *al.*, 2006). Ils estiment que ces énergies sont plus accessibles aux populations défavorisées que les ressources pétrolières. Par ailleurs, plusieurs PED rejettent l'approche politique internationale centrée essentiellement sur l'efficacité environnementale au détriment de l'équité (Shukla, 1999).

En outre, les PED revendiquent une meilleure prise en considération de l'équité procédurale (Environnement et développement du Tiers-Monde [ENDA], 2006). Celle-ci réfère à l'impartialité et à l'aspect démocratique du processus de négociation international du régime (Shukla, 1999). L'équité procédurale suppose que les pourparlers internationaux sur les changements climatiques sont réalisés de façon juste, en s'assurant que les préoccupations du Sud et du Nord aient une influence comparable. Les PED demandent des améliorations à cet égard, car tel qu'on la vu dans le chapitre I⁵⁵, les négociations se déroulent souvent à leur désavantage.

⁵⁵ Voir p.19 et suivantes.

Bien entendu, cette préoccupation se retrouve également en dehors de l'arène des changements climatiques. Notamment, dans la foulée de la Conférence de Rio, en 1992, les PED revendiquaient une représentation équitable dans la prise de décisions au sein des négociations internationales touchant à l'environnement et au développement (Kuala Lumpur Declaration on Environment and Development, 1992). Son importance s'observe aussi, par exemple, dans les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : Stiglitz (2000) considère que les pays du Nord doivent davantage être à l'écoute des revendications des PED et respecter le principe d'équité dans ce *processus* de négociation.

Pour certains, l'équité procédurale passe par une meilleure intégration de groupes ne bénéficiant pas d'une voix officielle dans les négociations. Notamment, des organisations non gouvernementales (ONG) du Sud exigent une plus grande inclusion de la société civile dans le processus de négociation sur le climat : par exemple, l'organisation Environnement et développement du Tiers-Monde (ENDA) réclame que des acteurs d'échelle locale participent aux débats reliés à ces négociations (ENDA, 2006). Au niveau régional, Sokona critique le phénomène de marginalisation des ONG africaines par les délégués officiels africains participant à l'élaboration du régime (Sokona, 2001). Les Autochtones des PED exigent aussi leur place dans le processus de négociation. Notamment dans une déclaration faite en 2001, les organisations autochtones ont demandé d'être représentées à la Conférence des Parties, mais également au sein des organes subsidiaires et d'autres activités du régime (International Indian Treaty Council [IITC], 2001).

3.7 Conclusion

Les six grandes revendications qui viennent d'être présentées revêtent toutes, encore aujourd'hui, une importance particulière pour les pays en développement. Ceux-ci les ont formulées en réaction aux inégalités Nord-Sud dans le cadre du régime. Nous avons vu que les PED revendiquent que les pays développés assument mieux leur responsabilité dans les changements climatiques. Ils considèrent, dans ce contexte, les responsabilités communes mais différenciées, le leadership du Nord et sa responsabilité historique. Par ailleurs, ils

somment les pays développés de transformer leur mode de vie, et accordent une attention particulière au caractère non durable de leur niveau de consommation.

Les PED exigent également que leur adaptation aux changements climatiques reçoive une plus grande attention, dont la prise en considération de la vulnérabilité constitue une manifestation. En outre, ils revendiquent le droit au développement, et ce, en dépit de la lutte contre les changements climatiques. Le développement durable, la volonté d'éradiquer la pauvreté et celle de croître économiquement représentent diverses expressions de cette revendication. Dans un autre ordre d'idées, les PED exigent un renforcement du régime en matière de transferts financiers et technologiques et de renforcement des capacités. Enfin, ils revendiquent une plus grande équité Nord-Sud dans le régime, et considèrent l'équité procédurale dans ce contexte.

La création de cette typologie des revendications constituait une étape préparatoire au chapitre IV. Elle permet d'effectuer une évaluation simple et structurée des propositions de traités. Le chapitre IV présente le résultat de cette évaluation, à savoir la prise en considération de chaque revendication dans les quatre propositions de traités.

CHAPITRE IV

LA PRISE EN CONSIDÉRATION DES REVENDICATIONS DANS CHAQUE PROPOSITION

Ce chapitre présente l'évaluation de la prise en considération des revendications des PED dans quatre propositions de traités pour l'après-Kyoto : 1) l'Orchestre de traités ; 2) La proposition du Dialogue Sud-Nord ; 3) l'Approche par secteurs ; 4) La proposition de Sao Paulo. Cette évaluation constitue la réponse à notre question de recherche⁵⁶. Les résultats de nos analyses de contenu sont présentés en même temps que l'analyse de ces résultats. Le chapitre met en lumière *comment* chaque proposition répond aux revendications, et ce, dans une *perspective critique* : l'analyse révèle les aspects positifs et négatifs pour les PED dans chaque proposition. À cette fin, l'évaluation porte sur le niveau d'intégration des revendications dans chaque traité éventuel. Elle traite également des implications positives et négatives des différentes modalités d'intégration⁵⁷ des revendications. De même, l'analyse met au jour le niveau réel d'intégration des revendications, au-delà des discours généraux auteurs de chaque proposition.

Chaque section du chapitre présente une proposition, suivie de l'évaluation de la prise en considération des revendications dans celle-ci. À titre de rappel, ces revendications sont : 1) la responsabilité ; 2) le mode de vie ; 3) l'adaptation ; 4) le développement ; 5) les transferts et le renforcement des capacités ; 6) l'équité. Enfin, une discussion amène des éléments de comparaison entre les propositions, traite de certaines implications et utilités des analyses et évalue les probabilités d'adoption des propositions de traités.

⁵⁶ Voir chapitre I, page 40, pour la question de recherche.

⁵⁷ L'expression "modalités d'intégration" désigne la manière particulière dont chaque revendication est intégrée à une proposition.

4.1 L'Orchestre de traités (ODT)

Cette proposition publiée en 2005 a été élaborée par deux chercheurs des pays développés : Taishi Sugiyama, du *Central Research Institute of Electric Power Industry* (CRIEPI, Japon) et Jonathan Sinton, du *Lawrence Berkeley National Laboratory* (LBNL, États-Unis). Ceux-ci suggèrent de remplacer le modèle Kyoto par quatre « blocs »⁵⁸, dont trois sont des traités non-contraignants et indépendants les uns des autres (Sugiyama et Sinton, 2005, p.67). Cette proposition s'inscrit dans une approche volontaire. Elle se démarque donc des propositions prévoyant des engagements éventuellement contraignants pour les pays développés (soit celles s'inspirant de Kyoto). En fait, l'Orchestre de traités (ODT) considère qu'il est vain de vouloir créer un traité « fort » pour l'après-2012, car certains pays développés ne veulent pas se soumettre au modèle Kyoto (Sugiyama et Sinton, 2005, p.65).

Le premier traité proposé par l'ODT se nomme « Groupe de marchés d'émissions » (GME) (Sugiyama et Sinton, 2005, p.67). Par le biais de ce traité, chaque pays développé intéressé à développer un système interne d'échange d'émissions – c'est-à-dire un marché du carbone national- peut éventuellement l'intégrer à ceux des autres États. Le tout est géré de manière indépendante à la CCNUCC. Essentiellement, le GME permet aux pays développés de réaliser des réductions d'émissions à bas prix (Sugiyama et Sinton, 2005, p.67)⁵⁹.

Le deuxième traité s'intitule « Traité de technologies zéro-émission » (TTZE). Il vise le développement à long terme des technologies n'émettant que peu ou pas de gaz à effet de serre. Pour ce faire, il coordonne les engagements volontaires des pays touchant, par exemple, au financement du développement technologique et à la diffusion des technologies (Sugiyama et Sinton, 2005, p.69).

Le troisième traité se nomme « Traité de développement tenant compte du climat » (TDC). Il a pour objectif de coordonner une réorganisation de l'aide financière du Nord destinée au développement du Sud afin qu'elle intègre l'atténuation des changements climatiques,

⁵⁸ « Building blocks » (Sugiyama et Sinton, 2005, p.67).

⁵⁹ C'est, en fait, un objectif central de tout système d'échange de droits d'émissions.

l'adaptation et les transferts technologiques (Sugiyama et Sinton, 2005, p.70). Le développement demeure officiellement son objectif premier ; c'est la façon dont ce dernier est financé et réalisé que le TDC propose de modifier.

Le respect des engagements contractés en vertu de ces traités demeure volontaire (Sugiyama et Sinton, 2005, p.71). Ils sont négociés en dehors du processus traditionnel de la CCNUCC, et ce, directement entre les pays aux intérêts communs. En fait, seuls les pays intéressés y adhèrent (Sugiyama et Sinton, 2005, p.67). En ce sens, l'Orchestre de traités (ODT) s'inscrit dans une « approche régionale », laquelle entre en contraste avec le processus universel qu'est le régime actuel.

La Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC) représente le quatrième bloc (Sugiyama et Sinton, 2005, p.71). Elle sert d'arène de discussion internationale et de coordination des trois traités. De plus, la CCNUCC assure un suivi des progrès réalisés au sein des trois traités et examine l'évolution des émissions de gaz à effet de serre. Cependant, elle n'exerce aucune contrainte sur les pays (Sugiyama et Sinton, 2005, p.71).

Soulignons que l'ODT se fonde sur les quatre « principes » suivants (Sugiyama et Sinton, 2005, p.73) : 1) la reconnaissance que les États ne sont pas enclins à laisser un processus international gérer leurs politiques énergétiques ; 2) la nécessité de lier les politiques de technologie et de développement aux intérêts individuels de chaque pays⁶⁰ ; 3) l'importance d'éviter les conflits et de stimuler la coopération internationale en transformant la structure du régime ; 4) la nécessité de promouvoir le changement technologique à long terme afin d'assurer des réductions d'émissions au-delà du court terme (Sugiyama et Sinton, 2005, p.72-73).

⁶⁰ Par exemple, un pays aux ressources faibles en énergie a avantage à développer de nouvelles technologies énergétiques.

4.1.1 Responsabilité

L'Orchestre de traités (ODT) satisfait moyennement cette revendication. La proposition ne prévoit pas d'engagements chiffrés et éventuellement contraignants pour les pays développés. Cet aspect volontaire risque d'entraîner des engagements faibles de la part du Nord, ce qui s'avère peu attrayant pour les PED. Ces faibles engagements entraîneraient à leur tour une aggravation de la crise climatique et de ses impacts négatifs sur les pays les plus vulnérables (les PED).

En fait, la proposition n'intègre que partiellement le principe des responsabilités communes mais différenciées, la question du leadership et celle de la responsabilité historique des pays développés. Notamment, elle ne se réfère pas explicitement à ces aspects. Certes, les trois traités prévus sous l'ODT attribuent des responsabilités plus grandes aux pays du Nord qu'à ceux du Sud (Sugiyama et Sinton, 2005, p.80), ce qui représente un écho minimal à ces revendications. Le Traité de développement tenant compte du climat, par exemple, réitère les responsabilités du Nord en matière de transferts financiers (Sugiyama et Sinton, 2005, p.78). Cependant, il est difficile d'estimer l'ampleur des effets positifs des trois traités : leur nature volontaire et imprécise rend leurs impacts hautement imprévisibles.

Les craintes des PED face à ces types de traités volontaires pour le Nord paraissent légitimes. L'adoption de tels traités peut provoquer une cassure des efforts politiques actuels contre les changements climatiques. Actuellement, le régime impose des cibles absolues et précises de réduction pour les pays du Nord et regroupe un grand nombre de pays. En contraste, l'Orchestre de traités peut créer un éparpillement du processus. Les auteurs reconnaissent eux-mêmes ce type de risque : « ...quitter un cadre de type Kyoto pourrait entraîner une perte de l'élan politique » (Sugiyama et Sinton, 2005, p.66)⁶¹.

Cependant, il ne s'agit que d'un risque. Il se peut que l'ODT entraîne des résultats positifs. Puisque certains pays rejettent l'approche obligatoire de Kyoto, la nature volontaire de l'ODT pourrait entraîner des effets plus bénéfiques que sous un simple Kyoto II. Cela exige toutefois

⁶¹ Traduction de : « ... a departure from Kyoto style framework [...] may end up losing political momentum. ».

que les engagements volontaires prévus par les pays développés soient bel et bien respectés. Cette possibilité n'est pas à rejeter, car plusieurs initiatives volontaires ayant déjà vu le jour ont permis des avancées environnementales significatives. Pour prendre un exemple du domaine technologique, de nombreux pays participent depuis plusieurs années à un partenariat international pour une économie de l'hydrogène (International Partnership for the hydrogen Economy, 2007). Ce processus volontaire a beau être détaché du régime de la CCNUCC, il amène déjà des progrès (International Partnership for the hydrogen Economy, 2007).

Néanmoins, il est peu probable que l'application de l'approche volontaire pour *l'ensemble* de la lutte contre les changements climatiques entraîne des résultats positifs. Et pour cause : la force de l'engagement des pays développés sous l'ODT est totalement imprévisible. Les initiatives résulteraient essentiellement de la bonne volonté des décideurs politiques et privés de chaque pays. De toute façon, l'absence de réductions précises des émissions dans l'ODT constitue, du point de vue des PED, une façon pour les pays développés d'échapper à leurs responsabilités.

De même, la place centrale que l'ODT accorde à l'utilisation du marché représente, pour les PED, un autre moyen pour le Nord de fuir ses responsabilités. Le Groupe de marchés d'émissions (GME) vise à maximiser l'utilisation du marché (Sugiyama et Sinton, 2005, p.74). Il permet à différents acteurs des pays développés – ou aux gouvernements- d'acheter des crédits de réductions d'émissions effectuées ailleurs. Grâce au GME, les pays développés peuvent effectuer moins de réductions *domestiques*⁶², car ils disposent d'une voie supplémentaire pour acheter des crédits générés par les PED participants. Or, les PED soulignent que le Nord doit donner priorité aux réductions domestiques afin d'assumer ses responsabilités (India Climate Justice Forum, 2002).

⁶² C'est-à-dire à l'intérieur de leurs frontières.

4.1.2 Mode de vie

L'Orchestre de traités ne parle pas de la transformation du mode de vie des pays développés ou de la diminution de leur consommation. Le seul volet de réduction de l'utilisation des ressources concerne l'énergie : l'ODT présente l'actuelle coopération Japon-Chine sur l'efficacité énergétique comme un exemple positif à suivre (Sugiyama et Sinton, 2005, p.70). La proposition invite ainsi les pays à déployer des initiatives pour la réduction de la consommation d'énergie.

Or, Sugiyama et Sinton ne remettent pas en question l'impact global du système de production et de consommation massive des pays du Nord sur le dérèglement climatique. Certes, la proposition enjoint en priorité ces pays de poser des actions de lutte contre les changements climatiques (Sugiyama et Sinton, 2005, p.80). Cependant, les avenues proposées pour atteindre cet objectif ne touchent pas au mode de vie. Il est plutôt question de régler la crise climatique par l'intermédiaire du développement technologique, objet du Traité de technologies zéro-émission (TTZE) (Sugiyama et Sinton, 2005, p.80).

Les deux autres traités s'inscrivent dans une logique tout aussi occidentale de résolution des problèmes. D'une part, le Groupe de marchés d'émissions vise à atténuer la crise par le biais du libre marché (Sugiyama et Sinton, 2005, p.67). D'autre part, le Traité de développement tenant compte du climat révèle la volonté des pays développés que le Sud prenne des initiatives pour se développer plus écologiquement. Pour ce faire, ce traité propose une réorganisation de l'aide au développement afin de stimuler les activités du Sud de lutte contre les changements climatiques (Sugiyama et Sinton, 2005, p.70).

4.1.3 Adaptation

La demande d'adaptation est intégrée d'une manière moyennement satisfaisante dans l'ODT. Sa considération varie selon qu'on observe le discours général des auteurs ou bien les dispositions concrètes prévues à cet effet. Au strict niveau discursif, les chercheurs disent lui accorder une importance significative. En effet, dès l'introduction, ils présentent l'adaptation

comme un objectif central de l'un des trois traités, à savoir le Traité de développement tenant compte du climat (TDC) (Sugiyama et Sinton, 2005, p.65). En effet, ce dernier vise explicitement à répondre aux préoccupations des PED, ce qui inclut l'adaptation.

Cependant, les mesures prévues pour atteindre cet objectif ne sont pas à la hauteur du discours. Le traité ne prévoit qu'une seule piste d'action générale : modifier les flux d'aide financière Nord-Sud déjà existants afin qu'ils répondent aux revendications des pays en développement, dont l'adaptation (Sugiyama et Sinton, 2005, p.70). L'ODT ne précise pas comment cette modification des flux est mise en œuvre. Cela soulève l'interrogation : quelle proportion de l'aide publique au développement est réaffectée aux activités liées au climat, et plus précisément à l'adaptation ? 1 pourcent, 2 pourcent ou 10 pourcent ? Et pour quelle échéance : 2020 ? 2050 ?

Devant ce type d'imprécision, il est difficile de mesurer la considération réelle de cette revendication par l'ODT. Ce qui est sûr, c'est que cette absence de précision peut entraîner des engagements faibles du Nord envers les PED, comme c'était le cas sous la Convention. En effet, celle-ci s'avérait peu efficace, car elle n'engageait pas les pays développés à des actions précises. L'adoption du protocole de Kyoto, avec ses engagements chiffrés, visait à pallier à cette lacune.

Il reste que Sugiyama et Sinton présentent tout de même quelques domaines d'application du financement de l'adaptation, notamment l'éducation et la « résilience »⁶³ (Sugiyama et Sinton, 2005, p.79). Par ailleurs, L'ODT traite brièvement de la vulnérabilité. Les chercheurs n'abordent cette préoccupation qu'une seule fois de manière explicite : ils parlent de la réduction de la vulnérabilité induite par la protection des forêts (Sugiyama et Sinton, 2005, p.71).

⁶³ Dans le sens employé ici, la résilience renvoie à la capacité des communautés de se rétablir de dommages causés par les changements climatiques.

4.1.4 Développement

L'ODT prend moyennement en considération cette revendication. En fait, elle y répond de manière ambivalente. *A priori*, le développement apparaît comme la revendication des PED qui revêt le plus d'importance pour Sugiyama et Sinton. En effet, ceux-ci se réclament d'une approche donnant la priorité au développement (*development first approach*) (Sugiyama et Sinton, 2005, p.70). Ils accordent également une place à la prospérité économique des PED, reconnaissant qu'elle sous-tend des préoccupations fréquemment soulevées par ces derniers (Sugiyama et Sinton, 2005, p.72). Ils ne font cependant pas référence à la pauvreté (et son éradication), ou à d'autres concepts reliés tels que l'amélioration des conditions de vie.

L'objectif prioritaire du Traité pour le développement tenant compte du climat est, officiellement, le développement des PED. Toutefois, il vise également à répondre à d'autres revendications, l'adaptation par exemple (Sugiyama et Sinton, 2005, p.70). Cette poursuite d'objectifs pluriels peut avoir l'effet négatif de limiter la pleine réalisation du développement, et ce, pour une raison simple : ce traité consiste à *réorganiser* l'aide financière *déjà existante* afin de mieux financer les mesures environnementales dans les PED (Sugiyama et Sinton, 2005, p.70).

Avec cette réorganisation, une partie des transferts financiers autrefois octroyés pour le développement des PED est forcément réaffectée à des initiatives de lutte contre les changements climatiques. En conséquence, le financement des activités courantes de développement se voit réduit. Bien sûr, si certaines mesures traditionnelles de développement contribuent grandement à la crise climatique, il est souhaitable que l'aide Nord-Sud soit destinée à d'autres mesures. Or, en général, les activités de développement visent à combler les besoins primaires des populations, par exemple l'accès à l'eau potable. Ce traité s'avère donc peu attrayant pour les PED puisqu'il entraîne une limitation de ce financement très nécessaire.

Pour contrer ce problème, la proposition aurait dû prévoir un financement supplémentaire pour les questions climatiques. C'est en ce sens que les PED demandent que les ressources

financières fournies par le Nord pour les problèmes environnementaux soient nouvelles et additionnelles (Kuala Lumpur Declaration on Environment and Development, 1992). Vraisemblablement, Sugiyama et Sinton sous-évaluent l'impact potentiel de cette absence de financement additionnel sur le développement des PED⁶⁴. En fait, cette lacune illustre la chose suivante : leur traité accorde davantage de place au développement durable qu'au développement en tant que tel. Les auteurs affirment d'ailleurs vouloir rendre le développement « plus durable » (Sugiyama et Sinton, 2005, p.70).

Il convient de reconnaître la chose suivante : bien que le droit au développement soit capital pour les PED, les bénéfices environnementaux induits par le développement durable peuvent également contribuer à améliorer la qualité de vie des populations. Les auteurs mettent cet aspect en relief en proposant des initiatives particulières alliant environnement et développement. Par exemple, ils suggèrent l'établissement de projets de gestion de l'eau par bassin versant qui contribuent à ce double objectif : protéger contre les impacts des pluies diluviennes, mais également fournir un meilleur accès à l'eau potable (Sugiyama et Sinton, 2005, p.70).

4.1.5 Transferts et renforcement des capacités

L'ODT intègre moyennement cette préoccupation. Du côté de l'aide financière, la proposition s'avère plus ou moins satisfaisante. Le Traité de développement tenant compte du climat (TDC), qui vise à réorganiser les transferts financiers pour le bien de l'environnement, intègre mal cet aspect. En fait, les auteurs proposent cette réorganisation parce qu'ils considèrent que le financement nouveau et additionnel octroyé par le régime actuel est un échec (Sugiyama et Sinton, 2005, p.78). Ils estiment que dériver une partie de l'aide publique au développement peut augmenter les sommes destinées aux questions climatiques. Cela, à la condition que l'attribution de l'aide réponde aux intérêts de chaque pays développé donateur (Sugiyama et Sinton, 2005, p.80).

⁶⁴ Les auteurs opposent toutefois un argument à cet aspect (voir section 4.1.5).

Les pays développés sont réticents à fournir de l'aide financière additionnelle aux PED. Il est possible que le TDC, en tenant compte des intérêts du Nord, permette effectivement d'augmenter les montants d'aide pour les questions climatiques. Toutefois, la proposition ne précise pas les pourcentages de l'aide totale qui sont redirigés pour la lutte climatique. L'augmentation du financement pour le climat via sa réorganisation n'est qu'une supposition de la part des auteurs. De plus, comme on l'a vu ci-dessus, cette réorganisation a l'effet négatif de diminuer les montants octroyés pour le développement social et économique.

La position des PED est pourtant claire sur ce point. Ils ne veulent pas d'une réorganisation de l'aide déjà existante. En effet, ils considèrent que les ressources ne doivent pas être « prélevées sur les fonds déjà consacrés à l'aide au développement » (Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et Secrétariat de la CCNUCC, 2001, p.18).

Un autre volet de la proposition répond un peu mieux à cette requête des PED : l'ODT suggère un financement particulier – et possiblement additionnel- pour les pays « les moins avancés » (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID) (Sugiyama et Sinton, 2005, p.67). Ce financement serait assumé par le Nord, et ce, par le biais de la Convention-cadre sur les changements climatiques. Les auteurs ne détaillent toutefois pas ce point. En réalité, il semble que cette aide représente le financement nouveau et additionnel déjà déployé pour les PED au sein du régime actuel (par l'intermédiaire des trois fonds du régime). En ce sens, la dimension d'additionnalité de ce financement spécial prévu par l'ODT est toute relative.

Du côté des transferts technologiques, la réponse de l'ODT est mitigée. D'une part, le Traité de développement tenant compte du climat répond explicitement à cette préoccupation, mais le fait d'une façon limitée. Certes, les transferts des technologies représentent un de ses objectifs (Sugiyama et Sinton, 2005, p.67). Ces transferts sont facilités par la mise en place préalable de mesures d'adaptation, un des autres volets prévus par l'ODT (Sugiyama et Sinton, 2005, p.79). Cependant, les auteurs ne précisent pas les modalités de mise en œuvre de ces transferts, ou encore le pourcentage du financement accordé à cette question.

D'autre part, le Traité de technologies zéro-émission (TTZE) répond de manière indirecte et quelque peu vague à cette revendication. Un de ses objectifs est le développement des technologies qui émettent peu de gaz à effet de serre (Sugiyama et Sinton, 2005, p.76). Les auteurs présentent des exemples positifs d'accords technologiques existants ainsi qu'une table d'engagements-types que les pays peuvent utiliser pour formuler leurs objectifs (Sugiyama et Sinton, 2005, p.69). Cependant, ces aspects ne concernent pas les transferts technologiques dans les PED.

En revanche, le TTZE peut entraîner, à long terme, un meilleur accès aux technologies écologiques par les pays du Sud. Les auteurs défendent ce point sur la base du raisonnement suivant: après que les pays développés aient investi dans la mise au point de technologies plus écologiques, celles-ci deviennent moins coûteuses au fil du temps (Sugiyama et Sinton, 2005, p.80). Dès lors, elles deviennent plus accessibles pour les PED. Cependant, on ne peut affirmer qu'il s'agit d'une réponse satisfaisante à la revendication de transferts technologiques : malgré cet éventuel accès facilité, les PED auront à déboursier eux-mêmes pour les technologies en question.

Enfin, l'ODT accorde une mince place au renforcement des capacités. La proposition n'en traite explicitement qu'une seule fois : le financement spécialement prévu pour les « pays les moins avancés » et les petits États insulaires en développement vise cet objectif (Sugiyama et Sinton, 2005, p.67). Aucune précision n'est ajoutée à ce sujet.

4.1.6 Équité

L'Orchestre de traités se révèle moyennement équitable. La proposition ne se réfère jamais de façon explicite à ce concept. Toutefois, elle en tient compte de manière indirecte : le Traité de développement tenant compte du climat (TDC) cherche à considérer « les préoccupations des pays en développement » (Sugiyama et Sinton, 2005, p.65)⁶⁵. Comme les revendications des PED s'inscrivent dans une poursuite d'équité, le TDC considère (indirectement) l'équité Nord-Sud.

⁶⁵ Traduction de : « ... addresses the concerns of developing countries... ».

Le tableau ci-dessous résume la prise en considération des revendications des PED dans l'ODT. Comme l'équité représente en quelque sorte une synthèse des autres revendications, on constate que sa prise en considération constitue une moyenne de celle des autres revendications (cote de « 1 » pour l'équité).

Tableau 4.1

Synthèse de la prise en considération des revendications des PED dans l'Orchestre de traités

		Prise en considération
Revendications	1. Responsabilité	1
	2. Mode de vie	0
	3. Adaptation	1
	4. Développement	1
	5. Transferts et renforcement des capacités	1
	6. Équité	1

Légende :

0 : Prise en considération faible ou nulle

1 : Prise en considération moyenne

2 : Bonne ou très bonne prise en considération

Au niveau du discours général, l'ODT tient compte de plusieurs préoccupations des PED, notamment par le biais du TDC. Cependant, cela ne se traduit pas toujours en des mesures conséquentes. C'est le cas pour les revendications d'adaptation, de développement, ainsi que de transferts et de renforcement des capacités. L'absence de mesures concrètes et chiffrées démontre l'importance réelle que les auteurs attribuent à ces revendications. De même, la réorganisation de l'aide au développement pour le bien des activités environnementales (Sugiyama et Sinton, 2005, p.70)⁶⁶ a pour effet de minimiser la place accordée au développement économique et social. Pour ces différentes raisons, la proposition s'avère moyennement équitable.

⁶⁶ Objet du Traité de développement tenant compte du climat (TDC).

La prise en considération des autres revendications révèle une situation semblable. D'une part, il est loin d'être évident que les pays développés assument leur responsabilité sous l'ODT, vu le caractère totalement volontaire des trois traités (Sugiyama et Sinton, 2005, p.71). D'autre part, la proposition ne fait pas référence à une éventuelle transformation du mode de vie des pays développés. En fait, l'ODT s'appuie sur trois moyens typiquement occidentaux pour régler la crise climatique, ce qui intègre peu l'équité Nord-Sud ; les auteurs suggèrent de contrer les changements climatiques par le biais du libre marché (base du premier traité), du développement technologique (deuxième traité) et du développement écologique du Sud (troisième traité) (Sugiyama et Sinton, 2005).

Enfin, du côté de l'équité procédurale, la proposition entraîne malgré elle une complication pour les PED : sa configuration à trois traités constitue une multiplication des processus de négociation. Cela représente un obstacle supplémentaire pour les PED, qui ont déjà du mal à participer pleinement aux réunions du régime actuel. Ainsi, sous l'ODT, leur point de vue peut être marginalisé davantage. Les auteurs reconnaissent tout de même ce risque (Sugiyama et Sinton, 2005, p.66).

4.2 La proposition du Dialogue Sud-Nord (PDSN)

Cette proposition publiée en 2004 a été élaborée par une dizaine de chercheurs provenant majoritairement des PED (Ott et *al.*, 2004, p.48-49). Herman Ott, du Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy (Allemagne), et Harald Winkler, de l'Université de Cape Town (Afrique du Sud), figurent parmi les auteurs principaux. Comme son nom l'indique, la proposition résulte d'un dialogue organisé entre des chercheurs du Sud et du Nord. L'objectif du dialogue était d'intégrer en une seule proposition les intérêts des PED et des pays développés.

La proposition du Dialogue Sud-Nord (PDSN) suggère, pour l'après-2012, de répartir l'ensemble des pays dans six catégories correspondant à des niveaux d'engagements différents (Ott et *al.*, 2004, p.9)⁶⁷. Elle est centrée sur deux aspects majeurs : l'atténuation des

⁶⁷ Le tableau 1.1 (chapitre I) présente cette catégorisation.

changements climatiques et l'adaptation à leurs impacts (Ott et *al.*, 2004, p.2 et ss.). Chacune des six catégories prévoit des droits et des responsabilités particulières, et ce, en lien avec l'atténuation et l'adaptation.

Du côté de l'atténuation, les pays développés ont des engagements renforcés comparativement à ceux de Kyoto (Ott et *al.*, 2004, p.32). Ils continuent donc de prendre les devants dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les auteurs classent ces pays dans deux catégories similaires aux catégories actuelles : les pays industrialisés avancés, correspondant à l'Annexe II, et les pays à économies en transition (correspondant à l'annexe I, mais pas l'annexe II) (Ott et *al.*, 2004, p.34).

Les PED, pour leur part, sont répartis dans les quatre catégories les moins contraignantes. Dans un ordre décroissant de responsabilité, ces catégories sont les suivantes : les « pays nouvellement industrialisés », les « PED en industrialisation rapide », les « autres PED » et les « pays les moins avancés » (PMA) (Ott et *al.*, 2004, p.34). À titre d'exemple, les pays inclus dans les deux premières catégories se voient attribuer une limitation absolue de leurs émissions. Cette limitation peut être obligatoire, selon les circonstances de chaque pays. L'Arabie Saoudite et la Chine, par exemple, sont classées respectivement dans les « pays nouvellement industrialisés » et les « PED en industrialisation rapide » (Ott et *al.*, 2004, p.46). Leurs engagements d'atténuation sont semblables à ceux des pays à économies en transition. Toutefois, ces derniers se voient systématiquement imposer une *réduction* absolue de leurs émissions (et non pas une « limitation »).

Ce système à six catégories est progressif, c'est-à-dire que les pays passent à une catégorie supérieure d'engagement lorsqu'ils atteignent un seuil donné de développement (Ott et *al.*, 2004, p.6). Trois critères sont pris en compte pour effectuer la classification initiale ainsi que l'intégration éventuelle dans une catégorie supérieure : la responsabilité historique des émissions, la capacité de payer et le potentiel de réduction de chaque pays (Ott et *al.*, 2004, p.26-27).

La responsabilité historique est le principal critère utilisé pour déterminer la force des engagements d'atténuation. Ainsi, un pays à responsabilité élevée tel que le Canada se voit attribuer des cibles renforcées, absolues et obligatoires de réduction. La capacité de payer, évaluée à partir de la richesse économique des pays, détermine le niveau de transferts financiers et technologiques à fournir ou à recevoir. Le potentiel de réduction détermine l'ampleur des réductions pouvant être faites au niveau domestique, et ce, sans mettre en péril le développement (Ott et *al.*, 2004, p.26-27)⁶⁸.

Sur la base de ces critères, la PDSN distribue les engagements en matière d'atténuation et d'adaptation. Notamment, certaines mesures touchent au financement de l'adaptation, et ce, avec un accent sur les pays les plus vulnérables (Ott et *al.*, 2004, p.35). Par ailleurs, les auteurs désignent le développement durable comme toile de fond pour les engagements prévus en matière d'adaptation et d'atténuation (Ott et *al.*, 2004, p.17).

Soulignons que la PDSN se fonde sur trois « principes » directeurs (Ott et *al.*, 2004, p.48). Le futur régime doit être : 1) *adéquat*, c'est-à-dire qu'il respecte l'objectif ultime de la convention ; 2) *équitable* ; 3) axé sur le *développement* des PED (Ott et *al.*, 2004, p.48).

4.2.1 Responsabilité

La PDSN répond bien à cette revendication. Elle fait très fréquemment référence à la responsabilité des pays développés (voir par exemple, Ott et *al.*, 2004, p.3) et, dans une moindre mesure, aux responsabilités communes mais différenciées et à la responsabilité historique. Au niveau concret, le mode de division des engagements qu'elle suggère constitue une intégration significative de cette préoccupation.

Elle propose notamment un renforcement des engagements des pays développés. Il est tantôt question de « grandes réductions », tantôt que leurs émissions soient « réduites radicalement » (Ott et *al.*, 2004, p.1 et p.16). Malgré ces variantes, l'idée générale est

⁶⁸ Pour effectuer les calculs, des données telles que l'indice de développement humain (IDH) et le taux d'émission par habitant sont utilisées. Voir le Tableau 1 de la proposition (Ott et *al.*, 2004, p.28-29).

d'imposer de forts engagements aux pays développés, ce qui représente une prise en considération de leur responsabilité élevée. De plus, les pays du Nord ont la responsabilité de fournir des ressources significatives aux PED pour l'atténuation et l'adaptation (Ott et *al.*, 2004, p.32).

Toutefois, les engagements d'atténuation ne sont pas précisés. En effet, la PDSN ne fournit pas de pourcentages approximatifs sur les cibles de réductions des émissions pour chaque catégorie de pays. Les pays développés pourraient tirer avantage d'une telle imprécision, et ce, en essayant de négocier à la baisse leurs engagements. Cependant, ce risque est limité, car la PDSN précise que les engagements du Nord constituent des cibles *absolues* de *réduction* (Ott et *al.*, 2004, p.34). De surcroît, la proposition évoque les objectifs ambitieux discutés par certains pays, par exemple 60 pourcent de réduction absolue pour le Royaume-Uni d'ici à 2050 (Ott et *al.*, 2004, p.20).

Les auteurs disent tenir compte de la responsabilité historique des émissions (Ott et *al.*, 2004, p.26). Cependant, en réalité, la dimension historique n'est que partiellement considérée. En effet, les auteurs proposent de calculer les émissions cumulatives par pays depuis 1990 seulement, au lieu de le faire depuis les débuts de l'industrialisation (Ott et *al.*, 2004, p.26). Conséquemment, c'est plutôt la responsabilité *récente* des émissions qui est considérée. Ce point s'avère peu attrayant pour les PED, eux qui revendiquent la prise en considération des émissions à long terme dans le passé (Bodansky, 1993 ; Grubb, 1995). La PDSN légitime ce choix en soutenant qu'il ne faut pas « punir » les pays développés pour leurs émissions précédant la décennie 1990, car à cette époque on connaissait encore mal les causes et les conséquences des changements climatiques (Ott et *al.*, 2004, p.26).

Dans l'ensemble, la PDSN prévoit tout de même des engagements significatifs aux pays développés, ce qui répond globalement à la préoccupation des PED. Cependant, les types d'engagements proposés pour certaines catégories de PED risquent d'être mal reçus. Notamment, les « pays nouvellement industrialisés » et les « PED en industrialisation rapide » sont soumis à des limitations *absolues* et éventuellement obligatoires de leurs émissions (Ott et *al.*, 2004, p.34). Les PED visés en seraient sans doute insatisfaits. En

revanche, ces engagements peuvent satisfaire les PED particulièrement vulnérables (par exemple, les PEID) qui demandent que les PED plus « avancés » fassent des efforts significatifs (Coye-Felson, 2007, p.4). À tout le moins, la PDSN prévoit que le Nord fournisse des transferts financiers et technologiques spécifiques afin d'aider les deux catégories de PED visés à atteindre leurs objectifs (Ott et *al.*, 2004, p.34).

Dans l'ensemble, les demandes de la PDSN envers les PED restent modérées : la proposition prévoit notamment des cibles volontaires en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables. De même, les auteurs suggèrent que les PED se dotent de politiques et mesures pour le développement durable⁶⁹ qui seraient pour la plupart financées par le Nord (Ott et *al.*, 2004, p.34).

4.2.2 Mode de vie

La PDSN offre une réponse positive, bien que modérée, à cette revendication. Les auteurs énoncent de façon explicite le lien existant entre les émissions élevées par habitant et le niveau de vie, s'adressant visiblement aux pays développés (Ott et *al.*, 2004, p.27). Ils soulignent la chose suivante :

Des émissions per capita élevées suggèrent des modèles de consommation non durables, ce qui implique un potentiel de réduction considérable des gaz à effet de serre sans menacer un niveau de développement de base, par exemple par des changements dans le mode de vie. (Ott et *al.*, 2004, p.27)⁷⁰

Devant ce constat, la PDSN souligne l'importance des changements de comportements de consommation dans ces pays (Ott et *al.*, 2004, p.27). Toutefois, les auteurs ne s'avancent pas au sujet d'actions ou de mesures pouvant mener à bien ces changements.

⁶⁹ Ces politiques et mesures font d'ailleurs l'objet d'une proposition de traité en soi, comme on l'a vu dans le chapitre I, en page 36.

⁷⁰ Traduction de: « High per capita emissions suggest unsustainable consumption patterns, which implies considerable potential to mitigate without endangering a basic level of development, e.g. by life style changes ».

La proposition se réfère à un autre concept lié au niveau de consommation élevé des pays développés : les émissions « de luxe » (*luxury emissions*) (Ott et *al.*, 2004, p.20). Ce concept consiste à prévoir des cibles de réduction pour les émissions provenant d'une satisfaction de besoins accessoires. À l'opposé, les émissions reliées à la satisfaction des besoins humains de base n'ont pas à être réduites. La PDSN sous-entend que les émissions de luxe sont surtout reliées à la consommation du Nord.

Il est positif pour les PED que la PDSN inclue ces aspects. En fait, c'est la seule proposition qui, parmi les quatre propositions de traités, intègre la transformation du mode de vie. Toutefois, cette intégration est d'ordre très général ; elle ne se traduit pas en des mesures spécifiques. En ce sens, sa prise en considération est moyenne.

4.2.3 Adaptation

La proposition accorde une place significative à cette préoccupation. Elle est considérée comme un *pilier* de la lutte contre les changements climatiques, et ce, parallèlement à l'atténuation (Ott et *al.*, 2004, p.15). Les auteurs soutiennent que la mise en place de mesures d'adaptation constitue une *priorité urgente* (Ott et *al.*, 2004, p.35). De même, ils soulignent que sa prise en considération est nécessaire à la poursuite des négociations (Ott et *al.*, 2004, p.33). L'importance explicite accordée à l'adaptation s'illustre par plusieurs pistes d'actions.

En effet, la PDSN prévoit notamment que les pays développés assurent un meilleur financement de l'adaptation dans les PED, et ce, en se fondant sur le principe pollueur-payeur (Ott et *al.*, 2004, p.36). En ce sens, la proposition suggère également de créer un accord spécifique de partage du fardeau au sein des pays développés afin d'assurer ce financement (Ott et *al.*, 2004, p.35). Cela permettrait d'augmenter les contributions existantes qui s'avèrent peu élevées comparativement aux besoins des PED.

Par ailleurs, la PDSN répond à un besoin particulier des PED dans ce contexte ; celui d'obtenir du financement pour des projets d'adaptation aux impacts exclusivement locaux. Pour ce faire, elle propose de modifier les règles de fonctionnement du mécanisme financier

du régime actuel, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). La proposition vise ainsi à faciliter le financement de projets n'ayant des impacts positifs qu'au niveau local (Ott et *al.*, 2004, p.36). En contraste, les règles actuelles du FEM exigent que tout projet d'adaptation ait des répercussions positives à l'échelle globale. Cette mesure permettrait donc d'améliorer la situation.

En outre, la PDSN a le mérite de suggérer la mise en place de vecteurs spécifiques de financement nouveau et additionnel pour l'adaptation des PED (Ott et *al.*, 2004, p.25). Toutefois, la plus grande partie de l'aide prévue vise principalement l'atténuation des changements climatiques. En effet, lorsqu'on observe la division des engagements pour chacune des six catégories de pays, on constate que les transferts visent d'abord l'atténuation (Ott et *al.*, 2004, p.34)⁷¹. Ainsi, le financement de l'adaptation ne revêt pas autant d'importance que celui de la réduction des émissions.

En revanche, les auteurs promeuvent l'intégration des activités d'adaptation aux initiatives d'atténuation, et vice-versa, afin de maximiser la *synergie* des projets. Ils suggèrent de combiner ces deux aspects dans toute action reliée au climat afin d'augmenter les effets positifs dans les deux domaines (Ott et *al.*, 2004, p.19). Cela peut être bénéfique pour les PED, mais seulement si cette mise en commun (cette synergie) ne leur ajoute pas de responsabilités d'atténuation. Par exemple, l'intégration de mesures d'atténuation aux projets d'adaptation ne doit pas imposer des charges supplémentaires aux PED. De même, il ne faut pas que les ressources octroyées pour l'adaptation soient dérivées pour des actions d'atténuation. En résumé, l'idée de la synergie est positive, mais dans la mesure où la capacité limitée des PED à s'investir dans la lutte contre les changements climatiques soit protégée.

En outre, la PDSN considère la vulnérabilité des PED d'une manière particulière. D'une part, elle accorde une attention prioritaire aux sous-groupes de PED les plus vulnérables, répondant ainsi à la revendication spécifique de plusieurs d'entre eux (telle que rapportée, par

⁷¹ Voir au bas à gauche du tableau où l'atténuation (*mitigation*) est le seul objectif désigné des transferts : « Commitments to provide financial and technological resources to support mitigation activities ».

exemple, par Denton et *al.*, 2001, et Ghina, 2003). La proposition suggère d'améliorer les transferts visant à contrer la vulnérabilité des pays « *pauvres* », et particulièrement les communautés les plus *pauvres* de ces pays (Ott et *al.*, 2004, p.17). D'autre part, la PDSN répond concrètement aux craintes des PED concernant les événements climatiques extrêmes, ou plus précisément les catastrophes naturelles amplifiées par les changements climatiques : elle propose d'instaurer un système d'assurance international pour dédommager les pays ou les communautés touchées. Le fonctionnement de ce système est assuré par la création d'un fonds international qui garantit une sécurité financière aux assureurs régionaux (Ott et *al.*, 2004, p.36).

4.2.4 Développement

La PDSN tient moyennement compte de cette revendication. Elle répond de façon ambiguë à cette préoccupation. Alors que le développement économique des PED constitue une de ses priorités officielles, le développement durable des PED s'avère prioritaire. En fait, la dimension environnementale du développement durable est mise de l'avant de manière significative dans la proposition (Ott et *al.*, 2004, p.17). Cela limite la place accordée au droit au développement des PED.

Pourtant, la PDSN se réfère à plusieurs reprises au développement. Par exemple, elle affirme que la lutte future contre les changements climatiques ne doit pas « mettre en péril les besoins de base des PED en matière de développement » (Ott et *al.*, 2004, p.1)⁷². En ce sens, la PDSN semble reconnaître le droit au développement comme une priorité. De plus, les auteurs érigent l'amélioration du bien-être humain – ce qui réfère également au développement – comme une condition préalable à la participation des PED aux efforts d'atténuation (Ott et *al.*, 2004, p.17 et 18). Enfin, les auteurs reconnaissent – bien qu'indirectement – ce droit en traitant de l'éradication de la pauvreté : ils admettent que la résolution de ce problème entraîne une « hausse *inévitabile* dans les émissions de carbone à moyen-terme » (Ott et *al.*, 2004, p.16)⁷³.

⁷² Traduction de « ... without jeopardizing the basic development needs of developing countries ».

⁷³ Traduction de : « entails [...] an unavoidable near-term rise in carbon emissions ».

Malgré cette considération du droit au développement, le développement durable constitue la priorité dans la PDSN. D'une part, les auteurs désignent le développement durable comme toile de fond pour les actions d'atténuation et d'adaptation (Ott et *al.*, 2004, p.17). D'autre part, les engagements rigides prévus pour certains PED en constituent une manifestation. En effet, les cibles absolues et éventuellement obligatoires de limitation d'émissions prévues pour les « pays nouvellement industrialisés » et les « PED en industrialisation rapide » (Ott et *al.*, 2004, p.34) s'inscrivent dans le développement durable.

Certes, cette priorité donnée au développement durable est bénéfique d'un point de vue environnemental. Elle répond d'ailleurs aux préoccupations de plusieurs PED (voir par exemple, Najam et *al.*, 2003). Toutefois, l'ensemble des PED revendiquent en priorité le droit au développement (Gupta, 1998 ; Mwandosya, 1999), et ce, malgré les inquiétudes légitimes de la communauté internationale concernant les changements climatiques.

Pour cette raison, les pays nouvellement industrialisés et les PED en industrialisation rapide seraient certainement insatisfaits qu'on leur attribue des cibles absolues de limitation des émissions. À cet égard, la PDSN tente de se faire rassurante. Elle présente le développement comme une variable devant évoluer de pair avec les initiatives de réduction des émissions dans les PED. Les actions d'atténuation doivent contribuer à leur développement, et ce, en s'appuyant sur des transferts technologiques et financiers (Ott et *al.*, 2004, p.17). En fait, ces transferts constituent la principale mesure prévue pour assurer le développement (durable).

4.2.5 Transferts et renforcement des capacités

La proposition du Dialogue Sud-Nord répond bien à cette préoccupation. Elle parle fréquemment des aides financière et technologique à fournir aux pays du Sud. Elle propose notamment que ces aides soient « substantielles » (Ott et *al.*, 2004, p.17). L'objectif officiel de ces transferts est le développement durable : les auteurs affirment que les pays développés

« doivent fournir des ressources financières et technologiques [...] [pour] le développement à basses émissions... » des PED (Ott et *al.*, 2004, p.20)⁷⁴.

L'attention accordée aux transferts porte surtout sur le volet financier. L'aide financière est présentée comme une condition *de base* à la réalisation des deux objectifs centraux du traité que sont l'atténuation et l'adaptation (Ott et *al.*, 2004, p.31). Plus particulièrement, la PDSN répond à la revendication des PED voulant que l'aide octroyée ne remplace pas l'aide publique au développement. En effet, les transferts financiers prévus sont *nouveaux et additionnels* (Ott et *al.*, 2004, p.35), que ce soit pour l'adaptation ou l'atténuation.

Les auteurs définissent sommairement l'ampleur de ces engagements. Par exemple, les « pays industrialisés avancés » ont à effectuer des paiements *élevés* aux quatre sous-catégories de PED. De leur côté, les pays « à économies en transition » fournissent des paiements *peu élevés* ou *nuls*, selon les circonstances (Ott et *al.*, 2004, p.9). Cependant, la proposition ne définit pas de montants précis ou de système de calcul concernant ces transferts. Comme on l'a vu, ce type d'imprécision s'observait également concernant l'ampleur des engagements d'atténuation prévus par la PDSN pour chaque catégorie de pays. Aucun chiffre n'était fourni sur cette question, ce qui permet aux pays développés d'en fournir une interprétation à leur avantage. L'imprécision concernant les transferts pose le même risque et soulève donc la question suivante : comment les pays développés interprètent-ils l'idée de « transferts élevés » ? Sans aucun doute, leur conception des transferts élevés engage des montants d'argent plus petits que ne le souhaitent les PED.

Par ailleurs, la PDSN intègre bien le renforcement des capacités ; elle reconnaît que le besoin des PED est « énorme » (Ott et *al.*, 2004, p.35). De plus, les auteurs affirment que les ressources et l'assistance à cet égard doivent aller bien au-delà de ce qui a été fait jusqu'à maintenant (Ott et *al.*, 2004, p.2). Cependant, la proposition ne fournit pas de chiffre sur cet aspect.

⁷⁴ Traduction de : « ...the countries must also provide financial and technological resources to help enable what needs to happen in Non-Annex I countries – development with low emissions. »

En revanche, les auteurs proposent des domaines particuliers pour le renforcement : augmenter les capacités des PED concernant l'évaluation de leur vulnérabilité aux impacts des changements climatiques et leurs capacités de négociation (Ott et *al.*, 2004, p.6). La PDSN promeut également une meilleure prise en considération de certains types de capacités : entre autres, l'habileté des PED à développer des projets (d'adaptation) éligibles au financement ou encore à évaluer leurs besoins en matière d'adaptation. Ce dernier point constitue, pour les auteurs, une priorité « absolue » (Ott et *al.*, 2004, p.35).

4.2.6 Équité

La proposition du Dialogue Sud-Nord intègre bien cette revendication. C'est sans contredire son aspect le plus central. Notamment, le titre de la proposition intègre directement l'équité (*South-North dialogue on equity in the greenhouse*). De plus, les auteurs érigent l'équité comme *condition absolument nécessaire* à la réussite du défi de stabiliser le climat (Ott et *al.*, 2004, p.15). Ils soulignent qu'elle doit être pleinement reflétée dans le régime futur (Ott et *al.*, 2004, p.IV). Au-delà de ces affirmations générales des auteurs, l'importance accordée à l'équité s'illustre par la prise en considération positive de l'adaptation, des transferts et des capacités, de la responsabilité et de la transformation du mode de vie. Le tableau ci-dessous résume la situation.

Tableau 4.2
Synthèse de la prise en considération
des revendications des PED dans la proposition du Dialogue Sud-Nord

		Prise en considération
Revendications	1. Responsabilité	2
	2. Mode de vie	1
	3. Adaptation	2
	4. Développement	1
	5. Transferts et renforcement des capacités	2
	6. Équité	2

Légende :

0 : Prise en considération faible ou nulle

1 : Prise en considération moyenne

2 : Bonne ou très bonne prise en considération

L'adaptation retient une attention significative. Comme on l'a vu, la PDSN prévoit, entre autres, la création d'un mécanisme de partage du fardeau au sein des pays développés pour l'adaptation des PED. Elle prévoit également la mise en place d'un système d'assurance international contre les catastrophes climatiques (Ott et *al.*, 2004, p.36). Les transferts financiers et technologiques et le renforcement des capacités sont également bien intégrés à la PDSN: les auteurs suggèrent, notamment, des transferts substantiels et précisent plusieurs domaines d'action pour le renforcement des capacités (Ott et *al.*, 2004, p.6). Cependant, la proposition manque de précision (par exemple, elle ne présente pas de chiffres) concernant les mesures prévues pour l'adaptation, les transferts et les capacités.

La PDSN se révèle assez équitable en ce qui concerne la responsabilité et la transformation du mode de vie des pays du Nord, même si des nuances s'imposent. Du côté de la responsabilité, la mise en place des six catégories d'engagements – avec des engagements renforcés pour les pays développés- (Ott et *al.*, 2004, p.32) permet de refléter plus justement la variation des conditions de chaque pays. Cependant, la PDSN attribue des cibles éventuellement obligatoires à deux catégories de PED, et ce, malgré leur responsabilité

historique très limitée dans les émissions. Rappelons toutefois que ces PED reçoivent des transferts du Nord pour remplir ces obligations (Ott et *al.*, 2004, p.34). Par ailleurs, la proposition parle de la transformation du mode de vie et, notamment, de la nécessaire transformation des comportements de consommation (Ott et *al.*, 2004, p.27). Toutefois, cette prise en considération ne s'illustre que par quelques affirmations générales ; elle n'est pas relayée par des pistes d'actions.

La PDSN s'avère moyennement équitable concernant le développement. Certes, elle reconnaît le droit au développement des PED au niveau des affirmations générales. Toutefois, elle tient un double discours où elle priorise en réalité le développement durable (voir par exemple Ott et *al.*, 2004, p.17).

Concernant l'équité procédurale, la PDSN amène plusieurs points positifs. D'une part, elle suggère une plus grande participation des acteurs sociaux traditionnellement exclus des négociations internationales. Par exemple, les auteurs soulignent « ...que les organisations non gouvernementales et la société civile du Sud sont cruciales pour l'avenir du régime sur le climat... » (Ott et *al.*, 2004, p.48). D'autre part, la considération du renforcement des capacités par la PDSN touche, entre autres, à l'aspect procédural. En effet, la proposition suggère de renforcer les capacités des PED à s'engager plus activement dans l'établissement du régime futur (Ott et *al.*, 2004, p.17).

Plus largement, la démarche même d'élaboration de la proposition révèle un esprit d'équité procédurale, car l'objectif du Dialogue était d'intégrer les intérêts des PED et des pays développés. De même, le nombre de chercheurs provenant de PED ayant participé au Dialogue était majoritaire (Ott et *al.*, 2004, p.48-49). Cette discrimination positive permet de lutter contre la sous-représentation du Sud dans les négociations.

4.3 L'Approche par secteurs (APS) (de Schmidt et *al.*, 2006)

Cette proposition publiée en 2006 a été élaborée par quatre chercheurs des États-Unis : Jake Schmidt, Ned Helme, Jin Lee et Mark Houdashelt. Elle s'inspire d'un dialogue international

de trois ans portant sur le potentiel des approches sectorielles pour l'après-Kyoto. Ce dialogue incluait des acteurs sociaux des PED comme des pays développés. La proposition ne représente toutefois que le point de vue de l'organisation à laquelle les quatre auteurs sont reliés, soit le *Center for Clean air policy* (CCAP) (Schmidt et *al.*, 2006, p. i).

L'Approche par secteurs (APS) de Schmidt et *al.* a pour but premier d'inclure les PED qui émettent de grandes quantités de gaz à effet de serre (la Chine et l'Inde, par exemple) dans la lutte contre les changements climatiques (Schmidt et *al.*, 2006, p. 2)⁷⁵. Elle le fait en prévoyant des engagements de réduction des émissions pour des *secteurs* économiques spécifiques dans ces pays, d'où son appellation d'Approche par secteurs⁷⁶. Les auteurs estiment qu'il est politiquement difficile d'imposer des engagements significatifs à l'ensemble des PED. En conséquence, ils ciblent un nombre limité de PED qui représentent une grande proportion des émissions pour certains secteurs économiques majeurs : par exemple, dans le secteur de l'industrie chimique et pétrolière, seuls neuf pays en développement produisaient, en 2000, environ 80 pourcent des émissions totales de tous les PED (Schmidt et *al.*, 2006, p.8).

Schmidt et *al.* proposent des limitations d'émissions pour quelques secteurs importants, et ce, éventuellement dans les dix PED qui émettent le plus de gaz à effet de serre dans chacun des secteurs (Schmidt et *al.*, 2006, p.9). L'électricité et le raffinage du pétrole, notamment, sont deux secteurs visés. Les secteurs retenus relèvent des domaines de la production d'énergie et des procédés industriels (Schmidt et *al.*, 2006, p.9). Par contraste, appliquer le modèle Kyoto reviendrait à imposer des engagements pour *tous* les secteurs économiques des PED.

L'Approche par secteurs vise, entre autres, à simplifier les négociations internationales : les auteurs affirment que de se centrer sur quelques secteurs seulement est plus facile à négocier et à administrer (Schmidt et *al.*, 2006, p.2). Notamment, le nombre d'acteurs importants dans certains secteurs économiques – par exemple les dirigeants de multinationales- est peu élevé.

⁷⁵ Soulignons que les numéros de pages mis en référence auteur-date correspondent généralement au *corps* du texte de l'APS. Les auteurs ont numéroté les pages de leur résumé exécutif avec les mêmes numéros, ce qui peut causer de la confusion. Pour éviter un tel problème, nous indiquons explicitement quand nous nous référons au résumé, par exemple en écrivant « p.2 du résumé ».

⁷⁶ Elle prévoit, évidemment, des objectifs pour les pays développés également. Ce point est détaillé ci-dessous.

Il est dès lors plus simple d'effectuer les négociations avec ce nombre limité d'acteurs (Schmidt et *al.*, 2006, p.2).

Soulignons que les engagements de limitation par secteurs dans les PED retenus sont volontaires (Schmidt et *al.*, 2006, p.4). De plus, il ne s'agit pas de cibles absolues de réduction, mais bien de limitation de l'*intensité* des émissions dans chaque secteur (Schmidt et *al.*, 2006, p.4). Ainsi, les gaz à effet de serre totaux produits par l'Inde, par exemple, peuvent continuer à s'élever, mais l'utilisation de techniques plus propres permet de ralentir la production des rejets polluants (d'où le concept d'« intensité »).

Enfin, les auteurs proposent d'également utiliser l'Approche par secteurs pour déterminer les engagements des pays développés, mais d'une manière différente : ils prévoient des cibles de réduction *absolue* et obligatoire des émissions pour ces pays, et *non pas* des limitations volontaires en termes d'intensité (Schmidt et *al.*, 2006, p.15). Un objectif national de réduction d'émission est calculé pour chaque pays développé en résultat d'une addition des cibles prévues pour chaque secteur économique (Schmidt et *al.*, 2006, p.2 du résumé).

4.3.1 Responsabilité

L'Approche par secteurs (APS) satisfait bien cette revendication. Malgré une faible considération explicite de la responsabilité ou du principe des responsabilités communes mais différenciées⁷⁷, la différenciation des engagements prévus reflète une intégration assez forte de cette revendication. Notamment, les pays développés ont des engagements renforcés de réduction des gaz à effet de serre (Schmidt et *al.*, 2006, p.15). Bien que des engagements d'atténuation soient prévus pour plusieurs PED – du moins concernant certains de leurs secteurs économiques-, ils sont relativement modestes et demeurent volontaires.

Plusieurs facettes des engagements prévus pour les pays développés reflètent une prise en considération significative de leur grande responsabilité dans les changements climatiques.

⁷⁷ Par exemple, il n'est question qu'une seule fois de ce principe, et c'est au sujet des différences entre les PED les plus pollueurs, et non entre les PED et les pays développés (voir Schmidt et *al.*, 2006, p.15).

Tout d'abord, leurs cibles de réduction sont absolues (Schmidt et *al.*, 2006, p.15). De plus, ces cibles sont obligatoires (Schmidt et *al.*, 2006, p.5)⁷⁸. La proposition ne précise toutefois pas les pénalités imposées en cas de non respect des cibles. Par ailleurs, les auteurs ont le mérite de proposer une période clairement définie pour la première phase de respect des engagements sous l'APS, soit de 2012 à 2020 (Schmidt et *al.*, 2006, p.17)⁷⁹. Cette première période s'inscrit d'ailleurs dans un horizon à plus long terme s'échelonnant jusqu'à 2050.

De plus, l'APS prévoit des scénarios précis de réduction d'émissions qui renforcent Kyoto. Par exemple, la proposition suggère un scénario « fort » où les pays développés ont à réduire leurs émissions en moyenne de 30 pourcent sous les niveaux 1990, et ce, d'ici à 2020 (Schmidt et *al.*, 2006, p.17). Une autre possibilité, le scénario « doux », prévoit 15 pourcent de réduction pour ces mêmes années. Les auteurs privilégient toutefois le scénario fort (Schmidt et *al.*, 2006, p.19), ce qui s'avère satisfaisant pour les PED. Cela constitue une prise en considération substantielle de la responsabilité historique des émissions.

Cependant, une faille de la proposition fait ombre au tableau : Schmidt et *al.* accordent une « permission spéciale » aux États-Unis. Par exemple, dans le scénario fort, ce pays n'a à abaisser ses émissions qu'à un niveau égal à celui de 1990 (donc zéro pourcent de réduction) (Schmidt et *al.*, 2006, p.17). Cela contraste énormément avec la moyenne prévue de 30 pourcent de réduction pour les autres pays développés. Évidemment, un certain réalisme politique sous-tend cette « permission », car elle peut inciter les États-Unis à ne plus bouter le principe des cibles absolues. Cependant, l'ampleur de ce privilège serait probablement mal reçue par la communauté internationale. La cible prévue pour les États-Unis aurait donc dû être plus sévère.

Du côté des PED, la souplesse des engagements prévus reflète une considération adéquate de leur faible responsabilité dans les changements climatiques. Tout d'abord, les cibles ne concernent qu'un nombre limité de secteurs économiques, et ce, dans un petit nombre de

⁷⁸ C'est du moins la signification admissible du mot « hard », utilisé dans le texte pour définir ces cibles.

⁷⁹ Comme la période de respect du protocole de Kyoto se termine justement en 2012, on peut déduire que la phase proposée de 2012 à 2020 de l'APS débute à fin de l'année 2012 (les auteurs ne précisent pas ce point).

PED. De plus, elles sont volontaires et constituent une limitation de l'*intensité* des émissions (Schmidt et *al.*, 2006, p.4).

Aussi, les auteurs prévoient deux mesures spéciales pour inciter les PED à respecter leurs engagements, ce qui reconnaît également leur responsabilité limitée dans les changements climatiques. D'une part, leurs engagements sont « sans perte » (*no lose*), c'est-à-dire que les PED ne sont pas sanctionnés s'ils n'atteignent pas leurs objectifs (Schmidt et *al.*, 2006, p.9). Cela signifie également que si ces pays font mieux que leurs objectifs prévus, ils sont récompensés par l'octroi de crédits de réduction d'émissions pouvant être vendus aux pays développés. Ces crédits se nomment « réductions certifiées d'émissions » (Schmidt et *al.*, 2006, p.3 du résumé). D'autre part, la proposition prévoit un programme d'assistance et de financement technologiques assumé par le Nord afin d'inciter les grands PED à prendre des engagements « agressifs » de limitation des gaz à effet de serre (Schmidt et *al.*, 2006, p.13). Essentiellement, ce programme vise à faciliter le développement des technologies plus vertes dans ces pays. Même si certains PED ont des engagements de limitation des émissions (par exemple la Chine et l'Inde), ce programme permet un transfert partiel de responsabilité sur les pays du Nord.

Inversement, la mise en place des cibles sans perte pour les PED peut entraîner un effet négatif : il risque de minimiser la prise de responsabilité par les pays développés, car il constitue un quatrième mécanisme de marché. En effet, les PED qui dépassent leurs objectifs sans perte peuvent vendre leurs « réductions certifiées d'émissions » aux pays développés (Schmidt et *al.*, 2006, p.13). Ce quatrième mécanisme s'ajoute aux trois mécanismes existants : le mécanisme pour un développement propre (MDP), la mise en œuvre conjointe (MOC) et le système d'échange de droits d'émissions (SÉDÉ). Les pays développés disposent ainsi d'une voie supplémentaire pour acheter des réductions d'émissions réalisées à l'étranger, et non pas effectuées chez eux. Certes, les quelques PED bénéficiant des cibles sans perte envisageraient d'un bon œil ce mécanisme. Cependant, l'ensemble des PED seraient sans doute insatisfaits que les pays du Nord disposent d'un moyen additionnel d'échapper aux réductions domestiques. Rappelons que les PED

considèrent que la limitation des efforts des pays développés à l'intérieur de leurs frontières constitue une fuite de responsabilité (India Climate Justice Forum, 2002).

4.3.2 Mode de vie

L'Approche par secteurs de Schmidt *et al.* n'aborde pas cette préoccupation, que ce soit de manière explicite ou implicite. Certes, elle prévoit que les pays développés assument significativement leur responsabilité dans les changements climatiques (Schmidt *et al.*, 2006, p.15). Cependant, les moyens proposés pour atteindre cet objectif ne font pas référence à une éventuelle transformation du mode de vie ou à une diminution du niveau de consommation. Plutôt, l'APS mise notamment sur un recours accru au marché via l'instauration du quatrième mécanisme lié aux cibles sans perte (Schmidt *et al.*, 2006, p.13). Ce dernier permet aux pays développés de réduire au maximum les efforts à déployer à l'intérieur de leurs frontières. Ainsi, il devient moins nécessaire que ces pays transforment leur mode de vie.

En fait, l'absence de considération de cette revendication s'explique peut-être, en partie, par la provenance occidentale – et plus spécialement États-Unienne- de l'organisation à l'origine de la proposition (*Center for clean air policy* [CCAP]). Les auteurs reconnaissent d'ailleurs que l'APS représente seulement le point de vue du *Center for clean air policy* (Schmidt *et al.*, 2006, p. i). La proposition ne représente donc pas une synthèse des points de vue des acteurs internationaux ayant participé au dialogue précédant sa parution⁸⁰. Dès lors, il n'est pas étonnant que l'APS ne traite pas du mode de vie, car la remise en question à cet égard est encore marginale dans la mentalité occidentale.

4.3.3 Adaptation

La proposition de Schmidt *et al.* ne considère pas l'adaptation. Aucune référence explicite ou implicite n'y est faite, pas plus qu'à la vulnérabilité. Ce fait est tout de même étonnant, considérant que l'adaptation constitue une préoccupation majeure que les PED ont mise de l'avant au fil des ans.

⁸⁰ Rappelons, à cet égard, que plusieurs acteurs sociaux du Sud ont participé à ce dialogue.

Vraisemblablement, cette absence de considération s'explique en partie par la nature particulière de l'APS ; le *Center for clean air policy* (CCAP) conçoit sa proposition comme une éventuelle *composante-clé* du futur régime (Schmidt et *al.*, 2006, p.24). Par l'utilisation du terme « composante », les auteurs semblent sous-entendre qu'ils ne prévoient pas tous les éléments centraux à inclure dans le futur régime. Ils laisseraient ainsi une place à d'autres composantes.

Or, l'absence de considération de l'adaptation est inadmissible pour les PED. L'APS aurait dû minimalement tenir compte de cette revendication. D'ailleurs, toute proposition de traité qui tente de susciter un consensus international doit y faire référence. En réalité, la provenance occidentale du CCAP explique peut-être davantage l'absence d'inclusion de l'adaptation. Ainsi, comme dans le cas de la revendication de transformation du mode de vie, l'origine géographique semble influencer fortement les préoccupations des auteurs. Certes, l'adaptation reçoit une attention croissante dans les pays du Nord. Cependant, son importance reste marginale en comparaison de celle qu'elle a pour les PED. Le raisonnement inverse permet de mieux illustrer cette influence géographique, économique et culturelle : il serait très étonnant qu'une proposition de traité élaborée au Sud ne traite pas d'adaptation.

Dans un autre ordre d'idées, de plus en plus de pays développés soulignent l'importance de maximiser l'intégration mutuelle de l'adaptation et de l'atténuation dans les actions en changements climatiques, ou, en d'autres mots, de promouvoir la « synergie » (Organe subsidiaire d'avis scientifique et technologique [OSAST], 2005, p.6). Dans ce contexte, prévoir un futur régime axé sur l'atténuation sans même toucher à l'adaptation paraît d'autant plus inopportun. Conséquemment, si l'APS est retenue pour édifier le régime à venir, elle sera sans doute restructurée dès le départ afin d'intégrer l'adaptation. Les pays en développement n'accepteront certainement pas cette proposition sans qu'une dimension d'adaptation ne soit ajoutée.

4.3.4 Développement

Cette revendication est plutôt bien intégrée dans la proposition. Au niveau explicite, l'Approche par secteurs en fait peu de cas. Elle ne traite qu'une seule fois du développement, reconnaissant que l'élaboration des engagements de réduction pour les PED doit tenir compte de leurs objectifs de développement déjà établis (Schmidt et *al.*, 2006, p.11). De même, la proposition ne fait pas allusion à l'éradication de la pauvreté. Toutefois, l'APS intègre bien, de manière indirecte, le développement. La souplesse des engagements prévus pour les PED s'inscrit dans cette reconnaissance.

Par exemple, l'engagement de seulement *quelques* PED (ceux dont les émissions sont les plus élevées) (Schmidt et *al.*, 2006, p.4) laisse aux autres PED le plein contrôle de leur développement. De plus, l'aspect volontaire des engagements des PED visés (Schmidt et *al.*, 2006, p.4) leur garantit la possibilité d'éventuellement abandonner leurs engagements. Cette « soupape » de sécurité est avantageuse pour les PED dans le cas où leur développement deviendrait menacé par ces engagements. De même, les cibles d'intensité permettent une « croissance illimitée de la production » (Schmidt et *al.*, 2006, p.16) dans ces pays. Elles visent à ralentir la progression des émissions et non pas à freiner le développement.

Évidemment, la prévision d'engagements de limitation des émissions pour certains PED s'inscrit dans une logique de développement *durable*. Toutefois, la proposition ne fait jamais directement référence à ce principe. Néanmoins, le programme de financement et d'assistance technologique poursuit cet objectif. Il consiste à ce que les pays développés appuient les PED afin que ces derniers renforcent leurs engagements pour la lutte contre les changements climatiques (Schmidt et *al.*, 2006, p.13).

En vertu de ce programme, il apparaît que les pays du Nord sont responsables de la dimension durable du développement des PED. Cependant, en réalité, les pays du Nord n'assument pas complètement leur responsabilité dans ce programme. En effet, les PED visés doivent quand même faire des efforts sans recevoir d'aide du Nord, car le programme ne fait que *renforcer* les cibles des PED *suite* à un certain niveau d'engagement de leur part

(Schmidt et *al.*, 2006, p.13). Dans cette perspective, le développement durable semble en partie « imposé » aux PED concernés. Toutefois, ce n'est pas vraiment le cas, car l'ensemble des engagements des PED restent volontaires, comme on l'a vu (Schmidt et *al.*, 2006, p.4). C'est donc le droit au développement qui, au bout du compte, a préséance.

4.3.5 Transferts et renforcement des capacités

La réponse de l'Approche par secteurs à cette préoccupation est moyenne. Le programme d'assistance et de financement technologiques constitue l'aspect touchant à cette revendication (Schmidt et *al.*, 2006, p.13). Or, les transferts et le renforcement des capacités ne sont pris en considération que d'une manière limitée dans ce programme, et ne sont pas du tout abordés en dehors de celui-ci.

Tout d'abord, la proposition intègre moyennement la question de l'aide financière. Le programme d'assistance contient certes un volet de financement, mais celui-ci vise presque uniquement la facilitation des transferts technologiques. De même, l'APS ne répond que partiellement à la revendication d'additionnalité et de nouveauté de l'aide financière. D'un côté, les pays développés ont à fournir des fonds *nouveaux* aux PED (Schmidt et *al.*, 2006, p.13). De l'autre, des institutions financières internationales et des agences de crédit participent également au financement, mais en réorganisant l'octroi de fonds déjà existants (Schmidt et *al.*, 2006, p.13). De plus, ces fonds ne représentent pas nécessairement tous de l'aide directe. En effet, les auteurs évoquent la possibilité que des prêts constituent une partie de cette aide, parallèlement à des subventions (Schmidt et *al.*, 2006, p.14).

Néanmoins, l'APS a tout de même le mérite de fournir des exemples d'activités concrètes qui peuvent être réalisées par le biais de ce programme. Par exemple, la proposition suggère le financement de projets de démonstration de nouvelles technologies écologiques (Schmidt et *al.*, 2006, p.14). Cependant, en dehors du programme, la proposition ne prévoit pas de transferts financiers pour soutenir d'autres préoccupations des PED telles que l'adaptation.

La prise en considération des transferts de technologies par l'APS est du même ordre. *A priori*, le programme d'assistance et de financement technologiques semble répondre pleinement à cette préoccupation : son objectif est le « développement et le transfert » (Schmidt et *al.*, 2006, p.21) de technologies vertes des pays développés vers les grands PED émergents. Or, comme on l'a vu, le programme ne soutient ces PED qu'après un premier palier d'engagements de leur part. En ce sens, il ne comble qu'une partie de leurs besoins en matière de transferts technologiques. Rappelons que tout effort de réduction des gaz à effet de serre requiert un minimum de ressources, qui incluent bien souvent des moyens technologiques.

Du côté du renforcement des capacités, la proposition s'avère là aussi moyennement attrayante pour les PED. La prise en considération de cette préoccupation est plutôt modeste au sein du programme d'assistance. Ce dernier prévoit que les PED identifient les réalités faisant obstacle au développement de leurs capacités en matière de technologies vertes (Schmidt et *al.*, 2006, p.13). Il vise également à épauler les PED afin que leurs technologies écologiques soient compétitives avec les technologies traditionnelles (Schmidt et *al.*, 2006, p.14). Toutefois, ces mesures se limitent au strict domaine des capacités technologiques. L'APS ne considère pas d'autres types importants de renforcement des capacités, par exemple les capacités touchant aux questions d'adaptation.

4.3.6 Équité

En somme, la proposition de Schmidt et *al.* se révèle moyennement équitable. Elle ne fait d'ailleurs référence au principe d'équité que d'une manière secondaire, et ce, très peu fréquemment⁸¹. De plus, elle tient compte des revendications des PED d'une manière très inégale. Le tableau ci-dessous, qui résume l'analyse réalisée dans cette section, illustre cette grande variabilité.

⁸¹ Les deux seules références explicites à l'équité se retrouvent aux pages 2 et 12 du texte (Schmidt et *al.*, 2006).

Tableau 4.3
Synthèse de la prise en considération
des revendications des PED dans l'Approche par secteurs

		Prise en considération
Revendications	1. Responsabilité	2
	2. Mode de vie	0
	3. Adaptation	0
	4. Développement	2
	5. Transferts et renforcement des capacités	1
	6. Équité	1

Légende :

0 : Prise en considération faible ou nulle

1 : Prise en considération moyenne

2 : Bonne ou très bonne prise en considération

La prise en considération de la responsabilité des pays développés s'avère équitable envers les PED. Comme on l'a vu, des engagements significatifs sont prévus pour ces pays d'ici à 2020. Les auteurs privilégient d'ailleurs le scénario de 30 pourcent de réduction des émissions sous les niveaux de 1990 pour ces pays. Rappelons cependant que le grand privilège accordé aux États-Unis constitue une limite de la proposition concernant la responsabilité. En effet, ce pays ne doit réduire ses émissions qu'au niveau de 1990 d'ici à 2020, soit zéro pourcent de réduction (Schmidt et *al.*, 2006, p.17). Par ailleurs, l'engagement des PED est très souple (les cibles sont volontaires), ce qui respecte leur responsabilité limitée.

La place significative accordée au développement des PED s'inscrit également dans une poursuite d'équité. Notamment, la limitation des engagements à un nombre restreint de PED et de secteurs économiques ainsi que leur aspect volontaire et *intensif* (Schmidt et *al.*, 2006, p.4) contribuent à cet aspect positif pour les PED.

À l'opposé, l'absence de considération de la transformation du mode de vie des pays du Nord et de l'adaptation constitue une lacune sérieuse en matière d'équité. Par ailleurs, la proposition s'avère moyennement équitable concernant son intégration des transferts financiers et technologiques et du renforcement des capacités. Leur niveau d'inclusion est, en effet, moyen ; le programme d'assistance et de financement technologiques constitue la seule mesure touchant à ces préoccupations. De plus, il n'épaulé les PED qu'à la suite d'un premier pallier d'efforts de leur part (Schmidt et *al.*, 2006, p.13).

Enfin, du côté de l'équité procédurale, la proposition fait une suggestion positive : chaque PED visé par l'accord peut déterminer lui-même ses engagements de limitation des émissions (Schmidt et *al.*, 2006, p.13). Pour ce faire, un PED donné analyse son potentiel d'atténuation dans chaque secteur concerné par le futur régime afin de déterminer l'ampleur possible de ses objectifs. Plutôt que d'imposer par le haut des cibles possiblement non-représentatives de la réalité du terrain (approche *top-down*), cette approche – qui part de la base (*bottom-up*) – peut augmenter les chances que les objectifs soient bel et bien respectés. Soulignons toutefois que les engagements doivent quand même être approuvés, par la suite, par la communauté internationale (Schmidt et *al.*, 2006, p.13).

4.4 La proposition de Sao Paulo (PSP)

Cette proposition publiée en 2006 a été élaborée au Brésil au sein de l'Institut des études avancées de l'Université de Sao Paulo (*Instituto de Estudos Avançados da Universidade de Sao Paulo*). Parmi ses auteurs figurent Gylvan Meira Filho, chercheur pour cette université, et José Goldemberg, secrétaire à l'environnement pour la région de Sao Paulo (Meira Filho et *al.*, 2006). La proposition de Sao Paulo (PSP) a été élaborée en collaboration avec quelques chercheurs des pays développés.

Cette proposition prévoit, pour l'après-Kyoto, des engagements renforcés pour les pays du Nord ainsi qu'un engagement progressif des pays du Sud. Pour ce faire, les auteurs proposent

d'ajouter un amendement au protocole de Kyoto (Meira Filho et *al.*, 2006, p.20)⁸². Les pays de l'actuelle annexe I (pays développés) ont des engagements renforcés, et ce, tout d'abord pour la période allant de 2013 à 2018 (Meira Filho et *al.*, 2006, p.3). Ils ont le choix de combiner trois formes d'engagements, dans la mesure où l'effort global déterminé par l'ensemble des pays est équivalent : 1) des cibles absolues de réduction des émissions ; 2) des cibles d'intensité ; 3) des engagements financiers majeurs pour les activités liées au climat dans les PED (Meira Filho et *al.*, 2006, p.3 et ss.). Ces engagements financiers doivent occuper au moins une petite place dans la combinaison finale d'engagements pour chaque pays.

Les pays en développement, quant à eux, sont invités à poser des actions volontaires. Trois voies sont proposées là aussi : 1) poursuivre la mise en place de projets en vertu du mécanisme pour un développement propre (MPD, un des trois mécanismes de souplesse de Kyoto) ; 2) mettre sur pied des politiques de développement durable ; 3) adopter des cibles de réduction sans perte (*no-lose*) (Meira Filho et *al.*, 2006, p.7). Sous cette troisième voie, les PED n'ont pas de pénalité s'ils ne respectent pas leurs cibles, comme c'est le cas sous l'Approche par secteurs de Schmidt et *al.* Les crédits obtenus par un PED qui fait mieux que sa cible se nomment « unités de réduction volontaire d'émission » (*voluntary emission reduction units* [VERs]) (Meira Filho et *al.*, 2006, p.7).

Ces trois voies volontaires s'appliquent en priorité. Cependant, chaque PED doit éventuellement contracter des engagements de limitation des émissions semblables à ceux des pays développés (Meira Filho et *al.*, 2006, p.9 et ss.). Cette obligation n'est toutefois imposée qu'à partir d'un certain seuil de développement. Celui-ci est déterminé, notamment, par le niveau de responsabilité, la capacité de payer et le potentiel de réduction de chaque PED (Meira Filho et *al.*, 2006, p.9). Ces critères sont semblables à ceux proposés sous la proposition du Dialogue Sud-Nord (voir Ott et *al.*, 2004, p.26-27). Cependant, ils ne sont pas définis de la même manière et leur rôle exact est différent (voir Meira Filho et *al.*, 2006, p.9).

⁸² Ils énoncent d'autres options possibles, par exemple l'adoption d'un nouveau protocole. Néanmoins, ils priorisent l'idée d'un amendement.

Notons que les engagements de limitation des émissions prévus pour les pays développés – et ceux éventuels des PED- sont juridiquement contraignants. Pour ce faire, « les mécanismes et les procédures de respect des dispositions seraient inclus dans les amendements au Protocole » (Meira Filho et *al.*, 2006, p.14)⁸³.

Par ailleurs, afin d'assurer la stabilisation du climat planétaire, la PSP propose d'inscrire les engagements de tous les pays dans des objectifs à long terme. L'un d'entre eux est de stabiliser la concentration atmosphérique en CO₂ à 500 parties par million (PPM) en 2050 (Meira Filho et *al.*, 2006, p.3). Cela offre une vue d'ensemble permettant de réajuster périodiquement les objectifs d'atténuation des pays pour les périodes d'engagement ultérieures à 2018.

Les différentes facettes du traité proposé sont présentées en seize éléments de base (*core elements*). Outre le sujet des types d'engagements, ces éléments concernent, entre autres, une meilleure prise en considération de l'adaptation et de la diffusion des technologies écologiques dans les PED (Meira Filho et *al.*, 2006, p.14 et ss.). L'amélioration du fonctionnement des mécanismes de souplesse et l'inclusion de pays et de secteurs économiques actuellement non-inclus au régime sont d'autres thèmes abordés (Meira Filho et *al.*, 2006, p.18 et ss.). En outre, les auteurs proposent l'adoption de leur traité en 2008 lors de la CP-14/RP-4 (Meira Filho et *al.*, 2006, p.3).

4.4.1 Responsabilité

La proposition satisfait bien cette revendication. Au niveau explicite, le respect des responsabilités communes mais différenciées est présenté comme un objectif central, et ce, parallèlement à l'équité (Meira Filho et *al.*, 2006, p.2). Cette considération se traduit bien dans les modalités d'engagements différenciées prévues pour les pays. Notamment, le renforcement des engagements d'atténuation des pays développés (Meira Filho et *al.*, 2006, p.3 et ss.) constitue une reconnaissance de cet aspect.

⁸³ Traduction de : « The compliance mechanisms and procedures would be included in the amendments of the Kyoto Protocol so they are in a legally binding form ».

En fait, les pays développés n'ont d'autre choix que d'assumer leur responsabilité puisque la PSP prévoit que les dispositions de respect des engagements soient juridiquement contraignantes. La proposition suggère d'ailleurs la négociation de modalités additionnelles concernant la sanction des pays ne respectant pas leurs engagements (Meira Filho et *al.*, 2006, p.14). Un autre volet de la proposition s'ajoute à ces contraintes : les pays membres du traité peuvent imposer des restrictions commerciales envers les pays non-membres dont les activités vont sérieusement à l'encontre de la réduction des émissions de gaz à effet de serre (Meira Filho et *al.*, 2006, p.19).

Inversement, la PSP prévoit des exemptions annuelles d'engagements pour les pays membres qui sont confrontés à de fortes difficultés économiques (Meira Filho et *al.*, 2006, p.6). Cette mesure vise à s'assurer que les pays développés de bonne volonté ne soient pas exclus du régime. Ainsi, la force et la portée du régime sont protégées. Également afin de maximiser l'inclusion, un mécanisme d'examen de demandes d'intégration au traité est prévu. Il permet l'intégration des pays ou des secteurs non-inclus au moment de la signature initiale de l'accord, en 2008. À cet égard, les auteurs font référence, notamment, au secteur de l'aviation internationale, dont les émissions ne sont pas comptabilisées actuellement (Meira Filho et *al.*, 2006, p.18-19). Sans doute, ils sous-entendent également l'inclusion éventuelle des États-Unis.

Bien que plusieurs aspects ci-dessus tiennent compte de la responsabilité des pays développés dans les changements climatiques, la dimension historique de cette revendication est peu considérée. En effet, la prise en considération des émissions cumulatives par la PSP remonte jusqu'à 1990 seulement (Meira Filho et *al.*, 2006, p.24). Cela a pour effet d'accélérer l'inclusion de certains PED, comme on le verra ci-dessous.

Du côté des PED, les trois voies volontaires proposées (MDP, politiques de développement durable et cibles sans perte) constituent une reconnaissance de leur responsabilité limitée dans les changements climatiques. À l'inverse, la prévision d'engagements obligatoires de limitation des émissions à partir d'un certain niveau de développement constitue une contrainte pour les PED. En vertu de cette logique, des pays tels que Singapour et plusieurs

pays producteurs de pétrole (le Qatar, notamment) se voient imposer des engagements obligatoires dès 2013 (Meira Filho et *al.*, 2006, p.25).

Certes, le seuil de passage à ces obligations est déterminé, notamment, par le *niveau de responsabilité* de chaque PED dans les émissions, parallèlement à la capacité de payer et au potentiel de réduction (Meira Filho et *al.*, 2006, p.9). Or, cette mesure serait sans doute contestée par les PED touchés, car leur responsabilité historique réelle est très limitée. En effet, leurs taux élevés d'émissions sont très récents par rapport à ceux des pays développés. Ainsi, cette imposition rapide d'engagements obligatoires résulte du fait que la PSP ne tient compte de la responsabilité historique des émissions que depuis 1990. C'est le point faible de la PSP concernant la revendication de responsabilité.

Il reste que la majorité des autres PED ne doit contracter ce type d'engagement qu'une ou plusieurs décennies suivant les premiers engagements des pays développés (Meira Filho et *al.*, 2006, p.25). Ce délai garantit que le Nord assume un certain leadership dans la lutte contre les changements climatiques.

4.4.2 Mode de vie

La proposition de Sao Paulo n'intègre pas cette préoccupation. En effet, la transformation du mode de vie ou la limitation de la consommation massive du Nord ne retiennent aucune attention. Ce fait est tout de même étonnant, considérant que la PSP a été élaborée essentiellement au Sud.

Bien sûr, les engagements de réduction renforcés pour les pays du Nord peuvent éventuellement les inciter à remettre en question leur mode de vie. Cependant, dans les faits, la PSP n'aborde aucunement ce sujet. De plus, les pays développés disposent d'un quatrième mécanisme de marché (celui des cibles sans perte) leur permettant d'acheter des crédits de réductions d'émissions générés à l'étranger. Cela peut retarder d'autant plus la transformation du mode de vie des populations occidentales. En effet, comme ce mécanisme permet aux

pays développés d'avoir moins d'efforts à déployer à l'intérieur de leurs frontières, la transformation du mode de vie devient moins nécessaire.

Il faut toutefois souligner que les auteurs font référence à une limitation possible du niveau d'utilisation des mécanismes de marché par les pays développés. En effet, ces pays pourraient avoir à effectuer 50 pourcent de leurs réductions au niveau domestique (Meira Filho et *al.*, 2006, p.24). Cet idée n'est cependant présentée que d'une façon secondaire dans la PSP et ne constitue pas une mesure contraignante. En conséquence, la proposition perpétue le *statu quo* ; actuellement, les pays développés sont seulement invités à – et non pas obligés de – limiter l'utilisation de ces mécanismes. Comme on l'a vu, les PED avaient revendiqué qu'un seuil maximal d'utilisation des mécanismes de souplesse soit fixé dans le régime actuel, mais cela n'a pu être adopté (Ravindranath et Sathaye, 2002, p.257).

4.4.3 Adaptation

La proposition de Sao Paulo intègre bien l'adaptation. Elle y reçoit fréquemment une attention explicite. Notamment, les auteurs affirment que leur traité lui accorde « un rôle plus important » (Meira Filho et *al.*, 2006, p.ii) que celui qu'elle a actuellement dans Kyoto. De plus, le dialogue à l'origine de la PSP visait à définir un régime futur incluant, entre autres, l'adaptation (Meira Filho et *al.*, 2006, p.1).

Cette place significative s'illustre par la présence de plusieurs mesures concrètes. Les auteurs prévoient notamment une augmentation du financement pour l'adaptation des PED. Pour ce faire, deux moyens sont proposés. D'un côté, les transferts financiers Nord-Sud prévus en vertu de la troisième voie d'engagement pour les pays développés visent en grande partie l'adaptation. De l'autre, les transactions d'achat, par le Nord, d'unités de réduction volontaire d'émission issues des cibles sans perte sont soumises à une taxe de deux pourcent pour l'adaptation (Meira Filho et *al.*, 2006, p.15).

De même, une phase pilote de mise en œuvre de mesures d'adaptation est déployée, et ce, avant même celle des engagements d'atténuation prévue pour 2013. Cette phase pilote débute

en 2008, soit l'année proposée pour l'adoption du traité (Meira Filho et *al.*, 2006, p.14). Son objectif est la promotion des meilleures pratiques connues en matière d'adaptation. La diffusion de ces pratiques pourrait avoir l'effet positif de combler les lacunes actuelles de connaissances sur les projets d'adaptation dans les PED.

De plus, les auteurs proposent d'instaurer un comité d'experts permanent sur l'adaptation (Meira Filho et *al.*, 2006, p.14). Celui-ci a pour objectif d'assurer une représentation transversale de l'adaptation au sein des différents domaines d'action du régime. Ce point s'avère particulièrement pertinent puisqu'il n'existe présentement pas d'entité consacrée principalement à cette question. Par contraste, plusieurs entités actuelles sont exclusivement dédiées à d'autres volets du régime, par exemple le comité sur le respect des engagements du Protocole ou le groupe d'experts sur les transferts de technologies (GETT).

Par ailleurs, la vulnérabilité des PED reçoit une attention significative. Par exemple, les auteurs proposent que les transferts actuels du Fonds pour l'adaptation soient davantage concentrés sur les pays et les communautés les plus vulnérables (Meira Filho et *al.*, 2006, p.15). De plus, la PSP suggère une mesure palliant aux faibles capacités des PED en matière d'évaluation de leur vulnérabilité : elle prévoit le développement d'outils et de techniques visant à effectuer de meilleures évaluations (Meira Filho et *al.*, 2006, p.15). Ainsi, le financement de l'adaptation serait affecté d'une manière plus judicieuse.

Enfin, la PSP prévoit une mesure concernant les événements climatiques extrêmes, comme le fait la proposition du Dialogue Sud-Nord. Elle suggère d'instaurer un mécanisme d'assurance et de gestion des risques pour les PED contre les impacts de tels événements (Meira Filho et *al.*, 2006, p.15). Cependant, elle ne précise pas si cette initiative est financée par les pays développés ou si elle relève d'autres sources de financement.

4.4.4 Développement

La proposition répond d'une manière plus ou moins satisfaisante à cette revendication. Elle se préoccupe du droit au développement, mais accorde une attention particulière au

développement durable. Au niveau explicite, c'est le développement durable qui retient le plus l'attention des auteurs (Meira Filho et *al.*, 2006, p.i). Le droit au développement a lui aussi sa place, mais ne retient pas une attention explicite. Il est intégré de manière indirecte. Par ailleurs, les auteurs traitent de l'éradication de la pauvreté, et ce, d'une manière très concrète : un des objectifs à long terme du traité est de réduire la faim dans le monde (Meira Filho et *al.*, 2006, p.3).

Certes, la forme volontaire des trois voies d'engagements proposées pour les PED constitue une reconnaissance du droit au développement. En effet, le recours au MDP, aux politiques de développement durable et aux cibles sans perte reste libre pour chaque PED (Meira Filho et *al.*, 2006, p.7). Ceux-ci ont donc le choix de se développer plus durablement ou de conserver un modèle traditionnel de développement. Il peut être profitable pour les PED de s'engager sur l'une ou l'autre des trois voies – et d'ainsi prioriser le développement durable-, car chacune présente un avantage non-négligeable. Par exemple, en participant au MDP ou aux cibles sans perte, les PED obtiennent des avantages (Meira Filho et *al.*, 2006, p.7) qui peuvent faciliter leur développement socio-économique. De même, s'ils mettent en place des politiques de développement durable, ils obtiennent un meilleur accès aux transferts financiers (Meira Filho et *al.*, 2006, p.7). Cela à une condition toutefois : que les limitations d'émissions prévues en vertu de ces politiques soient inscrites à une annexe du protocole révisé, et ce, afin de maximiser les chances qu'elles soient respectées. En bref, ces trois voies s'inscrivent dans une logique de développement durable, mais leur nature volontaire respecte le droit des PED au développement.

En contraste, l'imposition d'engagements obligatoires aux PED à partir d'un certain niveau de développement représente une contrainte à ce droit. En effet, lorsqu'un PED atteint un seuil donné de responsabilité dans les émissions, de capacité de payer et de potentiel de réduction, il *doit* contracter des engagements de limitation de ses émissions (Meira Filho et *al.*, 2006, p.9). Cet aspect s'inscrit dans une logique de développement durable quelque peu imposée. Cela ne touche toutefois, en 2013, qu'un nombre très limité de pays, notamment certains PED producteurs de pétrole. Ceux-ci doivent ainsi revoir leurs modèles de développement, si cela n'a déjà été entamé en vertu des engagements volontaires. Les autres

PED, pour leur part, poursuivent leur croissance sans contrainte pour plusieurs années. Notamment, plusieurs d'entre eux ne se voient imposer ces types d'engagements que plusieurs décennies après les pays développés (Meira Filho et *al.*, 2006, p.25).

4.4.5 Transferts et renforcement des capacités

Cette revendication est plutôt bien intégrée à la proposition. Les auteurs prennent sérieusement en considération les transferts : ils proposent, notamment, un renforcement des dispositions financières du régime et une amélioration des transferts de technologies (Meira Filho et *al.*, 2006, p.i et 12). Cependant, la question du renforcement des capacités est traitée de façon marginale.

Tout d'abord, la proposition prévoit un financement accru des activités liées au climat dans les PED. Deux moyens sont proposés pour y arriver. D'une part, une partie des efforts prévus pour les pays développés doit prendre la forme de contributions financières pour les PED (troisième voie d'engagement des pays développés) (Meira Filho et *al.*, 2006, p.i). D'autre part, les auteurs suggèrent l'imposition de taxes sur les tractations internationales liées au régime afin d'augmenter les montants transférés (Meira Filho et *al.*, 2006, p.9, 12 et ss.). Ce renforcement des dispositions financières vise principalement la mise en place de mesures d'adaptation et la réalisation du développement durable dans les PED.

Les auteurs répondent à une préoccupation importante du Sud dans ce contexte. Ils soulignent que l'aide financière fournie par le Nord doit être *entièrement* nouvelle et additionnelle (Meira Filho et *al.*, 2006, p.8). Des facettes plus précises de l'aide financière sont également prises en considération. Par exemple, la PSP prévoit un financement spécial pour l'accès des PED aux technologies plus écologiques (Meira Filho et *al.*, 2006, p.2). Encore ici, les auteurs prévoient une mesure précise pour assurer cette aide financière : la création d'un mécanisme de financement technologique (Meira Filho et *al.*, 2006, p.17).

La mise sur pied de ce mécanisme répond à la préoccupation de transferts technologiques des PED. Il vise, d'une part, à faciliter l'accès des PED à des nouvelles technologies leur

permettant de réduire leurs émissions et de s'adapter aux impacts des changements climatiques. D'autre part, il a pour but de financer les efforts de recherche et de développement technologiques (Meira Filho et *al.*, 2006, p.17). Soulignons qu'il remplace l'actuel groupe d'experts sur les transferts de technologies (GETT).

La PSP a le mérite de spécifier les sources concrètes d'approvisionnement de ce mécanisme. D'un côté, une partie des contributions financières des pays développés lui est destinée ; de l'autre, une taxe de fonctionnement de deux pourcent est perçue sur les crédits générés au sein des mécanismes de souplesse de Kyoto (Meira Filho et *al.*, 2006, p.17). De plus, la proposition prévoit un meilleur accès des PED aux technologies vertes *déjà existantes*. Pour ce faire, elle propose d'améliorer la diffusion de l'information sur les technologies disponibles et de mettre en place un mécanisme d'appel contre les pays tentant de restreindre le partage technologique (Meira Filho et *al.*, 2006, p.16). Toutefois, la proposition ne précise pas comment ces deux dernières mesures sont financées.

Dans un autre ordre d'idées, la PSP ne se préoccupe pratiquement pas du renforcement des capacités. Aucune allusion explicite n'est faite à cet aspect. La seule considération qui lui touche est indirecte et très générale : les auteurs prévoient un renforcement des dispositions institutionnelles des PED pour la lutte contre les changements climatiques (Meira Filho et *al.*, 2006, p.i).

4.4.6 Équité

La proposition de Sao Paulo répond bien à cette préoccupation. Les auteurs la présentent comme un objectif central, et ce, parallèlement aux responsabilités communes mais différenciées (Meira Filho et *al.*, 2006, p.2). Elle s'observe également concernant des aspects précis du traité proposé. Par exemple, la proposition prévoit des améliorations aux mécanismes de souplesse afin de les rendre plus équitables (Meira Filho et *al.*, 2006, p.11 et ss.). Mais surtout, la proposition s'avère équitable parce qu'elle tient bien compte de la plupart des autres revendications des PED. Le tableau ci-dessous illustre cette prise en considération généralement positive de leurs préoccupations.

Tableau 4.4
Synthèse de la prise en considération
des revendications des PED dans la proposition de Sao Paulo

		Prise en considération
Revendications	1. Responsabilité	2
	2. Mode de vie	0
	3. Adaptation	2
	4. Développement	1
	5. Transferts et renforcement des capacités	2
	6. Équité	2

Légende :

0 : Prise en considération faible ou nulle

1 : Prise en considération moyenne

2 : Bonne ou très bonne prise en considération

Sans doute, la forte prise en considération de l'adaptation reflète le mieux l'intégration de l'équité internationale. En effet, la PSP y répond très bien grâce aux nombreuses mesures concrètes prévues à cet effet, par exemple la taxe de financement et la création du comité permanent sur cette question (Meira Filho et *al.*, 2006, p.14).

La considération de la responsabilité ainsi que des transferts et du renforcement des capacités s'avère équitable, bien que des nuances s'imposent. D'une part, la PSP répond assez bien à la responsabilité, notamment car elle prévoit des engagements renforcés et juridiquement contraignants pour les pays développés (Meira Filho et *al.*, 2006, p.14). En contraste, les PED sont surtout invités à poser des actions volontaires. Toutefois, rappelons que certains d'entre eux se voient rapidement imposer des cibles obligatoires de limitation des émissions (Meira Filho et *al.*, 2006, p.25). D'autre part, les transferts financiers et technologiques sont également bien intégrés. Plusieurs mesures assurent une amélioration des transferts dans les PED, par exemple la création d'un mécanisme de financement technologique (Meira Filho et *al.*, 2006, p.17). Toutefois, le renforcement des capacités retient peu d'attention.

En outre, l'intégration du développement est moyennement équitabledmoyenne. Cela tient en partie au mode de différenciation des engagements dans la PSP. Certes, cette différenciation ne contraint pas le développement de la plupart des PED pour de nombreuses années (via les engagements volontaires). Toutefois, elle impose des *obligations* d'atténuation pour plusieurs PED, et ce, dès 2013 (Meira Filho et *al.*, 2006, p.25). Par ailleurs, la PSP ne considère aucunement la transformation du mode de vie des pays développés. Cet aspect constitue une lacune en matière d'équité Nord-Sud. Il aurait été opportun qu'une proposition de traité élaborée au Sud évoque une telle transformation.

Dans un autre ordre d'idées, la PSP ne contient pas de disposition explicitement dédiée à l'équité procédurale. Certes, elle promeut une plus grande participation des PED dans certains processus de coopération internationale, par exemple en matière de recherche et de développement technologique (Meira Filho et *al.*, 2006, p.18). Cependant, cette mesure ne concerne pas les négociations en tant que telles. En revanche, le processus de discussion à la base de la proposition reflète un esprit d'équité procédurale, car son objectif était de mettre de l'avant des idées provenant surtout d'acteurs sociaux du Sud (Meira Filho et *al.*, 2006, préface). Cela contribue à équilibrer la considération des points de vue du Sud et du Nord dans l'élaboration du régime futur.

4.5 Conclusion / Discussion

Ce chapitre a répondu à notre question de recherche en évaluant la prise en considération des revendications des PED dans quatre propositions de traités pour l'après-Kyoto. L'analyse a ainsi révélé les aspects positifs et moins positifs pour les PED dans chaque traité éventuel. Pour ce faire, nous avons évalué le niveau d'intégration des revendications. À cet égard, l'analyse a démontré que l'inclusion des revendications dans chaque proposition varie considérablement. Par exemple, l'adaptation n'est aucunement considérée dans l'Approche par secteurs (APS), alors qu'elle retient une attention significative dans la proposition de Sao Paulo (PSP).

Également, nous avons mis en exergue certaines implications positives et négatives pour les PED de différentes modalités d'intégration des revendications. Par exemple, la considération de la responsabilité du Nord par la proposition du Dialogue Sud-Nord (PDSN) est plus positive pour les PED que dans la PSP, car la PDSN est la seule des deux à prévoir une aide financière spéciale pour compenser les cibles absolues de certains PED (Ott et *al.*, 2004, p.34). Pourtant, le niveau d'intégration de la responsabilité par ces deux propositions est semblable (bonne intégration).

En outre, nous avons évalué la cohérence entre les discours généraux des auteurs et l'intégration réelle des revendications. L'analyse révèle que la considération explicite des revendications par les auteurs des propositions ne se traduit pas toujours par la proposition de mesures spécifiques en ce sens. Par exemple, les auteurs de l'Orchestre de traités (ODT) affirment se soucier grandement de l'adaptation (Sugiyama et Sinton, 2005, p.65), mais en réalité détaillent très peu les modalités de mise en œuvre en ce sens, ce qui s'avère peu satisfaisant pour les PED.

Cette discussion se divise en trois étapes. Tout d'abord, elle compare de façon synthétique la prise en considération des revendications dans chaque proposition. Ensuite, elle met en relief certaines implications et utilités possibles de nos analyses pour les PED. Enfin, nous discutons la probabilité d'adoption des quatre propositions de traités, notamment en fonction du contexte politique international actuel sur les changements climatiques.

4.5.1 Synthèse comparative

Le tableau ci-dessous synthétise l'évaluation de la prise en considération des revendications dans chaque proposition telle que présentée tout au long du chapitre IV.

Tableau 4.5
Résumé comparatif de la prise en considération
des revendications dans chaque proposition de traité

		Propositions de traités			
		Orchestre de traités	Proposition du Dialogue Sud-Nord	Approche par secteurs	Proposition de Sao Paulo
Revendications	Responsabilité	1	2	2	2
	Mode de vie	0	1	0	0
	Adaptation	1	2	0	2
	Développement	1	1	2	1
	Transferts et capacités	1	2	1	2
	Équité	1	2	1	2

Légende :

0 : Prise en considération faible ou nulle

1 : Prise en considération moyenne

2 : Bonne ou très bonne prise en considération

Ce tableau permet de visualiser d'un coup d'œil la variabilité de la prise en considération des revendications dans les propositions. Sa forme synthétique ne tient toutefois pas compte des nuances apportées précédemment dans ce chapitre quant aux modalités d'intégration des revendications. La section ci-dessous, qui compare l'intégration des revendications dans chaque proposition, rappelle donc certaines précisions importantes.

Tout d'abord, comparons la prise en considération par les propositions de la responsabilité des pays développés. L'Approche par secteurs (APS) de Schmidt et *al.* et la proposition du Dialogue Sud-Nord (PDSN) sont les propositions s'illustrant le mieux. Chacune propose un renforcement significatif des engagements pour les pays développés. De plus, elles n'imposent pas d'engagements lourds aux PED : d'un côté, les engagements sectoriels prévus

pour quelques grands PED dans l'APS sont volontaires (Schmidt et *al.*, 2006, p.4) ; de l'autre, les engagements de limitation éventuellement obligatoires des émissions pour deux sous-catégories de PED prévus par la PDSN sont compensés par des transferts provenant du Nord (Ott et *al.*, 2004, p.34).

La proposition de Sao Paulo (PSP) répond également d'une manière assez satisfaisante à cette revendication. Elle prévoit, comme les deux autres propositions, des engagements renforcés pour les pays développés (Meira Filho et *al.*, 2006, p.3 et ss.). Toutefois, l'imposition d'engagements rigides pour certains PED « avancés » n'est pas compensée par une aide financière spéciale du Nord comme le fait la PDSN.

L'Orchestre de traités (ODT) se classe au dernier rang concernant la responsabilité. L'absence d'engagements renforcés, chiffrés et éventuellement contraignants pour les pays s'avère peu attrayant pour les PED. Un tel traité entraînerait sans doute des engagements faibles de la part du Nord.

Dans un autre ordre d'idées, la plupart des propositions n'intègrent aucunement la revendication de transformation du mode de vie dans les pays développés. La seule qui en tient compte est la PDSN. Elle traite de l'impact du mode de vie sur les émissions des gaz à effet de serre et incite à une diminution de la consommation des pays développés. Elle aborde également le sujet des émissions « de luxe » dans ces pays (Ott et *al.*, 2004, p.20). Cependant, ces considérations restent très générales.

Il est plutôt étonnant que la PSP ne traite pas de cet aspect, lorsqu'on considère qu'elle a été élaborée au Sud. Inversement, l'absence de considération par l'ODT et l'APS étonne peu, car la remise en question du mode de vie est encore marginale au Nord. Tout au plus l'ODT propose-t-il une réduction de la consommation d'énergie, mais ce point reste secondaire. Dans l'ensemble, les moyens que cette proposition privilégie pour réduire les émissions sont, notamment, le recours croissant aux mécanismes de marché et le développement technologique (Sugiyama et Sinton, 2005, p.75 et p.68, respectivement). La PSP et l'APS incluent également ce type de solution en proposant l'instauration d'un quatrième mécanisme

de souplesse. Or, comme on l'a vu, le recours croissant au marché par les pays du Nord peut retarder la nécessaire transformation de leur mode de vie.

Par ailleurs, du côté de l'adaptation, ce sont les mesures prévues sous la PSP qui sont les plus positives pour les PED. Elles ont la qualité d'être relativement précises. Par exemple, la proposition suggère d'améliorer le financement de l'adaptation des PED par le biais d'une augmentation des transferts financiers du Nord et par l'imposition d'une taxe de deux pourcent sur les achats de crédits liés aux cibles sans perte (Meira Filho et *al.*, 2006, p.15). De plus, la PSP prévoit une phase pilote pour la mise en œuvre rapide de mesures d'adaptation dès 2008 et l'instauration d'un comité d'experts exclusivement dédié à cette question. En outre, elle propose un financement particulier pour les pays les plus vulnérables, et le développement d'un système d'assurance international pour dédommager les pays touchés par les catastrophes climatiques (Meira Filho et *al.*, 2006, p.15).

La PDSN accorde également une place significative à l'adaptation, bien que les mesures prévues soient un peu moins détaillées que sous la PSP. Tout de même, elle prévoit une amélioration du financement Nord-Sud sur cette question grâce à la mise sur pied d'un mécanisme de partage du fardeau (Ott et *al.*, 2004, p.22). Elle attire également l'attention sur l'importance de la nouveauté et de l'additionnalité de ce financement. De même, la proposition suggère de modifier les règles du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) afin d'assurer une meilleure prise en considération des projets locaux. De plus, elle accorde une attention prioritaire aux PED les plus vulnérables, et propose elle aussi d'instaurer un mécanisme d'assurance international contre les catastrophes liées au climat (Ott et *al.*, 2004, p.36).

La réponse de l'ODT concernant cette préoccupation se classe derrière les deux premières propositions. Sa considération de l'adaptation est moyenne, et ce, même si elle est présentée comme un objectif central par les auteurs (Sugiyama et Sinton, 2005, p.65). Une seule piste d'action générale vise cet objectif : modifier l'organisation des transferts financiers Nord-Sud afin d'assurer une meilleure intégration de l'adaptation (Sugiyama et Sinton, 2005, p.70). Cette mesure peut entraîner des effets positifs, or aucune précision n'est fournie à cet égard.

D'ailleurs, les fonds dédiés à cette question ne sont pas nouveaux et additionnels, ce qui ne satisfait pas la demande des PED.

Une seule proposition ne parle aucunement de l'adaptation : l'Approche par secteurs. Certes, l'APS est présentée comme une composante-clé du futur régime (Schmidt et *al.*, 2006, p.24), ce qui suggère qu'une « composante d'adaptation » peut éventuellement être ajoutée. Il reste que cette absence de considération constitue une grande lacune du point de vue des intérêts des PED.

En revanche, le droit des PED au développement trouve sa meilleure inclusion dans cette même proposition (l'APS). Il est vrai que, au niveau explicite, les auteurs n'en traitent qu'en surface. Cependant, la nature volontaire des engagements prévus pour les PED (Schmidt et *al.*, 2006, p.4) constitue une reconnaissance significative de cette préoccupation. La PDSN et la PSP, pour leur part, intègrent moins bien le droit au développement. Elles prévoient des engagements éventuellement obligatoires pour certains sous-groupes des PED (Ott et *al.*, 2004, p.34 ; Meira Filho et *al.*, 2006, p.9). C'est donc le développement durable qui a préséance. Rappelons toutefois que la PDSN prévoit des transferts spéciaux pour permettre aux PED visés d'assumer ces engagements (Ott et *al.*, 2004, p.34).

L'ODT s'inscrit dans une voie semblable à la PDSN et à la PSP, mais sous des modalités différentes. Bien que cette proposition souligne l'importance du développement des PED, le développement durable s'avère prioritaire. En effet, une partie de l'aide publique au développement actuellement octroyée aux PED est réorientée vers les activités liées au climat (Sugiyama et Sinton, 2005, p.70). Les PED s'opposent à ce principe, demandant plutôt que le financement de la lutte contre les changements climatiques soit nouveau et additionnel, et ce, afin de ne pas altérer le financement du développement.

En ce qui concerne les transferts financiers et technologiques et le renforcement des capacités, la PDSN et la PSP se démarquent positivement des deux autres. Notamment, chacune prévoit des transferts entièrement nouveaux et additionnels pour les activités liées au climat dans les PED. De plus, la PDSN précise qualitativement l'ampleur de ces transferts ;

par exemple, les *pays industrialisés avancés* doivent effectuer des transferts *élevés* (Ott et *al.*, 2004, p.34). De son côté, la PSP a le mérite de spécifier les sources de ce financement : il provient, entre autres, de la perception de taxes internationales (Meira Filho et *al.*, 2006, p.9, 12 et ss.). Toutefois, ces deux propositions ne fournissent pas de chiffres, ne serait-ce qu'approximatifs, concernant l'aide financière prévue.

Du côté des transferts technologiques, la PSP prévoit l'instauration de nouveaux mécanismes afin d'assurer leur déploiement (Meira Filho et *al.*, 2006, p.16 et ss.). La PDSN reste vague sur cette question. En revanche, concernant le renforcement des capacités, la PDSN précise des domaines particuliers d'action et des types de capacités à améliorer (Ott et *al.*, 2004, p.35 et ss.) alors que la PSP ne s'y attarde que d'une manière secondaire.

L'Orchestre de traités et l'Approche par secteurs considèrent également ces préoccupations, mais dans une moindre mesure. Le Traité de développement tenant compte du climat (TDC) de l'ODT et le programme d'assistance et de financement technologique de l'APS constituent les tentatives de réponse à cet égard. Or, le TDC consiste en une simple réorganisation du financement Nord-Sud (Sugiyama et Sinton, 2005, p.70). Il ne s'agit donc pas de fonds nouveaux et additionnels. De plus, le TDC dit viser les transferts technologiques, mais les modalités touchant à cet aspect ne sont pas précisées. Pour sa part, le programme d'assistance de l'APS ne prévoit un financement que *partiellement* nouveau. L'autre partie de l'aide provient d'une réorganisation des transferts internationaux déjà existants (Schmidt et *al.*, 2006, p.13), comme c'est le cas sous l'ODT. De même, ce programme vise les transferts technologiques, mais ne s'applique qu'après un premier niveau d'efforts de la part des PED. En ce sens, ces mesures sont plus ou moins positives pour ces pays.

En outre, ces deux mêmes propositions parlent peu du renforcement des capacités. Comme on l'a vu, ce point ne retient qu'une attention secondaire dans chacune d'elles. Dans le cas de l'APS, il ne touche d'ailleurs que les capacités technologiques (Schmidt et *al.*, 2006, p.14), et non pas une diversité de domaines d'importance tels que l'adaptation.

Enfin, concernant l'équité, ce sont clairement les propositions du Dialogue Sud-Nord et celle de Sao Paulo qui l'intègrent le mieux. Leur inclusion généralement satisfaisante des préoccupations des PED révèle leur souci d'équité internationale. Notamment, elles répondent très bien à la demande d'adaptation. De plus, elles se révèlent plutôt équitables concernant leur intégration de la responsabilité ainsi que des transferts et du renforcement des capacités. Toutefois, elles diffèrent concernant leur considération de la transformation du mode de vie. En effet, la PDSN en tient compte alors que la PSP ne l'intègre aucunement.

Par ailleurs, ces deux propositions accordent une place moyenne au droit des PED au développement; elles priorisent d'abord le développement durable. Quant à l'équité procédurale, le processus d'élaboration de chacune de ces propositions vise cet objectif. En somme, l'intégration des grandes revendications des PED par la PDSN et la PSP est relativement équitable, malgré des nuances que l'analyse a mises en relief.

L'Approche par secteurs, pour sa part, s'avère moyennement équitable, car sa prise en considération des autres revendications des PED est assez variable. Tout comme les deux propositions ci-dessus, elle tient assez bien compte de la responsabilité des pays développés. De plus, c'est l'APS qui accorde la plus grande place au développement, puisque c'est la seule proposition qui prévoit des engagements exclusivement volontaires pour l'ensemble des PED. Par contre, elle se démarque négativement à d'autres niveaux. Notamment, l'APS intègre plus ou moins bien la question des transferts et du renforcement des capacités. De même, la transformation du mode de vie et l'adaptation ne sont aucunement prises en compte. En revanche, cette proposition a le mérite, comme la PDSN et la PSP, d'intégrer une considération d'équité procédurale : son approche *bottom-up* permet aux PED de déterminer eux-mêmes leurs engagements (Schmidt et *al.*, 2006, p.13).

Enfin, la considération de l'équité par l'ODT se rapproche, sommairement, de celle de l'Approche par secteurs. C'est toutefois le résultat d'une intégration différente des revendications. Certes, le Traité de développement tenant compte du climat (TDC) de l'ODT vise à intégrer les préoccupations des PED. Cependant, il n'y répond généralement que d'une manière partielle et peu détaillée. C'est le cas concernant l'adaptation, les transferts et le

renforcement des capacités, dont le niveau d'inclusion est moyen. La réponse de l'ODT au droit au développement est également moyenne, ce qui s'apparente au cas de la PDSN et de la PSP. Par ailleurs, sa faible considération de la responsabilité s'avère plus ou moins équitable ; les pays développés n'ont que des engagements volontaires (Sugiyama et Sinton, 2005, p.71). En outre, cette proposition n'intègre pas la question du mode de vie, comme la PSP et l'Approche par secteurs. L'ODT peut également entraîner un effet négatif du côté de l'équité procédurale : la création de trois traités indépendants peut compromettre la pleine participation des PED aux négociations.

4.5.2 Certaines implications et utilités des analyses

Les comparaisons qui précèdent montrent que le degré d'intégration des revendications dans chaque proposition varie considérablement. Bien sûr, certaines propositions (en l'occurrence, la proposition du Dialogue Sud-Nord et celle de Sao Paulo) intègrent généralement mieux ces préoccupations. Toutefois, l'analyse a révélé que ces propositions ont également des faiblesses pour les pays en développement. Face à ce constat, nous croyons qu'il n'est pas du plus grand intérêt de vouloir faire entrer les propositions dans des « cases », selon qu'elles soient « bonnes » ou « mauvaises ».

Et pour cause ; chaque proposition contient plusieurs mesures avantageuses pour les PED. Certes, l'Orchestre de traités et l'Approche par secteurs se « classent » derrière les deux autres propositions. Cependant, elles contiennent elles aussi des éléments positifs pour les pays du Sud. Par exemple, l'APS vise, comme les trois autres propositions, à inclure les PED dans l'effort de limitation des émissions. Or, elle le fait en respectant le plus possible leur droit au développement. Pour ce faire, les engagements des PED restent *volontaires* (Schmidt et al., 2006, p.4).

Ce type de constat illustre l'intérêt de notre recherche : en priorité, notre analyse visait non pas à identifier une proposition « meilleure » que les autres, mais bien à mettre en relief des points positifs pour les PED dans chaque proposition. Cette démarche nous apparaît utile, et ce, peu importe que l'une des quatre propositions soit adoptée ou non par la communauté

internationale ; elle suggère en quoi certaines mesures sont pertinentes ou non à inclure pour le futur régime, du moins du point de vue des PED. Les acteurs sociaux des PED qui consulteront ce type de recherche seront mieux outillés afin de cerner les avantages et les risques de toute configuration éventuelle du régime. Ainsi, cette recherche s'avère utile dans une perspective d'aide à la décision et de réduction des inégalités Nord-Sud⁸⁴.

Notre analyse a révélé la manière particulière et originale dont chaque proposition répond aux revendications. Par exemple, nous avons constaté que la PDSN et l'APS apportent toutes deux une réponse positive à la préoccupation d'équité procédurale, mais chacune à leur façon. Notamment, la PDSN propose une meilleure inclusion des acteurs de la société civile dans les négociations (Ott et *al.*, 2004, p.48), alors que l'Approche par secteurs suggère que les PED définissent eux-mêmes l'ampleur de leurs engagements (approche *bottom up*) (Schmidt et *al.*, 2006, p.13). Ces modalités différentes d'inclusion de l'équité procédurale constituent des exemples de mesures que les PED peuvent mettre de l'avant dans les négociations à venir. Il serait même avantageux que ces types de mesures soient revendiquées en bloc, même si elles proviennent de propositions de traités différentes. Cela augmenterait les chances d'adoption d'un traité qui intègre bien les six grandes revendications des PED (équité, adaptation, etc.).

Inversement, notre évaluation a relevé des aspects plus négatifs des propositions, par exemple la mise en péril de l'équité procédurale par l'Orchestre de traités. Comme on l'a vu, la multiplication des processus de négociation induite par cette proposition (Sugiyama et Sinton, 2005) peut compromettre la pleine participation des PED. En ce sens, l'analyse a permis d'identifier des configurations de traités contraires aux intérêts des PED.

Dans un autre ordre d'idées, soulignons l'influence mutuelle entre les niveaux d'intégration de chaque revendication dans les propositions. Par exemple, la prise en considération relativement sérieuse des transferts financiers et technologiques dans la PDSN et la PSP se reflète dans leur intégration adéquate de l'adaptation. Cela s'explique facilement : dans

⁸⁴ À cet égard, il est possible que nous offrions une version résumée de cette recherche à des organisations des PED afin qu'elle puisse être consultée, au besoin.

chacune de ces deux propositions, les transferts financiers sont en partie consacrés à l'adaptation.

Toutefois, de tels liens ne sont pas automatiques. Par exemple, on pourrait s'attendre à ce que la prise en considération sérieuse de la responsabilité par ces deux mêmes propositions se traduise dans une intégration positive du droit au développement. Une telle corrélation semble admissible : une grande considération de la responsabilité du Nord n'induit-elle pas une possibilité pour le Sud de se développer ? C'est possible, mais ce n'est pas le cas dans la PDSN et la PSP. En effet, elles n'offrent qu'une place moyenne au développement, et ce, malgré une considération satisfaisante de la responsabilité. Cet exemple révèle que la configuration des propositions de traités est inégale pour les PED. Ce constat soulève l'importance que ces pays appréhendent d'un œil très critique la configuration de toute proposition de traité.

Par ailleurs, soulignons que la satisfaction des revendications dépend significativement de la provenance géographique et de la culture des auteurs des propositions. C'est vraisemblablement pour cette raison que les deux propositions élaborées au Nord (l'ODT et l'APS) intègrent généralement moins bien les revendications des PED que les deux autres. Si ce fait est explicable, il n'est pas pour autant approuvable. En effet, est-il admissible que des propositions de traités – qui par nature doivent considérer l'ensemble de la réalité internationale – ne tiennent pas compte de questions capitales pour la majorité des pays, à savoir les PED ? Est-il recevable que l'Approche par secteurs, par exemple, ne traite aucunement d'adaptation ? Sans ici répondre explicitement à ces questions, contentons-nous de souligner que leur seule formulation révèle l'existence d'œillères culturelles. Celles-ci aveuglent tout autant les chercheurs et les négociateurs internationaux que les simples citoyens. La perspective critique des analyses réalisées dans cette recherche participe au dépassement de cette barrière culturelle.

4.5.3 Avenir des propositions de traités

Dans un autre ordre d'idées, il nous apparaît pertinent d'évaluer les probabilités d'adoption éventuelle des propositions analysées dans ce mémoire. Soulignons d'emblée que les deux propositions élaborées au Sud (la PDSN et la PSP) risquent de ne pas être très bien reçues par les pays développés. C'est que les pays du Nord ont souvent eu l'habitude de bien protéger leurs intérêts. Cependant, comme ces deux propositions intègrent tout de même quelques préoccupations du Nord, nous croyons qu'elles peuvent retenir une certaine attention dans les négociations à venir. Par exemple, chacune prévoit des engagements rigides pour plusieurs PED (Ott et *al.*, 2004, p.34 ; Meira Filho et *al.*, 2006, p.9), ce qui répond à une préoccupation bien connue de nombreux pays développés.

Au-delà de cette réflexion, l'intérêt porté à chaque proposition dépendra surtout de l'évolution des rapports de forces dans les négociations à venir. Pour appréhender cette évolution, il faut tenir compte du double courant politique des récentes années. D'une part, face à l'urgence d'offrir une réponse internationale forte afin de remédier à la crise climatique, nous assistons à une conscientisation grandissante des citoyens et des acteurs des milieux politique et privé. Ainsi, des délégués de nombreux pays – allant des plus vulnérables à ceux de l'Union européenne- soulignent l'importance d'un traité post-Kyoto fort. Dans ce contexte, beaucoup espèrent donner une deuxième phase au protocole de Kyoto.

D'autre part, un vent conservateur se fait sentir, notamment aux États-Unis avec l'administration républicaine ainsi qu'au Canada depuis l'élection du gouvernement conservateur en 2006. Ces deux administrations militent particulièrement afin d'empêcher l'imposition éventuelle de cibles absolues de réduction aux pays développés, comme le fait Kyoto. Avec ces deux côtés de la médaille, les discussions sur l'après-Kyoto s'annoncent complexes.

Les négociations officielles sur l'après-Kyoto ont débuté à la CP-13/RP-3 à Bali en Indonésie en décembre 2007. Les pays réunis ont déterminé les premières balises de l'accord qui donnera suite à Kyoto. Ils se sont entendus sur une feuille de route visant à adopter un

nouveau traité en 2009. Selon cette feuille de route, le traité retenu devra « considérer » des objectifs d'atténuation quantifiés des émissions de gaz à effet de serre pour les pays développés⁸⁵ (Secrétariat de la CCNUCC, 2007, p.1). Du côté des PED, la feuille de route considère des actions d'atténuation « mesurables » (Secrétariat de la CCNUCC, 2007, p.1), ce qui représente une nouveauté par rapport à la situation actuelle.

L'entêtement des pays détracteurs face au reste de la communauté internationale a empêché que l'accord de 2007 soit fort et précis. En effet, une coalition de quelques pays développés (incluant les États-Unis et le Canada) se sont opposés à ce que la feuille de route soit trop compromettante pour leurs économies. Notamment, ils ont réussi à faire exclure – du moins pour l'instant – la recommandation du GIEC voulant que les pays développés réduisent leurs émissions entre 25 et 40 pourcent sous les niveaux de 1990 d'ici à 2020 (Girard, 2007).

Cette relative imprécision de la décision de la CP-13/RP-3 laisse place à de nombreux scénarios politiques. En conséquence, la considération de plusieurs propositions de traités pour l'après-Kyoto est encore possible. Notamment, trois des quatre propositions que nous avons évaluées s'inscrivent dans le contexte d'objectifs d'atténuation quantifiés pour le Nord et d'actions « mesurables » pour le Sud : la proposition du Dialogue Sud-Nord, l'Approche par secteurs et la proposition de Sao Paulo. Ces propositions ont en effet une chance de susciter l'intérêt des négociateurs si aucun pays ne brise le consensus atteint dans cette feuille de route.

L'Orchestre de traités, au caractère régional et volontaire, a moins de chances de retenir l'attention dans ce contexte. Cependant, la politique internationale est sujette à des changements de caps rapides, ce qui peut inverser facilement la tendance. Si, par exemple, les pays détracteurs réussissent à influencer significativement le cours des négociations en 2008 et en 2009 – voire à leur faire échec –, alors des propositions telles que l'Orchestre de traités retiendront davantage d'intérêt.

⁸⁵ Adapté de : « ...consideration of [...] quantified emission limitation and reduction objectives... ».

Au-delà des probabilités d'adoption de traités s'inspirant de Kyoto ou d'un autre modèle, l'Approche par secteurs de Schmidt et *al.* pourrait retenir une attention particulière, car les approches sectorielles suscitent l'intérêt de plus en plus de négociateurs (IISD, 2005, p.8, IISD, 2006d, p.19). Cet intérêt provient peut-être en partie du fait que le dialogue de trois ans à la base de cette proposition incluait plusieurs intervenants politiques (Schmidt et *al.*, 2006, p.i). Ceux-ci ont vraisemblablement diffusé les idées de base des approches sectorielles lors des discussions multilatérales de la CCNUCC. Selon ce raisonnement, la proposition de Sao Paulo pourrait également retenir une attention particulière dans les négociations, car son processus d'élaboration intégrait lui aussi des acteurs politiques (Meira Filho et *al.*, 2006).

Enfin, il est probable que la communauté internationale s'intéresse à d'autres propositions que les quatre que nous avons évaluées, car la littérature fait étalage d'une grande variété de propositions de traités. Cela illustre une limite de cette recherche et suggère, selon nous, l'importance de soumettre plus de propositions à une évaluation critique prenant pour base le point de vue des PED.

CONCLUSION

Cette recherche a évalué la prise en considération des revendications des pays en développement dans certaines propositions de traités pour l'après-Kyoto. Pour ce faire, nous avons tout d'abord créé une typologie regroupant six grandes revendications des PED formulées dans le contexte des changements climatiques, des négociations internationales sur cette question et des rapports Nord-Sud en général. Par la suite, nous avons sélectionné quatre propositions de traités post-2012. Partant de ces bases, nous avons pu atteindre l'objectif principal de notre recherche qui était de fournir une analyse critique mettant en lumière les aspects positifs et négatifs de chaque proposition pour les PED. Cette recherche a trouvé sa pertinence entre autres en palliant au fait qu'il existe peu d'analyses critiques portant sur l'après-Kyoto, du moins du point de vue du Sud.

Basée sur une collecte secondaire de documents, notre démarche s'est appuyée sur quelques outils simples d'analyse de contenu, soit l'évaluation de la *présence* et de la *fréquence* des thèmes recherchés, ainsi que du *jugement* porté par les auteurs sur ces aspects (Quivy et Campenhoudt, 1995). Nous avons ainsi pu mettre en relief, d'une manière détaillée, le degré d'intégration et les modalités d'inclusion des revendications dans chaque proposition. Cette analyse interdisciplinaire avait une certaine originalité : d'un côté, elle s'imprégnait des représentations sociales d'acteurs sociaux (soit les revendications des PED) afin d'en créer une typologie ; de l'autre, elle a confronté cette typologie à un contexte politique, celui des négociations sur le climat. Faisant particulièrement appel à des analyses de types sociologique et politique, notre recherche a apporté un éclairage nouveau sur une littérature déjà disponible.

Notre question de recherche était la suivante : « quelle est la prise en considération de chaque grande revendication des pays en développement dans les quatre propositions de traités post-2012 à l'étude ? ». En réponse à cette question, nous avons vu que la proposition du Dialogue Sud-Nord et celle de Sao Paulo répondent généralement bien aux préoccupations du Sud. Le droit au développement est toutefois moyennement pris en compte dans ces deux

propositions. L'Approche par secteurs montre un niveau très variable d'inclusion des revendications, allant de bonne (par exemple pour le développement) à nulle (concernant l'adaptation, entre autres). Enfin, l'Orchestre de traités intègre moyennement ou faiblement les préoccupations des PED, selon le cas. Notons que la PDSN est la seule à intégrer la revendication de transformation du mode de vie au Nord.

L'analyse critique de chacune de ces propositions pourrait s'avérer utile pour différents acteurs sociaux des pays en développement. Elle constitue un outil potentiel d'aide à la décision et s'inscrit dans une démarche de réduction des inégalités Nord-Sud⁸⁶. Notamment, l'analyse a révélé les façons parfois différentes mais souvent pertinentes dont chaque proposition tente de satisfaire les revendications des PED. Ainsi, la recherche a mis en exergue les types mesures que les PED peuvent mettre de l'avant afin que le traité retenu pour l'après-Kyoto intègre le mieux possible leurs revendications.

L'analyse, en confrontant les discours parfois politiquement corrects des auteurs des propositions à la prise en considération réelle des préoccupations des PED, avait un caractère volontairement critique. Par exemple, les auteurs de l'Orchestre de traités disent accorder une place importante à l'adaptation (Sugiyama et Sinton, 2005, p.65). Or, dans les faits, celle-ci n'est intégrée que d'une manière moyennement satisfaisante pour les PED. Cet exemple suggère l'importance d'adopter un second regard face aux discours portant sur l'après-Kyoto.

Plus largement, nos analyses incitent au regard critique des PED face à l'ensemble des négociations environnementales, en tentant, bien sûr, de cultiver une atmosphère de confiance internationale. Dans le cas des changements climatiques, elles suggèrent l'importance d'exiger un maximum de précision dans les modalités de mise en œuvre du futur traité, par exemple via l'intégration de mesures concrètes définies par des pourcentages précis. C'est également la leçon que l'on peut retenir de la faiblesse originelle de la CCNUCC avant l'adoption du Protocole. Autrement dit, quand bien même le traité post-2012 qui sera adopté

⁸⁶ Une version résumée de cette recherche sera éventuellement soumise à certaines organisations oeuvrant pour les pays en développement.

reconnaîtrait explicitement l'importance de l'adaptation ou du développement des PED, il entraînera peu de résultats si ce discours ne se traduit pas en des mesures claires et précises.

Évidemment, la précision des engagements restera toujours sujette aux débats, car les inquiétudes de chaque pays sont élevées dans tout processus de négociation. Ce fut le cas, comme on l'a vu, concernant la feuille de route de l'après-Kyoto adoptée à la CP-13/RP-3. En effet, les pays détracteurs d'un après-Kyoto fort ont réussi à bloquer l'intégration d'engagements précis dans cette feuille de route. Nous croyons que la présence de ces forces conservatrices renforce la nécessité que les PED redoublent de vigilance dans les négociations à venir.

Notre recherche avait la particularité d'être en partie « ancrée dans l'avenir », car elle étudie des scénarios de régimes futurs. Ceci lui confère une certaine pertinence dans l'actualité internationale. Cependant, cette pertinence est limitée, car le domaine des négociations internationales sur les changements climatiques est instable et marqué par des changements de caps fréquents. Ceux-ci s'expliquent, notamment, par les changements successifs des gouvernements nationaux, aux valeurs différentes. Dans ce contexte, la probabilité d'adoption d'une des quatre propositions de traités par la communauté internationale est réduite.

Certes, la feuille de route de Bali envisage des objectifs d'atténuation quantifiés pour les pays développés et des actions d'atténuation mesurables pour les PED (Secrétariat de la CCNUCC, 2007, p.1). Comme plusieurs des quatre propositions que nous avons évaluées incluent ces deux volets, elles susciteront peut-être un certain intérêt dans les négociations à venir. Cependant, le « consensus » de Bali manque de précision. Conséquemment, le choix définitif d'un traité dépendra largement du courant politique qui aura préséance dans les prochaines années. Un revirement de situation ne peut pas être exclu. Le cas échéant, une proposition telle que l'Orchestre de traités, qui se veut régionale et volontaire, suscitera davantage d'intérêt. Par ailleurs, il est probable qu'une tout autre proposition remporte la palme, ou encore qu'une nouvelle approche soit développée d'ici-là.

Dans l'éventualité où les quatre propositions étudiées retiennent peu d'intérêt dans les négociations, notre recherche deviendra dès lors moins utile. N'est-ce pas là le risque de faire porter une recherche sur un objet partiellement ancré dans l'avenir et sujet à des changements de caps subits ? Certes, mais en partie seulement. En fait, nous croyons que cette recherche conservera une certaine utilité peu importe le sort des quatre propositions. C'est que, au-delà des aléas des négociations sur le climat, la nature même de notre démarche d'analyse suggère, outre l'importance de la vigilance des PED, l'évaluation critique d'autres propositions de traités. À cet égard, le recours à une typologie des revendications des PED telle que celle que nous avons formulée peut s'avérer utile pour l'analyse d'autres propositions.

Devant les ressources limitées dont disposent les pays en développement, il importe que la recherche occidentale sur les changements climatiques et sur l'écopolitique mondiale se fasse la porte-voix des préoccupations de ces pays. Plus largement, il est capital que les délégués des pays développés participant aux négociations tiennent pleinement compte des préoccupations des PED. Rappelons, à cet égard, que si la lutte contre les changements climatiques est devenue une question importante dans de nombreux pays développés, elle n'est pas nécessairement prioritaire chez les pays en développement. Ceux-ci se préoccupent d'autres nécessités, dont la satisfaction passe, bien souvent, par le développement.

Pour ce type de raison, les négociateurs du Nord doivent s'assurer que le futur régime intègre davantage des questions telles que l'adaptation et le droit au développement des PED. L'enjeu est simple : sans réelle écoute internationale, les discussions ne pourront que s'envenimer, ce qui retardera la résolution de la crise climatique. Dans ce contexte, il importe de ne pas perdre de vue que les questions environnementales servent souvent, en définitive, des questions de justice sociale. L'amélioration des conditions de vie humaines doit rester, selon nous, l'objectif premier des efforts de protection de l'environnement. À cet égard, soulignons la chose suivante : bien que l'aspect environnemental de notre recherche reflète notre attachement à la beauté de la planète et à la vie qu'elle abrite, il traduit d'abord notre attachement profond à l'être humain et à la justice.

BIBLIOGRAPHIE

- Accion Ecologica. 2000. «Trade, climate change and the ecological debt». Friends of the Earth International (FOEI). En ligne.
<<http://www.foei.org/publications/climate/debt.html>>. Consulté le 4 octobre 2006
- Adams, Todd B. 2003-2004. «Is there a legal future for sustainable development in global warming ? Justice, economics, and protecting the environment». *Georgetown International Environmental Law Review*, vol. 16, p. 77-126.
- Adger, W. Neil, Saleemul Huq, Katrina Brown, Declan Conway et Mike Hulmea. 2003. «Adaptation to climate change in the developing world». *Progress in Development Studies*, vol. 3, no 3, p. 179-195.
- Afrique du Sud. 2006. «Emerging paradigms of understanding on climate change adaptation issues: the 360° approach (présentation lors d'un événement parallèle)». In *"Adaptation in a post 2012 framework", événement parallèle tenu lors de la 12e Conférence des Parties à la CCNUCC et 2e Réunion des Parties au protocole de Kyoto* (Nairobi, Kenya, 15 novembre 2006). 15 p. En ligne.
<http://regserver.unfccc.int/seors/file_storage/nbj9ahgutwr3vw.pdf>. Consulté le 15 décembre 2007
- Agarwal, Anil. 2002. «Chapter 14: A Southern Perspective on Curbing Global Climate Change». In *Climate Change Policy: A Survey*, Stephen H. Schneider, Armin Rosencraz et John O. Niles, p. 375-391. Washington, DC: Island Press. Consulté le 2 octobre 2006
- Alliance des petits États insulaires en développement (APEID). 1994. «Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement: changements climatiques et élévation du niveau de la mer (Programme d'action de la Barbade)». In *Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement* (Bridgetown Barbade, 26 avril au 6 mai 1994). En ligne.
<<http://www.agora21.org/cpeid/frame03.html>>. Consulté le 5 décembre 2006
- Amin-Aslam, Malik. 2002. «Equal per capita entitlements: A key to global participation on climate change? (chapter 8)», In *Building on the Kyoto Protocol: Options for Protecting the Climate*, World Resources Institute, p.175-201. En ligne.
<http://pdf.wri.org/opc_chapter8.pdf>. Consulté le 26 mars 2006.
- Assemblée Générale des Nations unies (AGNU). 1993. «Déclaration et programme d'action de Vienne». In *Conférence mondiale sur les droits de l'homme* (Vienne, Autriche, 14-25 juin 1993). Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. En ligne.
<http://www.fidh.org/IMG/pdf/vienne_onu1993f.pdf>. Consulté le 22 octobre 2006

- , 1986. «Déclaration sur le droit au développement (résolution 41/128 du 4 décembre 1986)», Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. En ligne.
<http://www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/74_fr.htm>. Consulté le 6 décembre 2006
- Athanasίου, Tom. 1996. *Divided planet : the ecology of rich and poor*, First edition. Boston: Little, Brown and Co., 385 p.
- Banuri, Tariq, et John Weyant. 2001. «1. Setting the Stage: Climate Change and Sustainable Development». In *Climate Change 2001: Mitigation*, IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change), p. 73-114: IPCC. En ligne.
<http://www.grida.no/climate/ipcc_tar/wg3/pdf/1.pdf>. Consulté le 20 octobre 2006.
- Bardin, Laurence. 1996. *L'analyse de contenu*. 8^e éd. Coll. « Psychologue », Paris, PUF, 291 p.
- Baumert, Kevin. 2002. «Dynamic greenhouse gas targets». In *Center for Clean Air Policy - CDM Dialogue* (3 mai 2002): World Resources Institute. En ligne.
<<http://www.ccap.org/Presentations/Baumert~Dynamic%20Targets%20-%20May02.pdf>>. Consulté le 9 octobre 2006.
- Benedick, Richard E. 2001. «Striking a new deal on climate change». *Issues in science and technology*. Fall 2001, 10 p. En ligne.
<<http://www.cleanenergyfunds.org/international/Docs%20to%20post%20to%20Int'l%20Page%20August%202005/Benedick%20Striking%20a%20New%20Deal%20on%20Climate%202001.pdf>>. Consulté le 18 novembre 2006.
- Bishop, Kirsten Olga. 2000. «Fairness in international environmental law: Accommodation of the concerns of developing countries in the climate change regime». Mémoire de maîtrise, Montréal, McGill, 145 p.
- Blache, Nicole. 1995. «Les rapports Nord-Sud et la Conférence de Rio (juin 1992) (mémoire)». Montréal, Université du Québec à Montréal, x, 131 feuillets p.
- Blanchard, Odile. 2002. «Scenarios for differentiating commitments: A quantitative analysis (Chapter 9)». In *Building on the Kyoto Protocol: Options for Protecting the Climate*, World Resources Institute, p. 203-222. En ligne.
<http://pdf.wri.org/opc_chapter9.pdf>. Consulté le 10 juin 2006
- Bodansky, Daniel. 2004. *International climate efforts beyond 2012 : a survey of approaches*, Pew Center on global climate change, University of Georgia school of law, United States of America, 70 p.

- , 2001. «History of the global climate change regime». In *International Relations and Global Climate Change*, Urs Luterbacher and Detlef F. Sprinz, Cambridge, Mass.: MIT Press. En ligne.
http://books.google.ca/books?hl=en&lr=&id=BKSIXRsYnQoC&oi=fnd&pg=PR7&dq=%22developing+countries%22+%22right+to+develop%22+%22climate+change%22&ots=ETWEZaoa- &sig=NoIFDQjvyo2_CXTIMoBFahC8j0s#PPP1,M1.
 Consulté le 26 septembre 2007
- , 1993. «The United Nations Framework Convention on Climate Change: a commentary». *Yale Journal of International Law*, vol. 18, p. 451-558. En ligne.
<http://heinonline.org/HOL/PDF?handle=hein.journals/yjil18&id=459&print=section§ion=29&ext=.pdf>. Consulté le 2 avril 2006
- Bonduelle, A. 2001. «Dix défauts du protocole de Kyoto; le changement climatique: enjeux et décisions». *La Géographie: acta-geographica*, vol. 173, no 1502, p. 28-37. En ligne.
<http://www.energiesostenible.org/upload/documents/DefetsKyoto.pdf>. Consulté le 3 mai 2006.
- Boudon, Raymond. 2003. *Dictionnaire de sociologie*. Paris: Larousse, viii, 279 p.
- Brodhag, C, F. Breuil et R. Hussein. 2005. *Glossaire du climat : traductions anglais/français et définitions*. Québec, 56 p. p.
- California energy commission. 2007. «California Energy Commission Climate Change Proceedings». En ligne. http://www.energy.ca.gov/global_climate_change/.
 Consulté le 23 août 2007
- Caparros, Alejandro et Tarik Tazdaït. 2003. *Green Technology Transfers and Climate Change*: CIRED-CNRS-EHESS et SMASH, France, 25 p. En ligne.
<https://www.gruponahise.com/eaere2003/POSTERS/TAZDAIT.pdf>. Consulté le 2 juin 2006.
- Central Intelligence Agency (CIA). 2006. «Field Listing - GDP - per capita (PPP)». The World Factbook. En ligne. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2004.html>. Consulté le 14 août 2007
- Centre de droit international du développement durable (CDIDD). 2002. «The Principle of Common But Differentiated Responsibilities: Origins and Scope (a CISDL legal brief)». In *Sommet mondial sur le développement durable* (Johannesburg, 2002). En ligne. http://www.cisdl.org/pdf/brief_common.pdf. Consulté le 5 juin 2006
- Charvin, Robert. 2002. *L'investissement international et le droit au développement*. Paris: L'Harmattan, 203 p.

- Claussen, E. et L. Mc Neilly. 1998. «Equity & Global Climate Change: The Complex Elements of Global Fairness». *Pew Center on Global Climate Change*, p. 1-36. En ligne. <<http://www.pewclimate.org/document.cfm?documentID=176>>. Consulté le 29 janvier 2006
- Climate Institute (Australia). 2006. «Asia Pacific Partnership on Clean Development and Climate». In *First ministerial meeting of the Asia Pacific Partnership on Clean Development and Climate*, 11-12 janvier 2006. En ligne. <http://www.tai.org.au/WhatsNew_Files/WhatsNew/APP%20Briefing%20Paper%203.pdf>. Consulté le 19 mai 2006.
- Climate Network Africa (CNA). 2006. Impact (Newsletter of Climate Network Africa). 56 p. En ligne. <<http://www.cnaf.or.ke/ImpactNewsletter1.pdf>>. Consulté le 10 décembre 2006
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement. 1988. *Notre avenir à tous*. Montréal, Québec: Editions du Fleuve, Les Publications du Québec, xviii, 454 p.
- Confalonieri, U., B. Menne, R. Akhtar, K.L. Ebi, M. Hauengue, R.S. Kovats, Revich B. et A. Woodward. 2007. « Human health (Chapter 8) ». In *Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), O.F. Canziani M.L. Parry, J.P. Palutikof, P.J. van der Linden and C.E. Hanson, Cambridge University Press, Cambridge, UK p. 391-431. En ligne. <<http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg2/ar4-wg2-chapter8.pdf>>. Consulté le 14 décembre 2007
- Conseil Exécutif du Mécanisme pour un développement propre (CE-MDP). 2004-2006. «CDM registered activities». En ligne. <<http://cdm.unfccc.int/Projects/registered.html>>. Consulté le 10 avril 2006.
- Contandriopoulos, André-Pierre, François Champagne, Louise Potvin, Jean-Louis Denis et Pierre Boyle. 2005. *Savoir préparer une recherche : la définir, la structurer, la financer*. Gaëtan Morin Éditeur, Montréal, 197 p.
- Coye-Felson, Janice. 2007. «Statement by Mrs. Janine Coye-Felson on behalf of the Caribbean community (CARICOM)». In *Informal thematic debate of the general assembly, entitled "climate change as a global challenge"* (New York, 1er août 2007); Permanent mission of Belize to the United Nations. 6 p. En ligne. <<http://www.un.org/ga/president/61/follow-up/climatechange/statements/statementCARICOM.pdf>>. Consulté le 29 août 2007
- Davidson, Ogunlade. 2003. «Climate Change and Technology Transfer». Energy & Development Research Centre (EDRC), University of Cape Town. En ligne. <<http://www.ceest.com/powerpoint/1.ppt>>. Consulté le 9 octobre 2003

- Denton, Fatma, Youba Sokona et Jean-Philippe Thomas. 2001. Climate change and sustainable development strategies in the making: What should west african countries expect ?, «Climate Change and Development», Dakar, Paris, 27 p. En ligne.
<http://www.oecd.org/dataoecd/22/15/1934776.pdf#search=%22.%20Climate%20Change%20and%20Sustainable%20Development%20Strategies%20in%20the%20making%3A%20what%20should%20West%20African%20countries%20expect%22>. Consulté le 10 octobre 2006
- Doelle, Meinhard. 2005. « The future of the climate change regime : an overview of key issues », Fin de semaine de formation des ONG en préparation de la Conférence de Montréal sur les changements climatiques, UQÀM, Montréal, p.450-477.
- Dufault, Evelyne. 2005. «CP-11, CP/RP-1: À quoi s'attendre ?». *Objectif Terre*, vol. Édition spéciale Changements Climatiques, p. 17-19. En ligne.
http://www.er.uqam.ca/nobel/oei/pdf/OT_SpecialClimat.pdf. Consulté le 20 novembre 2005.
- Environnement et développement du Tiers-Monde (ENDA). 2006. Nairobi: COP-12 "Climat". 2 p. En ligne.
http://www.mediaterre.org/doc/2006/e-bulletin_enda_cop12.pdf. Consulté le 27 novembre 2006
- Feuer, Guy et Hervé Cassan. 1991. *Droit international du développement*, 2e éd. Coll. «Précis Dalloz». Paris: Dalloz, 612 p.
- Fischer, Gustave-Nicolas. 1987. *Les concepts fondamentaux de la psychologie sociale*. Coll. «Sciences humaines Dunod». Paris et Montréal: Dunod, Bordas, Presses de l'Université de Montréal, 208 p.
- Francoeur, Louis-Gilles. 2007. «Ottawa respectera Kyoto... avec plus de dix ans de retard». *Le Devoir* (Montréal), jeudi 26 avril 2007, p. A1. Consulté le 11 mai 2007
- Friends of the Earth International (FOEI), Environmental Rights Action (Nigeria) et Friends of the Earth-Nigeria. 2006. «Abuja Declaration: Resolution of FoEI International Conference on Climate Change». In *FoEI International Conference on Climate Change* (Abuja, Nigeria, 28-29 septembre 2006). En ligne.
<http://www.foei.org/climate/abuja.html>. Consulté le 4 octobre 2006
- Fonds pour l'environnement mondial (FEM). 1994. «Instrument for the establishment of the restructured global environment facility: introduction». FEM. En ligne.
<http://www.gefweb.org/public/instrume/intro.htm>. Consulté le 1er mai 2006.

- G77. 1989. «Caracas declaration of the ministers of foreign affairs of the group of 77 on the occasion of the twenty-fifth anniversary of the group». In *Special Ministerial Meeting of the Group of 77 at its 25th Anniversary meeting* (Caracas, Venezuela, 21-23 Juin 1989). En ligne. <<http://www.g77.org/Docs/Caracas%20Declaration.html>>. Consulté le 6 décembre
- G77/Chine. 2005. «Déclaration de Doha». In *Deuxième Sommet du Sud* (Doha, Qatar, 12-16 juin 2005). 16 p. En ligne. <[http://www.g77.org/southsummit2/doc/Doha%20Declaration\(French\).pdf](http://www.g77.org/southsummit2/doc/Doha%20Declaration(French).pdf)>. Consulté le 13 décembre 2006
- Ghina, Fathimath. 2003. «Sustainable Development in Small Island Developing States». *Environment, Development and Sustainability*, vol. 5, no 1, p. 139-165.
- Girard, Mario. 2007. «Sommet sur les changements climatiques. Timide entente obtenue à l'arraché : Le ministre canadien de l'Environnement déplore la faiblesse de la "feuille de route" de Bali». *La Presse* (Montréal, Québec), Dimanche 16 décembre 2007, p. A3.
- Global Commons Institute (GCI). 1990. «Contraction and convergence». Global Commons Institute. En ligne. <<http://www.gci.org.uk/>>. Consulté le 16 mars 2007
- Gouvernement du Brésil. 1997. «Proposed elements of a protocol to the United Nations Framework Convention on Climate Change, presented by Brazil in response to the Berlin Mandate (PAPER NO. 1: BRAZIL)». In *Implementation of the Berlin Mandate: additional proposals from Parties (Addendum)*, UNFCCC, p. 3-57. Bonn. En ligne. <<http://unfccc.int/resource/docs/1997/agbm/misc01a03.pdf>>. Consulté le 19 octobre 2006
- Gouvernements du Brésil, Chine, Inde, Mexique et Afrique du Sud. 2005. «Joint declaration of the heads of state and/or Government of Brazil, China, India, Mexico and South Africa participating in the G8 Gleneagles Summit». In *Sommet du G8* (Gleneagles (Écosse), 6-8 Juillet 2005). En ligne. <http://www.fco.gov.uk/Files/kfile/PostG8_XGleneagles_5Statement.pdf>. Consulté le 13 décembre 2006
- Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'Annexe I au titre du protocole de Kyoto. 2007. «Analyse des possibilités d'atténuation et des fourchettes d'objectifs de réduction des émissions des Parties visées à l'annexe I, (Projet de conclusions proposées par le Président)». In *Quatrième session du Groupe de travail spécial (première partie)* (Vienne (Autriche), 27-31 août 2007). En ligne. <<http://unfccc.int/resource/docs/2007/awg4/fr/104f.pdf>>. Consulté le 11 septembre 2007
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). 2007a. Summary for Policymakers of the Synthesis Report of the IPCC Fourth Assessment Report (Draft

- copy, subject to final copyedit). Valence, Espagne, 23 p. En ligne.
http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_spm.pdf>. Consulté le 20 novembre 2007
- . 2007b. « Topic 1 – Observed changes in climate and their effects », In *IPCC fourth assessment report: Synthesis Report (Summary for policymakers)* (Un-edited copy prepared for COP-13), 6 p. En ligne. http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_topic1.pdf>. Consulté le 14 décembre 2007
- . 2001. «Résumé technique du Groupe de travail 3 du GIEC (GT-III). Point 3.2 : Tendances de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre qui s'y rattachent». In *Bilan 2001 des changements climatiques : mesures d'atténuation*. En ligne. http://www.grida.no/climate/ipcc_tar/vol4/french/172.htm>. Consulté le 10 octobre 2007
- . 2000. Résumé à l'intention des décideurs: questions méthodologiques et technologiques dans le transfert de technologie (rapport spécial du groupe de travail III du GIEC). En ligne. <http://www.grida.no/climate/ipcc/spmpdf/srtt-f.pdf>>. Consulté le 12 janvier 2007
- Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat, groupe II (GIEC, gr. II). 2001. « Adaptation to Climate Change in the Context of Sustainable Development and Equity ». In *Climate Change 2001: Impacts, Adaptation and Vulnerability*, p.877-912. En ligne.
http://www.grida.no/climate/ipcc_tar/wg2/pdf/wg2TARchap18.pdf>. Consulté le 16 décembre 2005.
- Groupes autochtones. 2006. «Contribution des peuples autochtones (Documents de synthèse présentés par de grands groupes) Additif». In *14e session de la Commission du développement durable (CDD-14)* (New York, 1-12 mai 2006). Nations Unies, 17 p. En ligne.
<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N06/238/39/PDF/N0623839.pdf?OpenElement>>. Consulté le 4 novembre 2006
- Grant, Cedric. 1995. «Equity in International Relations: A Third World Perspective». *International Affairs*., vol. 71, no 3: Ethics, the Environment and the Changing International Order, p. 567-587.
- Groenenberg, Heleen, Dian Phylipsen et Kornelis Blok. 2001. «Differentiating commitments world wide: global differentiation of GHG emissions reductions based on the Triptych approach - a preliminary assessment ». *Energy Policy*, vol. 29, p. 1007-1030.
- Grubb, Michael. 1995. «Seeking fair weather: ethics and the international debate on climate change». *International affairs (Royal Institute of International Affairs)*, vol. 71, no 3, p. 463-496.

- Grubb, Michael, Christiaan Vrolijk et Duncan Brack. 1999. *The Kyoto Protocol: A Guide And Assessment*. United Kingdom: The Royal Institute of International Affairs, Energy and environment programme, 342 p.
- Guggenheim, Davis. 2006. «An inconvenient truth». Paramount classics. En ligne. <Section "science" du site web du film: <http://www.climatecrisis.net/thescience/>>. Consulté le 12 juin 2006.
- Gupta, Joyeeta. 1998. «Leadership in the Climate Regime: Inspiring the Commitment of Developing Countries in the Post-Kyoto Phase». *Review of European Community & International Environmental Law (RECIEL)*, vol. 7, no 2, p. 180-190.
- Hansen, James. 2007. «Year 2003 per capita fossil fuel CO2 emissions (Figure 3)». In *So what's the problem with China ?*, Paul Higgins. En ligne. <<http://www.climatepolicy.org/?p=26>>. Consulté le 10 juillet 2007
- Höhne, Niklas, Dian Phylipsen, Simone Ullrich et Kornelis Blok. 2005a. « (Multistage) A compromise proposal ». In *Options for the second commitment period of the Kyoto Protocol*, p. 132-143. Berlin: Ecofys. En ligne. <http://www.fiacc.net/data/Climate_Change_02.05.pdf>. Consulté le 28 janvier 2006.
- , 2005b. *Options for the second commitment period of the Kyoto Protocol*, Ecofys, Berlin, 194 p. En ligne. <http://www.fiacc.net/data/Climate_Change_02.05.pdf>. Consulté le 28 janvier 2006.
- , 2005c. «Tryptych version 6.0». In *Options for the second commitment period of the Kyoto Protocol* p. 118-131. Berlin: Ecofys. En ligne. <http://www.fiacc.net/data/Climate_Change_02.05.pdf>. Consulté le 28 janvier 2006.
- Höhne, Niklas, Michel den Elzen et Martin Weiss. 2006. «Common but differentiated convergence (CDC): a new conceptual approach to long-term climate policy». *Climate policy*, vol. 6, p. 181-199.
- Huq, Saleemul 2005. *Adaptation to climate change: a paper for the International Climate Change Taskforce*. London, 20 p. En ligne. <<http://www.yhub.org.uk/resources/Climate%20Change%20Micro%20Site/IPPRadaptation.pdf>>. Consulté le 19 octobre 2006
- India Climate Justice Forum. 2002. «Delhi Climate Justice Declaration». In *Climate Justice Summit* (New Delhi, 26-27 octobre 2002). 1 p. En ligne. <<http://www.twinside.org.sg/title/delhi.doc>>. Consulté le 5 octobre 2006

- International Indian Treaty Council (IITC). 2001. «The Bonn Declaration». In *Third International Forum of Indigenous Peoples and Local Communities on Climate Change* (Bonn, Allemagne, 14-15 Juillet 2001). En ligne.
http://www.tebtebba.org/tebtebba_files/susdev/cc_energy/bonndeclaration.htm.
 Consulté le 1 décembre 2006
- International Institute for Sustainable Development (IISD) reporting services. 2007. «Earth negotiations bulletin (ENB): Summary of the COP-13/MOP-3 on climate change». In 13th Conference of the Parties to the UN Framework Convention on climate change and 3rd Conference of the Parties serving as the Meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (Bali, Indonésie, 18 Décembre 2007), 22 p. En ligne.
<http://www.iisd.ca/download/pdf/enb12354e.pdf>. Consulté le 26 décembre 2007
- , 2006a. «Earth Negotiations Bulletin on the side (ENBOTS): Events convened on Friday, 10 November 2006 ». In *"Asian aspirations for climate regime beyond 2012", événement parallèle tenu lors de la 12e Conférence des Parties à la CCNUCC et 2e Réunion des Parties au protocole de Kyoto* (Nairobi (Kenya), 10 November 2006 : IGES (Institute for Global Environmental Strategies). 2 p. En ligne.
<http://www.iisd.ca/climate/cop12/enbots/pdf/enbots1214e.pdf>. Consulté le 15 décembre 2006
- , 2006b. «Earth Negotiations Bulletin on the side (ENBOTS): Events convened on Friday, 17 November 2006 ». In *"Indigenous peoples experience and concerns on climate change", événement parallèle tenu lors de la 12e Conférence des Parties à la CCNUCC et 2e Réunion des Parties au protocole de Kyoto* (Nairobi (Kenya), 17 novembre 2006): International Institute for Sustainable Development (IISD). 2 p. En ligne. <http://www.iisd.ca/climate/cop12/enbots/pdf/enbots1220e.pdf>. Consulté le 14 décembre 2006
- , 2006c. «Earth Negotiations Bulletin on the side (ENBOTS): Events convened on Wednesday, 8 November 2006 ». In *"Post-Kyoto regime: options for Africa", événement parallèle tenu lors de la 12e Conférence des Parties à la CCNUCC et 2e Réunion des Parties au protocole de Kyoto* (Nairobi (Kenya), 8 novembre 2006): International Institute for Sustainable Development (IISD). 2 p. En ligne.
<http://www.iisd.ca/climate/cop12/enbots/pdf/enbots1212e.pdf>. Consulté le 14 décembre 2006
- , 2006d. «Earth negotiations bulletin (ENB): Summary of the COP-12/MOP-2 on climate change». In *12th Conference of the Parties to the UN Framework Convention on climate change and 2nd Conference of the Parties serving as the Meeting of the Parties to the Kyoto Protocol* (Nairobi, Kenya, 20 novembre 2006). 22 p. En ligne.
<http://www.iisd.ca/download/pdf/enb12318e.pdf>. Consulté le 23 novembre 2006

- , 2005. «Earth negotiations bulletin (ENB): Summary of the COP-11/MOP-1 on climate change». In *11th Conference of the Parties to the UN Framework Convention on climate change and 1st Conference of the Parties serving as the Meeting of the Parties to the Kyoto Protocol* (Montreal, Canada, 12 décembre 2005). 20 p. En ligne. <<http://www.iisd.ca/download/pdf/enb12291e.pdf>>. Consulté le 16 décembre 2005
- , 2004. «Earth negotiations bulletin (ENB): Summary of the COP-10 on climate change». In *10th Conference of the Parties to the UN Framework Convention on climate change* (Buenos Aires, Argentine, 20 décembre 2004). 16 p. En ligne. <<http://www.iisd.ca/download/pdf/enb12260e.pdf>>. Consulté le 20 février 2006
- International Partnership for the hydrogen economy. 2007. Washington, D.C., États-Unis. En ligne. <<http://www.iphe.net/>>. Consulté le 3 novembre 2007
- Jotzo, Frank, et John C.V. Pezzey. 2006. A better Kyoto: options for flexible commitments. Australian National University, Economics and Environment Network, 10 p. En ligne. <<http://www.fiacc.net/data/Jotzo%202006%20A%20better%20Kyoto.%20options%20for%20flexible%20commitments.pdf>>. Consulté le 20 février 2007.
- Kahn, James Randall et Dina Franceschi. 2006. «Beyond Kyoto: A tax-based system for the global reduction of greenhouse gas emissions». *Ecological Economics*. vol. 58, no 4, p. 778-787. En ligne. <<http://www.sciencedirect.com/science/article/B6VDY-4HGM7CB-1/2/c8645b55ceeb853f84949391a698aaa5>>. Consulté le 14 septembre 2006.
- Kameyama, Yasuko. 2004. «The Future Climate Regime: A Regional Comparison of Proposals ». *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*, vol. 4, p. 307-326.
- , 2003. *Dual track approach : an optional climate architecture for beyond 2012 (Discussion paper 2003-3 : draft ver. 2)*. Japan, National Institute for Environmental Studies, 11 p. En ligne. <<http://www.nies.go.jp/social/post2012/pub/dp2003-3ver2.pdf>>. Consulté le 13 mars 2006.
- Kaushik, Atul. 2001. «Addressing Developing Countries' Concerns related to Biotechnology and Biosafety in the World Trade Organization». In *ICTSD Workshop on Biotechnology, Biosafety and Trade: Issues for Developing Countries* (Bellevue, Switzerland, 18-20 July 2001): International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD). 6 p. En ligne. <<http://www.ictsd.org/dlogue/2001-07-19/Kaushik.pdf#search=%22developing%20countries%20concerns%20environment%22>>. Consulté le 14 septembre 2006
- Krasner, Stephen D. 1985. *Structural conflict : the Third World against global liberalism*. Berkeley: University of California Press, ix, 363 p.

- Kuala Lumpur Declaration on Environment and Development. 1992. In *Ministerial Conference of Developing Countries on Environment and Development* (Kuala Lumpur, 29 avril 1992). Extrait obtenu dans "Environmental policy and law", vol. 22, no 4, 266-267 p.
- Kulkarni, Jyoti S. 2003. «A southern critique of the globalist assumptions about technology transfer in climate change treaty negotiations». *Bulletin of Science, Technology & Society*, vol. 23, no 4, p. 256-264.
- Kundzewicz, Z.W., L.J. Mata, N.W. Arnell, P. Döll, P. Kabat, B. Jiménez, K.A. Miller, T. Oki, Z. Sen et I.A. Shiklomanov. 2007. «Freshwater resources and their management (Chapter 3)». In *Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). O.F. Canziani M.L. Parry, J.P. Palutikof, P.J. van der Linden and C.E. Hanson, Cambridge University Press, Cambridge, UK, p. 173-210. En ligne. <<http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg2/ar4-wg2-chapter3.pdf>>. Consulté le 29 novembre 2007
- La Rovere, Emilio L., Laura Valente de Macedo et Kevin A. Baumert. 2002. «The Brazilian Proposal on Relative Responsibility for Global Warming (chapter 7)». In *Building on the Kyoto Protocol: Options for Protecting the Climate*, Kevin A. Baumert, Odile Blanchard, Silvi Llosa et James Perkaus, p. 157-173: World Resources Institute. En ligne. <http://pdf.wri.org/opc_chapter7.pdf>. Consulté le 10 juin 2006
- Leblanc, Geneviève et Jean-Christophe Lessard. 2007. «Déboisement évité et reboisement dans la CCNUCC et le protocole de Kyoto: entretien avec Mme Catherine Potvin, professeure au département de biologie de l'Université McGill et coordonnatrice du Panama Field Study Semester». *Objectif Terre*, 1^{er} avril 2007, p. 8-9. En ligne. <http://www.iepf.org/docs/objectif_terre/Objectif%20Terre-Avril2007-2.pdf>. Consulté le 25 mai 2007
- Le Prestre, Philippe. 2005. *Protection de l'environnement et relations internationales : les défis de l'écopolitique mondiale*. Collection U. Science politique. Paris: A. Colin, xiv, 477 p.
- Levina, Ellina. 2002. «Climate change capacity building in Annex I EITs: Issues and needs». In *OECD/IEA/IETA Workshop national systems for flexible mechanisms: Implementation issues in countries with economies in transition* Juin 2002: Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En ligne. <<http://www.oecd.org/dataoecd/10/50/1953225.pdf>>. Consulté le 3 juin 2006.
- Low, Pak Sum (éditeur). 2005. *Climate change and Africa*. Cambridge: Cambridge University Press, xli, 369 p.

- Mace, Gordon et François Pétry. 2000. *Guide d'élaboration d'un projet de recherche*, 2e éd. Coll. «Méthodes des sciences humaines». Presses de l'Université Laval, De Boeck Université, Québec, 134 p.
- Manful, George. 2005. «Capacity-building initiatives to implement the climate change convention in Africa». In *Climate change and Africa*, p. 297-309. Cambridge: Cambridge University Press.
- Markandya, Anil et Kirsten Halsnæs. 2002. *Climate change and sustainable development : prospects for developing countries*. Coll. «Climate change & sustainable development». London ; Sterling, VA: Earthscan Publications Ltd., 272 p.
- Matsui, Yoshiro. 2002. «Some Aspects of the Principle of “Common but Differentiated Responsibilities”». *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*, vol. 2, p. 151–171.
- Maubourguet, Patrice (Ed.). 1996. *Le petit Larousse illustré*. Paris: Larousse, 1785 p.
- Meira Filho, Gylvan, Paulo José Goldemberg et Jacques Marcovitch. 2006. «The Sao Paulo proposal for an agreement on future international climate policy (discussion paper for COP-12 & COP-MOP-2)». In *12e Conférence des Parties à la CCNUCC et 2e Réunion des Parties au protocole de Kyoto* (Nairobi, Kenya, Novembre 2006): Instituto de Estudos Avançados da Universidade de Sao Paulo, The BASIC project (Basic Task 4 Team), 31 p. En ligne. <http://www.basic-project.net/data/SP_prop_rev_nairobi.pdf>. Consulté le 22 février 2007
- Miller, Marian A. L. 1995. *The Third World in global environmental politics*. Boulder, (Colorado): Lynne Rienner Publishers, ix, 181 p.
- Mhita, Mohamed S. 2002. «Closing remarks by Dr. Mohamed S. Mhita, Director general, Tanzania Meteorological Agency (Appendix 1c)». In *Proceedings of the workshop on mitigation of climate change in Tanzania in relation to the recent findings of the IPCC WGIII (Outreach activities)*, Workshop on mitigation of climate change in Tanzania in relation to the recent findings of the IPCC WGIII, 13-14 juin 2002, Environment (CEEST) The Centre for Energy, Science and Technology, p. 32-33. Dar es Salaam, Tanzanie. En ligne. <<http://www.ceest.com/ipccworkshop.pdf>>. Consulté le 9 octobre 2006
- Michaelowa, Axel, Sonja Butzengeiger et Martina Jung. 2005. «Graduation and deepening: an ambitious post-2012 climate policy scenario». *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*. vol. 5, no 1, p. 25-46.
- Mucchielli, Alex. 1996. *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand-Colin, 275 p.

- Mwandosya, M. J. 2000. «The Group of 77 and China and the Kyoto negotiations». In *Survival emissions : a perspective from the south on global climate change negotiations*, p. 59-80. Dar es Salaam: DUP (1996) Ltd : Centre for Energy, Environment, Science, and Technology.
- Nagel, Stuart S. 2002. *Handbook of public policy evaluation*. Thousand Oaks, California.: Sage Publications, xii, 423 p.
- Nagel, Stuart S. 1990. *Policy Theory and Policy Evaluation: Concepts, Knowledge, Causes, and Norms*. New York: Greenwood Press, 230 p.
- Najam, A., S. Huq et Y. Sokona. 2003. «Climate negotiations beyond Kyoto: developing countries concerns and interests». *Climate Policy*, vol. 3, no 3, p. 221-231.
- Nations unies. 2007a. « Conférence de presse du Président de l'Assemblée générale, Srgjan Kerim, (transcription adaptée de l'anglais) », Département de l'information, Service des informations et des accréditations. En ligne. <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2007/Conf070918_Pres_AG.doc.htm>. Consulté le 18 septembre 2007
- , 2007b. « Conférence de presse du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, au siège des Nations unies (transcription adaptée de l'anglais) », 18 septembre 2007): Département de l'information, Service des informations et des accréditations. En ligne. <<http://www.un.org/News/fr-press/docs/2007/SGSM11164.doc.htm>>. Consulté le 18 septembre 2007
- , 1999. «Report of the Secretary-General (E/CN.17/1999/18), cité dans *Ghina, Fathimath*. 2003. «Sustainable Development in Small Island Developing States». *Environment, Development and Sustainability*, vol. 5, no 1, p. 139-165.
- , 1997. *Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*. En ligne. <<http://unfccc.int/resource/docs/convkp/kpfrench.pdf>>. Consulté le 3 septembre 2005
- , 1992. *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)*. En ligne. <<http://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>>. Consulté le 29 août 2005
- Oberthür, Sebastian, et Hermann Ott. 1999. *The Kyoto Protocol: International Climate Policy for the 21st Century*. Berlin Heidelberg New York: Springer-Verlag, 359 p.
- Office québécois de la langue française. 2006. «Le grand dictionnaire terminologique». En ligne. <www.granddictionnaire.com>. Consulté le 10 juin 2006.

- Organe subsidiaire d'avis scientifique et technologique (OSAST). 2005. Report on the Seminar on the development and transfer of technologies for adaptation to climate change, Tobago, Trinité et Tobago, 14-16 juin 2005, 18 p. En ligne. <<http://unfccc.int/resource/docs/2005/sbsta/eng/08.pdf>>. Consulté le 21 septembre 2007
- Organisation mondiale de la Santé (OMS). 2007. «The international decade for action : water for life 2005-2015 - coping with water scarcity ». *World Water Day 2007*, 16 mars 2007). 2 p. En ligne. <http://www.who.int/water_sanitation_health/wwd7_water_scarcity_final_rev_1.pdf>. Consulté le 13 décembre 2007
- Ott, Hermann E., Harald Winkler, Bernd Brouns (et autres collaborateurs). 2004. *South-North dialogue on equity in the greenhouse: a proposal for an adequate and equitable global climate agreement*. Wuppertal Institute for climate, environment and energy, 58 p. En ligne. <wupperinst.org/download/1085_proposal.pdf>. Consulté le 8 mars 2006.
- Palmer, Doug et Laura MacInnis. 2007. «G4 talks collapse, throw trade round into doubt». *Reuters* (Postdam, Allemagne), Jeudi 21 juin 2007. En ligne. <<http://www.reuters.com/article/topNews/idUSL2179513320070621?feedType=RSS>>. Consulté le 4 juillet 2007
- Pan, Jiahua. 2005. «Meeting human development goals with low emissions : an alternative to emissions caps for post-Kyoto from a developing country perspective». *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*. vol. 5, no 1, p. 89-104.
- , 2003. «Emissions Rights and their Transferability: Equity Concerns over Climate Change Mitigation». *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*, vol. 3, p. 1-16.
- Phylipsen, G. J. M., J. W. Bode, K. Blok, H. Merkus et B. Metz. 1998. «A Triptych sectoral approach to burden differentiation; GHG emissions in the European bubble». *Energy Policy*, vol. 26, no 12, p. 929-943.
- Programme d'action de la Conférence Internationale sur la population et le développement. 1994. «Chapitre III : Liens réciproques entre population, croissance économique soutenue et développement durable (section C: Population et environnement)». In *Conférence Internationale des Nations Unies sur la Population et le Développement (CIPD)* (Caire, 5 au 13 septembre 1994). En ligne. <<http://www.agora21.org/cipd/cipd02.html#C>>. Consulté le 5 décembre 2006

- Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). 1998. «Human Development Report 1998». Cité dans: Claussen, E. et L. Mc Neilly. 1998. «Equity & Global Climate Change: The Complex Elements of Global Fairness». Pew Center on Global Climate Change, p. 1-36. En ligne.
<<http://www.pewclimate.org/document.cfm?documentID=176>>. Consulté le 29 janvier 2006
- Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et Secrétariat de la CCNUCC. 2001. Changements climatiques: fiches informatives. 30 p. En ligne.
<http://unfccc.int/resource/docs/publications/infokit_2001_fr.pdf>. Consulté le 15 octobre 2007
- Quivy, Raymond , et Luc van Campenhoudt. 1995. *Manuel de recherche en sciences sociales*, Nouv. éd. Paris: Dunod, xii, 287 p.
- Radanne, P. 2005. « Vulnérabilité et adaptation : état des négociations et perspectives pour la seconde période d'engagement ». In *Atelier sur la vulnérabilité et les besoins d'adaptation des pays francophones face aux changements climatiques, dans le cadre des ateliers francophones en amont de la 11e CdP à la CCNUCC* (Montréal, 25-26 novembre 2005). 4 p.
- Ravindranath, N.H. et Jayant A. Sathaye. 2002. *Climate change and developing countries*. Dordrecht (Pays-bas): Kluwer Academic Publishers, 286 p.
- Réseau action climat France (RACF). 2005. *ECO : Lettre des ONG du 9 décembre 2005*. En ligne. 2 p.
<http://www.rac-f.org/IMG/pdf/ECO11_COPMOP1.pdf>. Consulté le 13 décembre 2005
- Richards, Michael. 2003. *Poverty Reduction, Equity and Climate Change: Global Governance Synergies or Contradictions?*, London, Overseas Development Institute (Globalisation and Poverty Programme), 13 p. En ligne.
<http://www.odi.org.uk/iedg/publications/climate_change_web.pdf>. Consulté le 10 décembre 2005
- Rose, Adam, Brandt Stevens, Jae Edmonds et Marshall Wise. 1998. «International Equity and Differentiation in Global Warming Policy: An Application to Tradeable Emission Permits ». *Environmental and Resource Economics*, vol. 12, p. 25-51.
- Sagar, A.D. et Banuri. T. 1999. «In fairness to current generations: lost voices in the climate debate». *Energy Policy*, vol. 27, no 9, p. 509-514.
- Schelling, Thomas C. 2002. «What Makes Greenhouse Sense? Time to rethink the Kyoto Protocol». *Foreign Affairs*, vol. 81, no 3, p. 2-9.

Schmidt, Jake, Ned Helme, Jin Lee et Mark Houdashelt. 2006. Sector-based Approach to the Post-2012 Climate Change Policy Architecture. «Dialogue on Future International Actions to Address Global Climate Change (FAD) Working Papers ». Center for clean air policy, 42 p. En ligne.
 <<http://www.ccap.org/international/Sector%20Straw%20Proposal%20-%20FINAL%20for%20FAD%20Working%20Paper%20%7E%208%2025%2006.pdf>>. Consulté le 10 octobre 2006

Schneider, S.H., S. Semenov, A. Patwardhan, I. Burton, C.H.D. Magadza, M. Oppenheimer, A.B. Pittock, A. Rahman, J.B. Smith, A. Suarez et F. Yamin. 2007. «Chapter 19 : Assessing key vulnerabilities and the risk from climate change. ». In *Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, O.F. Canziani M.L. Parry, J.P. Palutikof, P.J. van der Linden and C.E. Hanson, Eds, p. 779-810. Cambridge, UK, : Cambridge University Press. En ligne.
 <<http://www.ipcc-wg2.org/>>. Consulté le 5 septembre 2007

Secrétariat de la CCNUCC. 2007. «Bali Action Plan (advance unedited version)» (Feuille de route de Bali). In *13^e Conférence des Parties à la CCNUCC et 3^e Réunion des Parties au protocole de Kyoto*, Bali, Indonésie, 17 décembre 2007. 5 p. En ligne.
 <http://unfccc.int/files/meetings/cop_13/application/pdf/cp_bali_action.pdf>. Consulté le 19 décembre 2007

-----. 2006a. Further commitments for Annex I Parties and the duration thereof. [Agenda item 3], (Vidéo Real player), Nairobi, Kenya En ligne.
 <<rtsp://webcast.un.org/conferences/unfccc/2006/awg2/unfccc061108pm-awg2-eng.rm?start=01:24:12&end=02:15:46>>. Consulté le 14 décembre 2006

-----. 2006b. In-session workshop (3:00 pm - 6:00 pm) of the Second session of the Ad Hoc Working Group on Further Commitments for Annex I Parties under the Kyoto Protocol (AWG 2) Nairobi (Kenya), 2h 22min (Vidéo Real player). En ligne.
 <<rtsp://webcast.un.org/conferences/unfccc/2006/awg2/unfccc061107pm-awg2-eng.rm>>. Consulté le 18 décembre 2006

-----. 2005. « List of participants : part one (Parties and Observers) » in *11^e Conférence des Parties à la CCNUCC et 1^{ère} Réunion des Parties au protocole de Kyoto*, Montréal, Nations unies, 87 p.

-----. 2001. *Seventh conference of the parties to the UNFCCC* (Marrakesh, 29 October to 10 November 2001). UNFCCC, 1-72 p. En ligne.
 <<http://unfccc.int/resource/docs/cop7/13a02.pdf>>. Consulté le 1er mai 2006

Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. 2006. *Perspectives mondiales de la diversité biologique*, deuxième édition. Montréal, 83 p. + viii p. En ligne.
 <<http://www.cbd.int/doc/gbo2/cbd-gbo2-fr.pdf>>. Consulté le 13 décembre 2007

- Sharma, Ravi. 2006. «Support for capacity development in countries (présentation Powerpoint)». In *Capacity-building in developing countries, événement parallèle tenu lors de la 12e Conférence des Parties à la CCNUCC et 2e Réunion des Parties au protocole de Kyoto* (Nairobi (Kenya), 11 novembre 2006): Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). En ligne.
<http://regserver.unfccc.int/seors/file_storage/eeibacva3idbikw.ppt>. Consulté le 18 décembre 2006
- Shukla, P.R. 1999. «Justice, equity and efficiency in climate change: a developing country perspective (Chapter 9)». In *Fairness Concerns in Climate Change*, Ference Toth, p. 1-18. London: Earthscan Publications. En ligne.
<<http://www.decisioncraft.com/energy/papers/ecc/sidc/Equity/ecc.pdf>>. Consulté le 14 septembre 2006
- Sokona, Youba. 2001. «ONG africaines: Climatopessimisme». *Courrier de la planète*, 61, p. 30-31.
- Stern, Nicholas. 2006. Rapport Stern sur l'économie du changement climatique (Résumé exécutif, version longue), HM Treasury (Ministère de l'économie et des finances). Royaume-Uni, 34 p. En ligne.
<http://www.hm-treasury.gov.uk/media/E/F/stern_longsummary_french.pdf>. Consulté le 15 avril 2007
- Stewart, Richard et Jonathan Wiener. 2003. *Reconstructing Climate Policy Beyond Kyoto*: American Enterprise Institute Press, 212 p.
- Stiglitz, Joseph E. 2000. «Two Principles for the Next Round or, How to Bring Developing Countries in from the Cold». *The World Economy*, vol. 23, no 4, p. 437-454.
- Sugiyama, Taishi, Jonathan Sinton, Osamu Kimura et Takahiro Ueno. 2005. «Orchestra of Treaties: A Future Climate Regime Scenario with Multiple Treaties among Like-minded Countries». *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*, vol. 5, no 1, p. 65-88.
- Tangen, Kristian , et Henrik Hasselknippe. 2005. «Converging Markets». *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*, vol. 5, no 1, p. 47-64.
- The Centre for Energy, Environment, Science and Technology (CEEST). 2002. «Proceedings of the workshop on mitigation of climate change in Tanzania in relation to the recent findings of the IPCC WGIII (Outreach activities)». In *Workshop on mitigation of climate change in Tanzania in relation to the recent findings of the IPCC WGIII* (Dar es Salaam, Tanzanie, 13-14 juin 2002). 45 p. En ligne.
<<http://www.ceest.com/ipccworkshop.pdf>>. Consulté le 9 octobre 2006

- The Energy and Resources Institute (TERI). 2005. «Financing adaptation». In *Événement parallèle "Adapting to a changing climate: who bears the burden?" lors de la CP-11 à la CCNUCC et RP-1 au PK 6* décembre 2005). En ligne. <http://www.teriin.org/climate/CoP11b.pdf>. Consulté le Décembre 2005
- The Langkawi declaration on environment. 1989. In *Langkawi meeting of the Heads of Government of the Commonwealth* (Langkawi, Malaysia, octobre 1989). Mekong region law center. En ligne. <http://www.mekonglawcenter.org/index-resource.htm>. Consulté le 4 décembre 2006
- Turgeon, J. , et J. Bernatchez. 2003. «Les données secondaires (chapitre 17)». In *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, 4e éd. p. 431-468. Sainte-Foy, Québec: Presses de l'Université du Québec.
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). 1995. Report of the Workshop on selected cooperation aspects for technological capacity-building in developing countries. Genève, 24 p. En ligne. <http://stdev.unctad.org/compendium/documents/UNCTAD.DST.7.pdf>. Consulté le 17 août 2007
- United States. 1998. «United States Department Fact Sheet on the Kyoto Protocol on Climate Change », 15 January 1998, cité dans *Gupta, Joyeeta. 1998. «Leadership in the Climate Regime: Inspiring the Commitment of Developing Countries in the Post-Kyoto Phase». Review of European Community & International Environmental Law (RECIEL)*, vol. 7, no 2, p. 180-190.
- United States (of America), China, India, Japan, Australia et Republic of Korea. 2006. «Asia-Pacific Partnership on clean development and climate». En ligne. <http://www.asiapacificpartnership.org/default.htm>. Consulté le 11 octobre 2006
- Vandaele, Diane. 2005. «Infos de Serre: Bulletin mensuel sur les changements climatiques». *Réseau Action Climat-France (RAC-France)*, no 38, 4 p.
- Van Toen, Carlene. 2001. «Delegates Perceptions on Synergies and the Implementation of MEA's : Views from the ESCAP Region». In *Informal Regional Consultation / Workshop on Inter-Linkages: Synergies and Coordination among Multilateral Environmental Agreements 2001*, Kuala Lumpur (Malaysia), United Nations University, 34 p.
- Weimer, David Leo, et Aidan R. Vining. 1992. *Policy analysis: concepts and practice*: Englewood Cliffs, Prentice-Hall, New Jersey, 424 p.
- Weisslitz, Michael. 2002. «Rethinking the Equitable Principle of Common but Differentiated Responsibility: Differential Versus Absolute Norms of Compliance and Contribution in the Global Climate Change Context». *Colorado Journal of International Environmental Law & Policy*, vol. 13, no 2, p. 473-509.

- Williams, Marc. 2005. «The Third World and global environmental negotiations: interests, institutions and ideas ». *Global Environmental Politics* 5:3, August 2005, vol. 5, no 3, p. 48-69.
- Winkler, Harald, Randall Spalding-Fecher, Stanford Mwakasonda et Ogunlade Davidson. 2002. «Sustainable Development Policies and Measures: Starting from Development to Tackle Climate Change (Chapter 3)». In *Building on the Kyoto Protocol: Options for Protecting the Climate*, World Resources Institute, p. 61-87. En ligne. <http://pdf.wri.org/opc_chapter3.pdf>. Consulté le 12 juin 2006
- World Resources Institute (WRI). 2003a. Climate and Atmosphere: Burkina Faso. «EarthTrends», 7 p. En ligne. <http://earthtrends.wri.org/pdf_library/country_profiles/cli_cou_854.pdf>. Consulté le 27 juin 2007
- , 2003b. Climate and Atmosphere: Saudi Arabia. «EarthTrends», 7 p. En ligne. <http://earthtrends.wri.org/pdf_library/country_profiles/cli_cou_682.pdf>. Consulté le 27 juin 2007
- Yoke Ling, Chee et Martin Khor. 2001. «International environmental governance: Some issues from a developing country perspective (working paper)». Third World Network. En ligne. <<http://www.twinside.org.sg/title/ieg.htm>>. Consulté le 5 octobre 2006
- Zaelke, Durwood et James Cameron. 1989-1990. «Global Warming and climate change: an overview of the international legal process». *American University Journal of International Law & Policy*, vol. 5, p. 249-290.

APPENDICE

EXEMPLE DE GRILLE DE CONSIGNATION DES REVENDICATIONS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

No	Titre et année	Référent	Revendications présentes	Fréquence
1	The Bonn Declaration. 2001.	Négociations internationales sur les changements climatiques	Changement mode de vie Nord	2
			Équité	3
			Équité procédurale	5
			Régime moins axé sur libre marché	2
			Question forestière	1
			Adaptation (et vulnérabilité)	2
2	Joint declaration of the heads of state and/or Government of Brazil, China, India, Mexico and South Africa participating in the G8 Gleneagles Summit. 2005.	Économie mondiale et changements climatiques	Développement	6
			Développement durable	4
			Adaptation	1
			Éradiquer pauvreté	4
			Responsabilités communes mais différenciées	1
			Équité procédurale	3
			Changement mode de vie Nord	1
			Réforme système international	1
			Aide financière	4
3	Nairobi: COP-12 Climat. 2006.	Négociations internationales sur les changements climatiques	Transferts de technologies	1
			Équité procédurale	5
			Sensibilisation	2
			Adaptation (et vulnérabilité)	7
			Question forestière	1
4